

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

2024

BUDGET PRIMITIF

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

SOMMAIRE

SYNTHÈSE BUDGÉTAIRE	3
---------------------	---

GLOSSAIRE	42
-----------	----

LES ACTIONS PAR POLITIQUES PUBLIQUES ET SECTEURS	43
---	----

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Table des matières

Table des matières

Table des matières.....	2
Budget consolidé.....	3
Budget principal.....	4
I. SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	4
A. Dépenses de fonctionnement par chapitre.....	4
B. Évolution des dépenses de fonctionnement par politiques publiques.....	10
C. Les recettes de fonctionnement par chapitre.....	12
II. SECTION D'INVESTISSEMENT.....	19
A. Dépenses d'investissement.....	19
B. Recettes d'investissement.....	23
Budgets annexes.....	25
I. Transports urbains.....	25
A. Exploitation.....	25
B. Investissement.....	25
II. Élimination et valorisation des déchets.....	27
A. Fonctionnement.....	27
B. Investissement.....	28
III. Assainissement.....	29
A. Exploitation.....	29
B. Investissement.....	30
IV. Réseaux de chaleur.....	32
A. Exploitation.....	32
B. Investissement.....	33
V. Centre des congrès.....	34
A. Exploitation.....	34
B. Investissement.....	34
VI. Zones d'aménagement métropolitaines.....	35
VII. Crématorium et production d'énergie photovoltaïque.....	36
A. Crématorium.....	36
B. Production d'énergie photovoltaïque.....	36

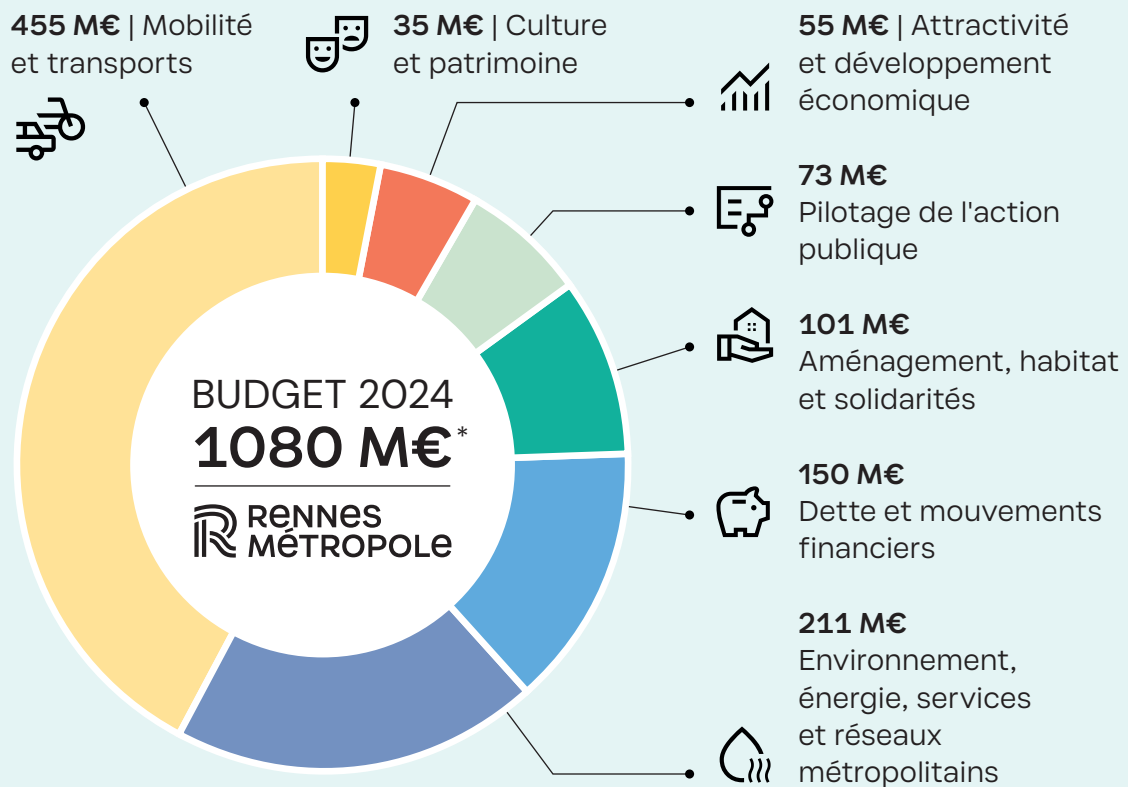
Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

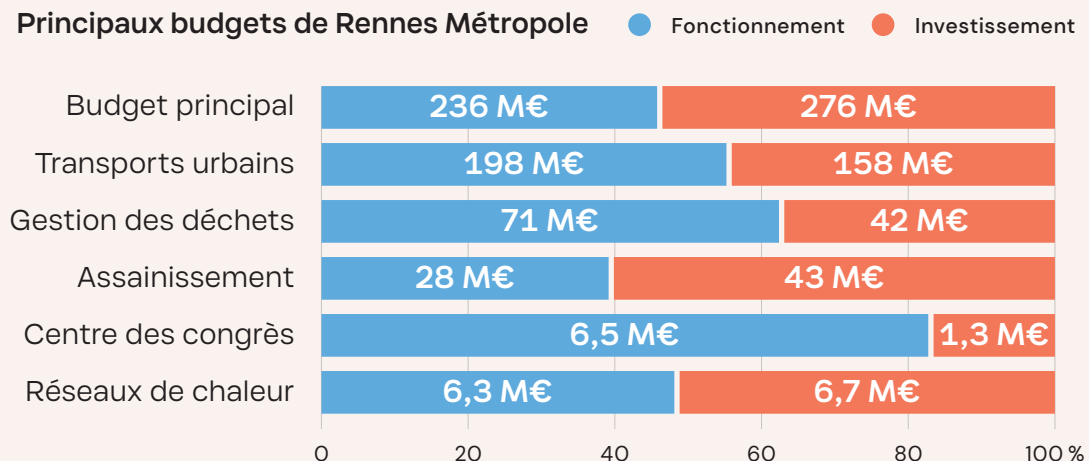
LA RÉPARTITION DU BUDGET CONSOLIDÉ 2024



* Renvoi méthodologique : dépenses réelles 2024 intégrant une ventilation estimative des dépenses de personnel par politique publique, hors réintégration des avances des mandats de travaux, hors flux inter-budgés et hors dépenses de personnel mutualisées remboursées par la Ville de Rennes

1 BUDGET PRINCIPAL / 7 BUDGETS ANNEXES / 6 BUDGETS ANNEXES DE ZAC

Principaux budgets de Rennes Métropole



LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN 2024

Mobilité et transports

Développement des transports urbains : 142 € (augmentation de la capacité de ligne a, acquisition rames de métro ligne b, acquisition de bus électriques et création d'infrastructures de recharge électriques)

Requalification, aménagement et entretien de la voirie : 92 M€ dont 13 M€ pour la politique vélo, 35 M€ pour la voirie et 14 M€ pour l'éclairage public

Définition de la stratégie de la mobilité : 1 M€

= 235 M€



Environnement, énergie, services et réseaux

Gestion durable des déchets et économie circulaire : 39 M€ dont 29 M€ pour la restructuration de l'unité de valorisation énergétique des déchets de Villejean, 6,5 M€ pour accompagner la gestion des bio déchets et 0,6 M€ pour le développement de l'économie circulaire

Assainissement : 35 M€ pour l'amélioration et le développement des stations d'épuration et des réseaux

Énergie et réseaux de chaleur : 12 M€

= 90 M€



Aménagement, habitat et solidarités

Habitat et accès au logement pour tous : 51 M€ dont 43 M€ pour le plan local de l'Habitat et 1 M€ pour l'ingénierie de la démarche sans foncier fixe

Politique foncière : 13 M€

Aménagement, planification urbaine : 9 M€

Programme de renouvellement urbain : 2 M€

= 75 M€



Attractivité et développement économique

Aides aux entreprises et écosystèmes prioritaires : 16 M€ dont 11 M€ pour la restructuration du bâtiment 78 La Janais pour l'accueil d'écosystèmes d'innovation

Innovation, recherche et enseignement supérieur : 10 M€ dont 6 M€ pour l'aide à la rénovation du patrimoine universitaire

Développement et attractivité touristique : 3 M€

Accessibilité du territoire : 2 M€

= 31 M€



Pilotage de l'action publique

Fonds de concours à l'investissement des communes métropolitaines : 7,6 M€

Développement du système des données territoriales : 4,6 M€ dont 2 M€ pour le développement de projets du service public métropolitain de la donnée

Logistique et informatique-réseaux : 12 M€

Stratégie et gestion immobilière : 1,7 M€

= 27 M€



Culture et patrimoine

Construction et restructuration des équipements culturels : 5,6 M€ dont 5 M€ pour la construction de réserves muséales

Investissements des équipements : 3,6 M€ dont 1,4 M€ pour la refonte du parcours permanent du Musée de Bretagne

= 9 M€

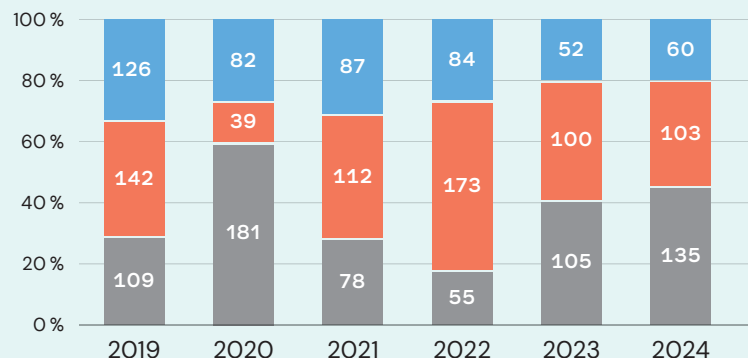


FINANCEMENT DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT*

Pour financer sa politique d'investissement, Rennes Métropole a principalement recours à l'épargne qu'elle dégage sur sa section de fonctionnement, aux subventions et à l'emprunt.

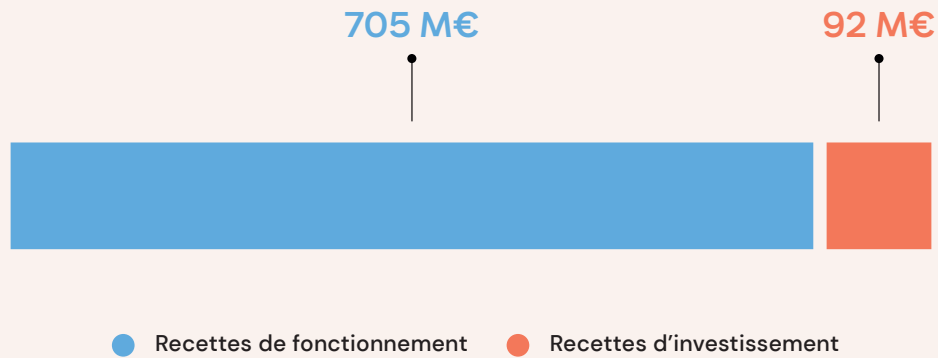
- Épargne
- Emprunts
- Ressources propres

Financement des investissements (en M€)



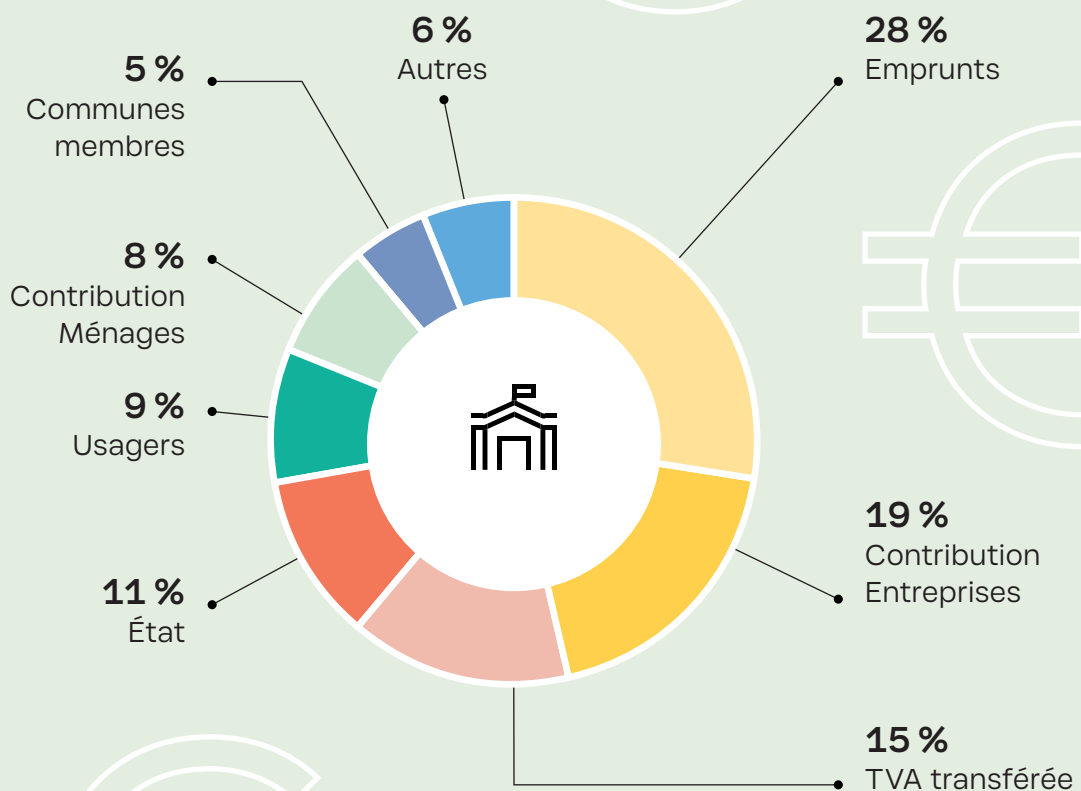
* 3 principaux budgets : budget principal, transports urbains, élimination et valorisation des déchets

797 M€ DE RECETTES INSCRITES AU BUDGET 2024



(montants hors emprunt)

D'OÙ VIENNENT LES RECETTES DE RENNES MÉTROPOLE



QUELQUES CHIFFRES CLÉS

Regroupant 43 communes et plus de 470 000 habitants, Rennes Métropole exerce des compétences dans des secteurs essentiels, en lien direct avec la vie quotidienne des habitants du territoire : traitements des déchets, réseaux de transports, aménagement, habitat, développement économique, culture...

**473 737**

habitants (population totale,
recensement 2019)

**3 200**

kilomètres de voirie

**43 %**

des surfaces urbanisées
composées d'éléments naturels

**89 M**

de voyages sur les réseaux
STAR et Handistar dont
42 millions par le métro

**34 921**

entreprises
352 728 emplois sur
la zone d'emplois

**238 993**

logements dont
44 000 logements sociaux

Près de 6 000 agents mobilisés entre Rennes Métropole et la ville de Rennes afin de délivrer un service public de qualité sur les territoires et porter les projets de la collectivité.



Pour plus d'information sur les budgets de la métropole :
dataviz.rennesmetropole.fr/budget

En savoir plus sur la métropole, ses compétences et ses actions :
metropole.rennes.fr

Hôtel de Rennes Métropole

4, avenue Henri Fréville • CS 93111
35031 Rennes Cedex
+33 (0) 2 99 86 60 60

Budget consolidé

Le budget consolidé 2024 se chiffre à 1,08 Md€, en évolution de 11% par rapport à l'année 2023, soit +105,6 M€, du fait principalement du haut niveau des dépenses d'investissement sur le budget principal (+41,4 M€) et le budget annexe Transports Urbains (+50,5 M€). Les dépenses de fonctionnement sont en hausse globale de 4%, marquées par les effets de l'inflation et la continuité en 2024 des travaux de restructuration de l'usine de valorisation des déchets de Villejean, travaux qui induisent des coûts de détournement des déchets vers d'autres sites de traitement et un coût plus élevé de la fourniture d'énergie pour le réseau de chaleur nord.

Budget dépenses réelles (1) (en M€)	Fonctionnement		Investissement		Budget total consolidé(2)	
	BP 2023	BP 2024	BP 2023	BP 2024	BP 2023	BP 2024
Budget principal (3)	230,1	236,4	234,7	276,1	464,8	512,5
Transports urbains	187,5	197,8	108,0	158,5	295,5	356,3
Élimination valorisation déchets	64,1	71,1	59,4	41,9	123,6	113,0
Assainissement	36,0	27,6	38,1	42,8	74,1	70,4
Centre des congrès	6,7	6,5	1,6	1,3	8,3	7,8
Réseaux de chaleur	1,5	6,4	2,9	6,7	4,4	13,1
ZAE-ZAC	3,6	4,9	0,0	0,3	3,6	5,2
Crématorium	0,037	0,050	0,377	1,693	0,414	1,743
Production énergie photovoltaïque	0,005	0,005	0,020	0,020	0,025	0,025
	529,6	550,7	445,0	529,5	974,6	1 080,2

(1) après retraitements : des réintégrations d'avances en investissement (53,8 M€), des flux inter budgets (51,5 M€), de la part des dépenses mutualisées masse salariale remboursées par la Ville de Rennes (34,3 M€)

(2) le total des dépenses réelles consolidées 2024 sans retraitements est de 1 241 M€

(3) budget principal-investissement : hors crédits de régularisation comptable neutre (21,3 M€ en dépenses en recettes)

Budget principal

Le budget 2024 intègre les impacts de l'inflation en dépenses ainsi que la dynamique de la TVA transférée et de la Cotisation foncière des entreprises (CFE) en recettes. Les dépenses de fluides, en particulier l'électricité, restent élevées mais à un niveau toutefois inférieur à celui constaté au moment de la construction du BP 2023 qui n'intégrait pas les effets du mécanisme de l'amortisseur électricité.

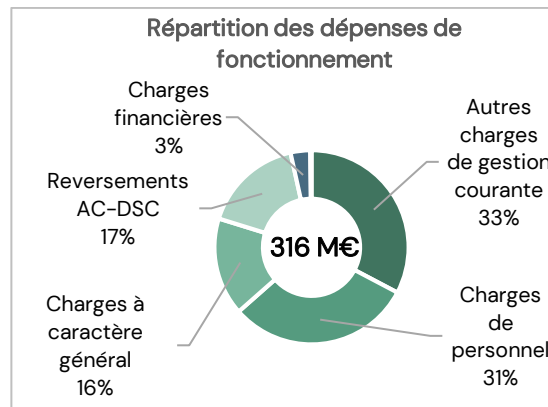
Le budget présenté ci-après témoigne également de la volonté, dans un contexte incertain, de poursuivre la mise en œuvre des objectifs du mandat, en particulier en matière de transition écologique et de solidarités. Cela se traduit notamment par un niveau élevé de dépenses d'équipement afin de répondre aux besoins liés à la croissance démographique et à la volonté d'accélérer et d'amplifier l'action de la collectivité pour répondre au défi de l'urgence climatique.

Le budget primitif 2024 fait apparaître une épargne brute de 68,5 M€, en évolution de +14 M€ par rapport au budget primitif 2023, du fait notamment de l'ajustement de la participation au budget annexe transports urbains (40 M€ contre 45 M€ au BP 2023) et de la dynamique des recettes (+18 M€).

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

A. Dépenses de fonctionnement par chapitre

En M€	BP 2023	BP 2024	Evolution	
Dépenses	311,6	315,9	4,3	1,4%
Autres charges de gestion courante	104,4	103,4	-1,1	-1%
Charges de personnel	92,1	97,2	5,1	6%
Charges à caractère général	54,1	51,5	-2,6	-5%
Reversements AC-DSC	53,0	52,8	-0,2	0%
Charges financières	7,4	10,4	3,0	41%
Autres	0,6	0,6	0,0	0%



Comme en 2023, le BP 2024 est fortement impacté par la reprise de l'inflation, qui a atteint un niveau inédit depuis les années 80.

La section de fonctionnement porte également, en année pleine, les mesures de revalorisation salariale annoncées au 1^{er} juillet 2023 ainsi que les effets de la hausse des taux d'intérêts qui s'applique à l'encours de la dette mobilisée à taux variable et à la mobilisation de l'emprunt réalisée fin 2023. Par ailleurs, le BP 2024 prévoit également les crédits nécessaires à la mise en œuvre des projets en lien avec les axes structurants du mandat (stratégie métropolitaine des solidarités, actions en faveur des transitions, politique du logement, accès à la culture responsabilités sociales des entreprises).

1. Les autres charges de gestion courante (Ch. 65)

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Participation aux budgets annexes	46,6	43,6	-3,0	-6%
Subventions aux tiers ¹	28,7	30,1	1,5	5%
Contribution au SDIS	22,7	23,6	0,9	4%
Autres	2,9	2,9	0,1	2%
Contributions organismes GEMAPI	1,7	1,7	0,0	0%
Indemnités des élus	1,3	1,3	0,1	4%
Total	103,9	103,4	-0,5	-1%
Hors participations aux budgets annexes	57,3	59,8	2,5	4%

Les participations à l'équilibre des budgets annexes sont le premier poste de dépenses du chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » :

- **La participation au budget annexe Transports urbains est inscrite à 40 M€** contre 45 M€ en 2023 du fait de l'évolution du besoin de financement après la mise en service de la ligne b ;
- **La participation au budget annexe Centre des congrès est stable à 1,6 M€ ;**
- **Une participation exceptionnelle de 2 M€ est prévue pour le budget annexe Réseaux de chaleur** qui affiche un déséquilibre en 2024 du fait de l'arrêt de fourniture de chaleur par l'UVE en travaux. L'approvisionnement en énergie fossile de substitution, dans un contexte de coûts plus élevés, renchérit les dépenses de production de chaleur supportées par le concessionnaire.

Les autres postes de dépenses intègrent également :

- **La contribution obligatoire au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de 23,6 M€,** soit une hausse de 4,3% par rapport au montant définitif notifié en 2023 (22,6 M€) du fait de l'indexation de cette contribution sur l'inflation ;
- **Les subventions aux tiers et aux projets du territoire** pour 30,1 M€², en hausse de 1,45 M€, soit +5% (cf. détail par politique publique infra) ;
- **La contribution à l'Etablissement public territorial de bassin (EPTB)** stabilisée à 1,7 M€ compensée par la mise en place de la taxe GEMAPI dont la recette est stable à 2,1 M€ ;
- **La contribution au Pays de Rennes de 535 K€, en évolution de +125 K€** afin de financer la révision quinquennale du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- **L'ajustement de la redevance (+200 K€) liée à la gestion déléguée de l'immobilier d'entreprise** prenant en compte la hausse des coûts de l'énergie.

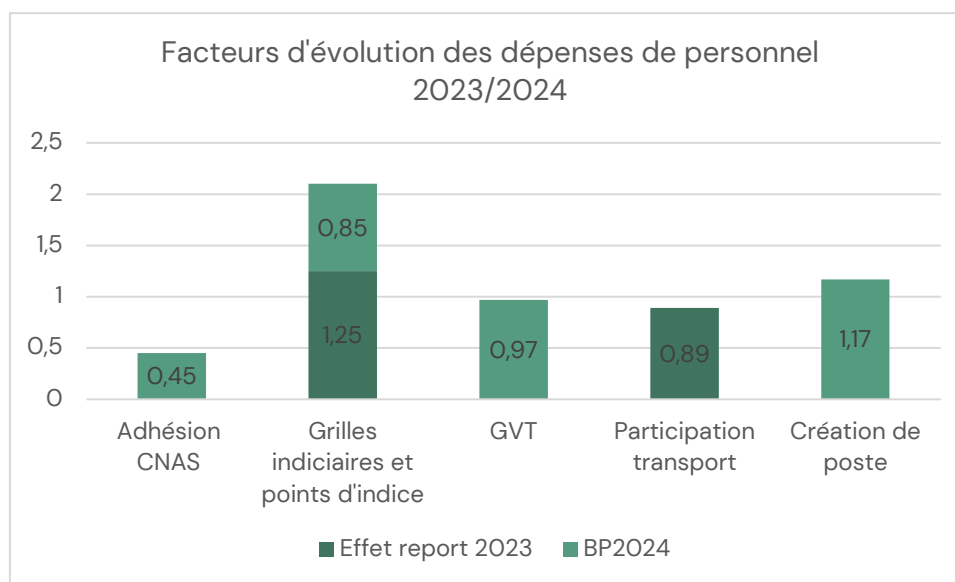
¹ Après retraitement en 2023 des 525 K€ de subvention aux œuvres sociales classée en charges de personnel à compter de 2024

2. Les charges de personnel (Ch. 012)

En M€	Budgeté BP 2023 2023	Budgeté BP 2024	Évolution
Dépenses de personnel	92,10	97,20	5,10 5,5%
Budgeté 2023/BP 2024	92,95	97,20	4,25 4,6%

La prospective pluriannuelle en matière de ressources humaines a posé comme principe une évolution moyenne de la masse salariale de +2 % sur la période 2022-2026, tenant compte des créations de poste.

Le respect de cette trajectoire doit être apprécié après neutralisation de l'impact des mesures de revalorisation nationales particulièrement dynamiques décidées en 2022 puis 2023 : revalorisation du point d'indice de + 1,5% et bonification des grilles indiciaires pour les catégories C et B ; augmentation de 25% de la prise en charge des frais de transport des agents et attribution de 5 points d'indice majorés à tous les agents publics au 1er janvier 2024.



Les principales mesures ou évolutions ayant un impact en 2024 sont les suivantes :

- **L'adhésion au CNAS au titre des œuvres sociales** (se substituant au CASDEC) pour 0,45 M€ avec comme corollaire la suppression au chapitre 65 de la subvention versée au CASDEC ;
- **L'impact en année pleine des revalorisations des grilles indiciaires pour les catégories B et C et du point d'indice** pour 2,1 M€ ;
- **L'impact en année pleine de l'évolution du niveau de prise en charge des titres de transport** des agents métropolitains pour 0,89 M€ ;
- **Le Glissement Vieillesse technicité** pour 0,97 M€ ;
- **L'effet report des postes créés et pourvus en 2023 et la création de 33 postes** sur l'année 2024 pour 1,17 M€.

3. Les charges à caractère général (Ch. 011)

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Charges à caractère général	54,08	51,49	-2,60	-4,8%
Dont fluides	13,90	9,09	-4,81	-34,6%
Énergie-électricité	11,35	6,65	-4,70	-41,4%
Carburant	1,80	1,70	-0,10	-5,6%
Autres (eau, combustibles, chauffage urbain)	0,75	0,74	-0,01	-1,4%
Hors fluides	40,18	42,40	2,22	5,5%

Les **dépenses de fluides** sont estimées à **9 M€ en 2024**, en nette baisse (-4,8 M€) par rapport à 2023 sans néanmoins retrouver le niveau précédant la période de forte reprise de l'inflation (6 M€ au BP 2022).

Hors fluides et impact de l'inflation sur les contrats en cours, les principales évolutions correspondent à **la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs du mandat** (cf. infra détail par politique publique) ainsi qu'à **l'évolution de certaines dépenses réglementaires et à des ajustements techniques**. Ainsi, le budget 2024 prévoit notamment :

- **La révision du Plan Climat Air et Énergie Territorial** (+142 K€ pour le diagnostic, la coordination et la concertation associée), **l'accompagnement du programme de rénovation de l'habitat collectif et individuel** (+115 K€) ;
- **La mise en œuvre de l'appel à manifestation d'intérêt "Logement d'abord"** (+326 K€) pour un budget total de 800 K€ financé par l'État ;
- **La maintenance, la mise en sécurité et l'animation du site Jacques Cartier** : 400 K€ ;
- **Le remboursement annuel du traitement des eaux pluviales au budget annexe assainissement** : +1,2 M€ pour atteindre 3,6 M€ en 2024 en lien avec la hausse des coûts de traitement des eaux et de la maintenance des stations et des réseaux ;
- **La hausse des taxes foncières acquittées au titre du patrimoine communal** : +185 K€ ;
- **Le reclassement en prestation de la maintenance et du contrôle des équipements de défense contre les incendies** assurés par la CEBR (crédits auparavant inscrits en charges de personnel (+229 K€ en charges à caractère général).

A noter que les crédits mobilisés au BP 2023 pour l'organisation de l'exposition des œuvres de la collection Pinault au Couvent des Jacobins, soit 1 M€, ne sont pas inscrits au BP 2024, cet événement étant programmé une année sur deux.

Le budget 2024 prévoit également une hausse de 500 K€ de la réserve allouée aux dépenses imprévues qui s'élève donc à 1,3 M€ (1,1 M€ au chapitre Charges à caractère général et 200K€ au chapitre Autres charges de gestion courante).

Un nouveau plan Climat-Air-Energie pour accélérer la transition écologique du territoire

Dans un contexte d'urgence climatique, régulièrement souligné par le GIEC, **les élus de Rennes Métropole ont engagé le 23 mars 2023 la révision du Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET)**, outil de planification qui définit les objectifs stratégiques et opérationnels du territoire en vue d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter ainsi que les actions à mener pour atteindre ces objectifs.

Le PCAET a pour vocation d'**irriguer les politiques publiques dans les différents domaines contribuant à la lutte contre le changement climatique** et de mobiliser les acteurs du territoire (institutions publiques, entreprises, associations et habitants) car seule une action collective et coordonnée peut permettre d'agir efficacement.

Le PCAET de Rennes Métropole actuellement en vigueur (2019-2024), a fait l'objet d'un premier bilan en 2022, lequel constatait un développement des énergies renouvelables mais une insuffisante baisse des émissions de GES sur le territoire (sur la période 2010-2020). Il pointait également la nécessité d'amplifier le changement dans un contexte d'accélération du processus et de multiplication à l'échelle planétaire d'événements délétères directement liés au dérèglement climatique (sécheresses, tempêtes, inondations etc.)

Dans cette optique, **l'actualisation devra intégrer les nouveaux objectifs, à la fois européens (réduction nette de -55% des émissions de GES d'ici 2030) et nationaux (neutralité carbone en 2050)** mais aussi définir une stratégie et un plan d'intensification des efforts de réduction des consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre.

La démarche de mise à jour débutera début 2024 avec la réalisation d'**un diagnostic territorial**, lequel viendra alimenter une phase de concertation et de dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire. Ce diagnostic servira également de base à **l'actualisation de la trajectoire en matière d'émissions et de transition vers un territoire post carbone**. Comme en 2022 et 2023, l'organisation d'une conférence locale du climat au printemps 2024 contribuera à sensibiliser et à mobiliser les acteurs locaux (entreprises, collectivités, associations, administrations publiques) autour des changements à engager dans des domaines sensibles et /ou prioritaires du plan climat (rénovation énergétique, adaptation au changement climatique, développement des énergies renouvelables, etc.) dont l'adoption est programmée à l'horizon 2025.

4. Attributions de Compensation (AC) et Dotation de Solidarités Communautaire (DSC)

	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dotation de solidarité communautaire	34,8	34,8	0,0	0%
Attributions de compensation	17,6	17,6	0,0	0%
Reversements aux communes membres	52,4	52,4	0,0	0%
Autres atténuations de produits	0,6	0,4		

Les atténuations de produits correspondent, pour l'essentiel, aux reversements de Rennes métropole aux communes :

- **Attributions de compensation** : le montant net prévu pour 2023 (AC – AC reçues) est stable par rapport au budget primitif 2023 (16,28 M€), en l'absence de nouveau transfert de compétence depuis la GEMAPI en 2018 ;
- **Dotation de solidarité communautaire (DSC)** : la refonte de l'architecture de la DSC et des critères de répartition est intervenue en avril 2022. Dans ce cadre, le montant total de la dotation de solidarité communautaire a été abondé de +2,6 M€ en 2022. Le montant inscrit au BP 2024 est stable par rapport à celui de 2023, soit 34,8 M€.

4.1. Les charges financières

Les frais financiers sont constitués des intérêts des emprunts long terme (9,85 M€ au budget primitif 2024), des intérêts courus non échus (0,45 M€) et des intérêts des instruments de gestion de trésorerie (0,05 M€).

Au total, **le montant des frais financiers prévus au budget primitif 2024 s'élève à 10,35 M€, en forte hausse par rapport au BP 2023 (7,35 M€)**. La hausse s'explique par l'augmentation de l'encours de la dette du fait des emprunts souscrits en 2023 (62 M€) et par la hausse significative des taux d'intérêt qui affecte le coût des emprunts réalisés en 2023 mais également celui d'une partie des emprunts réalisés antérieurement, 31% de l'encours de la dette étant à taux variables.

5. Les autres postes de dépenses (Ch. 6586-67-68)

Les frais de fonctionnement des élus (0,269 M€) sont stables.

Les dotations aux provisions (0,2 M€) viennent abonder depuis 2021 la provision pour charges en prévision des frais de déménagement des réserves muséales vers le nouvel équipement programmé en 2026 dont le coût est estimé à 0,9 M€.

Les charges spécifiques (0,18 M€) permettent de comptabiliser les annulations de titres de recettes sur exercices antérieurs.

B. Évolution des dépenses de fonctionnement par politique publique

Mobilité et transport : 55 M€

soit -8,4 M€ / BP 2023

- **Participation au budget annexe Transports** : 40 M€ (en baisse de 5 M€)
- **Éclairage public** : 6,1 M€ dont 4,5 M€ pour les dépenses d'électricité qui sont en baisse de 4,4 M€
- **Maintenance voirie** : 8,1 M€ dont 3,6 M€ de remboursement au budget annexe Assainissement au titre du traitement des eaux pluviales (+1,2 M€) du fait de la hausse des coûts de traitement des eaux et de la maintenance des stations et des réseaux
- **Mobilité** : concertation et communication sur la mise en place des zones à faible émission -ZFE (+45K€)

Attractivité et développement économique : 18,1 M€

soit +0,8 M€ / BP 2023

- **Développement et attractivité touristique** : hausse de +150 K€ de la subvention à Destination Rennes intégrant un nouveau volet d'animation sur les projets "Sentier métropolitain" et "Métropole d'art et d'histoire"
- **Immobilier d'entreprise** : +200 K€ sur la redevance versée au délégataire pour la gestion des pépinières d'entreprises impactées par la hausse des prix de l'énergie
- **Alimentation et agriculture durable** : déploiement du plan d'action 2023-2027 adopté au conseil métropolitain du 28 septembre 2023 qui prévoit notamment un soutien aux acteurs économiques (+153 K€)
- **Nouvelle stratégie de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'innovation** (+10 K€) : budget de 70 K€ dont 60K€ financés par redéploiement de crédits, notamment pour la mise en place de chaires de recherche à impact sur des thématiques liées à la transition écologique
- **Soutien à la plateforme d'innovation technologique/Fablab ExcelCar** : +154 K€ d'études en complément du soutien apporté en investissement
- **Aides aux entreprises et à l'insertion professionnelle** : poursuite du dispositif d'accompagnement des acteurs économiques dans le déploiement de démarches de responsabilité sociale des entreprises (+70K€), soutien renouvelé à l'expérimentation territoire zéro chômeur de longue durée (+15K€) et abondement des fonds d'aide à destination des jeunes éloignés de l'emploi (+100 K€)

Environnement, énergie : 4,72 M€

soit +0,6 M€/BP 2023

(hors contribution au SDIS de 23,6 M€)

- **Plan Climat Énergie Territorial (+0,158 M€)** : démarche de révision du PCAET incluant une évaluation environnementale et une mise à jour de la trajectoire de réduction des gaz à effet de serre du territoire ainsi qu'une phase de concertation avec les parties prenantes ; études pour le développement des énergies renouvelables sur les EnR électriques
- **Économie circulaire (+0,04 M€)** : soutien supplémentaire aux actions menées par les acteurs des filières de réemploi
- **Rénovation thermique de l'habitat (+0,114 M€)** : augmentation du nombre de copropriétés et de particuliers accompagnés
- **GEMAPI** : études sur la dé-canalisation du cours d'eau "Le Blosne" en lien avec l'agence de l'eau (+0,1 M€)

Pilotage de l'action publique : 27,52 M€

soit +0,8 M€ / BP 2022

dont +0,5 M€ de dépenses imprévues

- **Données territoriales** : +0,103 M€ liés à la candidature de Rennes Métropole retenue dans le cadre de l'appel à projet de l'État "Territoire intelligent et durable" pour le développement d'outils numériques permettant de connecter entre eux différents portails de données (cf. encadré projet City Orchestra)
- **Participation citoyenne** : assemblées citoyennes et animation de la concertation des habitants dans le cadre de la révision du Plan Climat Air Énergie Territorial
- **Évaluation des politiques publiques (+0,043 M€)** : 3 évaluations programmées sur les usages et la qualité des espaces publics de l'éco-quartier de la Courrouze, du dispositif de rénovation thermique EcoTravo et de l'accompagnement au numérique des citoyens
- **Ressources humaines (+0,138 M€)** : déploiement de la marque employeur et renouvellement du label égalité, reprise en gestion directe de l'organisation d'un évènement de fin d'année
- **Enveloppe de dépenses imprévues** : + 0,5 M€ (1,3 M€ en 2024, 0,8 M€ en 2023)
- **Taxes foncières** : +0,185 M€
- **Entretien du parc d'engins et automobiles** : poursuite du renouvellement progressif du parc et du passage à l'électrique (-0,100 M€ de carburant) permettant d'absorber la hausse des coûts d'entretien

Aménagement, Habitat, Solidarités : 14,7 M€

soit +0,9 M€ / BP 2023

- **Jeunesse :**
 - o **Prévention spécialisée** : +0,119 M€ afin de financer les mesures du Ségur de la santé
 - o **Pacte local des solidarités** (ex-plan pauvreté jeunesse) : enveloppe 2024 de 0,3 M€ intégralement financée par l'État
- **Stratégie Métropolitaine des Solidarités** : poursuite du déploiement
 - o **Programme Hospitalité – Loger les publics** : +0,150 M€
 - o **Inclusion et cohésion sociale** : +0,102 M€ : hausse des soutiens à l'APRAS, la CIMADE, au CRIDEV et provision pour financer des projets en faveur de l'égalité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations
 - o **Maison des femmes** sur le site Hôpital sud : +0,175 M€
- **Dispositif Sortir !** : +0,131 M€ liés aux hausses de fréquentation (+20%) et à l'extension du périmètre des communes concernées, soit un financement total de Rennes Métropole de 0,650 M€
- **Dispositif Logement d'abord** : appel à projet de l'État financé à hauteur de 0,8 M€ en 2024 soit une hausse de +0,306 M€ par rapport au BP 2023
- **Dématérialisation des autorisations des droits des sols** : mise en place d'une prestation de dématérialisation externalisée (+0,083 M€) cofinancée par les communes
- **Aménagement** : actions de communication pour une culture partagée sur la politique d'aménagement : newsletter "trames#", impression d'un guide des matériaux, formation et de sensibilisation des acteurs sur le patrimoine urbain, organisation de visites d'échanges d'expérience et de conférences

Culture : 10,3 M€

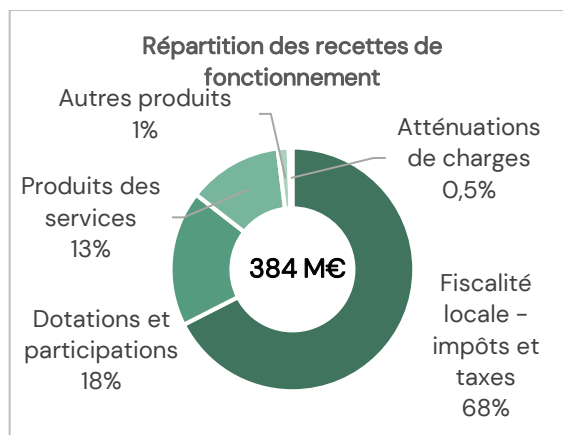
soit +0,6 M€ / BP 2023

Après neutralisation édition 2023 exposition collection Pinault au couvent des jacobins (biennale) (1 M€)

- **Action culturelle intercommunale** : +60 K€ pour un accompagnement des communes dans la définition de projets culturels communaux et la mise en œuvre d'actions culturelles
- **Reprise de la gestion par l'association AY-ROOP du site de la Ferme des bois** lieu dédié aux arts du cirque au 1^{er} janvier 2024 : +60 k€
- **Maintenance, sécurisation et animation du site Jacques Cartier** : +400 K€
- **Les Champs Libres** :
 - o Évolution des prix de maintenance, sécurité et nettoyage : +131 K€
 - o Projet de résidence photo à l'échelle métropolitaine : 30 K€

C. Les recettes de fonctionnement par chapitre

	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Recette	366,0	384,4	18,3	5%
Fiscalité locale – impôts et taxes	246,5	259,5	12,9	5%
Dotations et participations	68,1	69,2	1,1	2%
Produits des services	44,6	48,2	3,6	8%
Autres produits de gestion courante	5,2	5,6	0,4	7%
Atténuations de charges	1,6	1,9	0,3	19%



1. Les recettes fiscales

Les recettes de nature fiscale (chapitres 73 et 731) s'élèvent au total à 259,5 M€ au budget primitif 2024, en progression de +5,2 % par rapport au budget primitif 2023, soit une évolution de +12,9 M€ de BP à BP.

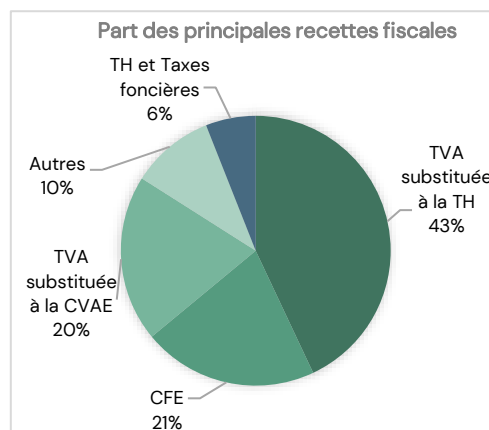
en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Fiscalité	246,5	259,5	12,9	5%
TH et Taxes foncières	15,4	15,7	0,3	2%
CFE	49,9	53,5	3,6	7%
TVA substituée à la CVAE	48,8	53,1	4,3	9%
TASCOM	6,3	6,9	0,5	8%
IFER	1,9	2,2	0,3	16%
Produit des rôles supplémentaires	0,5	0,5	0,0	0%
GEMAPI	2,1	2,1	0,0	0%
Taxe de séjour	2,2	2,4	0,2	10%
Sous-total recettes fiscales directes	127,0	136,2	9,2	7%
TVA substituée à la TH	108,2	112,0	3,8	3%
FNGIR	4,2	4,2	0,0	0%
FPIC	5,9	5,8	-0,1	-1%
AC	1,3	1,3	0,0	0%
Sous-total autres recettes fiscales	119,5	123,2	3,7	3%

La Fiscalité "ménages"

Le produit de la fiscalité "ménages", composée de la **taxe d'habitation sur les résidences secondaires** et des **taxes foncières** sur les propriétés bâties et non bâties (également payées par des acteurs économiques), progresse de +0,3 M€ pour atteindre **15,7 M€**, soit +2,1% de BP à BP.

Cette progression, à taux de fiscalité inchangés, s'explique par différents facteurs :

- Un produit prévisionnel 2023 inférieur de 0,423 M€ au produit estimé au stade du BP 2023 ;
- Une revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation de +4% du fait de l'inflation et des locaux professionnels de +1,1% qui se traduit par une hausse des recettes de 0,499 M€ ;
- Une hypothèse de croissance physique des bases d'imposition de +1,5% en 2024, par rapport aux bases définitives de 2023, représentant une hausse de 0,242 M€.



	TH	FB	FNB
Revalorisation des bases	3,6%	3,2%	4,0%
<i>dont revalorisation forfaitaire des locaux d'habitation</i>	4,0%	4,0%	4,0%
<i>dont loyers des locaux professionnels</i>	1,1%	1,1%	
Croissance physique	1,5%	1,5%	1,0%
Croissance nominale	5,2%	4,7%	5,0%

En contrepartie de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, **Rennes Métropole perçoit une fraction du produit de TVA encaissé par l'État**, en hausse de +3,5% par rapport au BP 2023, soit +3,77 M€. Cette hypothèse d'évolution s'applique au montant de TVA provisoire notifié au titre 2023. Or le montant définitif de la TVA attribuée au titre de 2023 devrait être sensiblement plus faible que le montant initialement notifié. L'hypothèse d'évolution de BP à BP (+3,5%) est donc logiquement plus faible que l'hypothèse d'évolution du produit de la TVA retenue dans le Projet de loi de finances pour 2024 (+4,5%).

La fiscalité économique

La fiscalité économique est principalement composée de la TVA, de la Cotisation foncière des entreprises (CFE), de la TASCOT et des IFR. Le taux de la CFE est stable en 2024.

- **CFE** : entre le BP 2023 et le BP 2024, l'évolution nominale du produit de CFE est de +7,1%. Le produit attendu de CFE pour 2023 est en effet supérieur de 2,7% au produit inscrit au BP 2023. La prévision de CFE pour 2024 s'appuie sur l'hypothèse d'une évolution nominale du produit de +4,4% par rapport au produit attendu 2023.
- **Produit de la TVA substitué à celui de la CVAE** : l'inscription 2024 est en hausse de +8,8% par rapport au BP 2023. La loi de finances pour 2023 a finalement acté la prise en compte de la CVAE 2023 dans le calcul de la compensation, ce qui a permis de rehausser de 2,48 M€ l'inscription budgétaire initiale pour 2023. Il convient toutefois de noter que le mécanisme de compensation retenu se traduit par une perte structurelle de 2,1 M€ de recettes par rapport à ce que la collectivité aurait perçu si la CVAE n'avait pas été supprimée. L'inscription budgétaire 2024

prend pour hypothèse une évolution du produit en 2024 de +3,5% par rapport au produit attendu en 2023.

- **TASCOM** : produit prévu à hauteur de 6,9 M€ au BP 2024 et estimé sur la base d'une hypothèse d'augmentation de l'assiette imposable de 2% entre 2023 (produit notifié) et 2024.
- **IFER** : produit attendu de 2,17 M€, en progression de +2% (hypothèse) par rapport au montant notifié en 2023 (2,13 M€ contre 1,87 M€ initialement inscrit au BP 2023, d'où la progression de +16,5% de BP à BP).

Le reversement du FNGIR (correspondant à la neutralisation des effets de la suppression de la taxe professionnelle en 2010) est figé à 4,15 M€.

S'agissant du **fonds de péréquation des ressources intercommunales**, le montant perçu sur le territoire métropolitain (Métropole et communes) a été de 12,01 M€ en 2023, dont 5,81 M€ revenant à Rennes Métropole. Le montant du FPIC attribué au territoire de Rennes métropole a sensiblement progressé depuis 2017 (11,09 M€) alors que l'enveloppe nationale est stable depuis cette date (1 Md€). Pour 2024, le montant inscrit au budget primitif tient compte de la diminution observée du FPIC sur 2023. Cette baisse correspond aux effets de la réforme des indicateurs de richesse applicable depuis 2022. En raison de cette réforme, 2024 pourrait être la dernière année d'éligibilité au FPIC. La réforme prévoit toutefois une garantie dégressive sur quatre ans.

2. Les dotations et compensations fiscales

(en M€)	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dotation Globale de Fonctionnement-DGF	42,8	42,8	0,0	0%
DCRTP	2,5	2,5	-	0%
Compensations fiscales	9,8	10,7	0,9	9%
<i>Compensations transferts Département</i>	8,2	8,2	-	0%
Total	63,4	64,3	0,9	1,5%

Le montant inscrit au titre des dotations et compensations fiscales est en légère augmentation (+0,93 M€), et ce malgré une quasi-stagnation de la Dotation globale de fonctionnement composée de la dotation d'intercommunalité et de la dotation de compensation (+0,01 M€ par rapport au BP 2023).

- **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : montant attendu de 42,85 M€ :
 - 14,15 M€ au titre de la dotation d'intercommunalité (+0,15 M€ par rapport au BP 2023), soit une hausse de +1% par rapport au montant attendu en 2023 (14,01 M€) sous l'effet de l'évolution démographique ;
 - 28,70 M€ inscrits au titre de la dotation de compensation (-0,14 M€ par rapport au BP 2023). L'inscription budgétaire 2024 est en baisse de -2% par rapport au montant attendu 2023 (29,3 M€) du fait de son écrêtement.

Compensations fiscales : 10,69 M€, soit +0,92 M€ par rapport au BP 2023. Le montant des compensations fiscales effectivement perçues en 2023 a été de 10,02 M€, dont 7,82 M€ au titre de la réduction des bases de foncier bâti et de CFE des établissements industriels.

3. Les participations reçues

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Participations	4,37	4,53	0,16	4%
Participations État	1,82	2,43	0,61	34%
Fonds social européen	1,66	1,25	-0,41	-25%
Région Bretagne	0,76	0,75	0,00	0%
Autres	0,14	0,10	-0,04	-28%

- **Participations de l'État** (+0,610 M€) pour les politiques suivantes :
 - o L'habitat avec l'appel à projet "AMI "logement d'abord" pour 0,8 M€, en hausse de 0,412 M€ ;
 - o Chantier alimentation durable pour 0,252 M€ ;
 - o Pacte local de solidarités en faveur de la jeunesse pour 0,3 M€ ;
 - o Financement de poste Cité de l'emploi-CIFRE-ANRU et FIPHP pour 0,45 M€ ;
 - o Accueil des gens du voyage pour 0,320 M€ ;
 - o Projets culturels (DRAC) pour 0,113 M€.
- **Fond Social Européen** pour le plan local d'insertion et emploi (PLIE) : le décalage du lancement de la nouvelle programmation FSE 2022-2027 avait justifié une participation plus élevée en 2023 ;
- **Région Bretagne** : participation au programme de rénovation de l'habitat à hauteur de 0,45 M€ en 2024 et à l'exposition d'été d'art contemporain (Exporama) à hauteur de 0,27 M€.

4. Les produits des services

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Produits des services et du domaine	44,62	48,24	3,62	8%
Mutualisation : remboursement Ville de Rennes	37,95	39,47	1,51	4%
<i>Personnel mutualisé (masse salariale)</i>	32,49	34,30		
<i>Autres dépenses mutualisées</i>	5,47	5,17		
Forfait de post-stationnement	1,77	4,00	2,23	126%
Redevances d'occupation du domaine public	1,91	1,75	-0,16	-8%
Recettes affichages publicitaire	1,30	1,30	0,00	0%
Remboursement de frais budgets annexes et tiers	1,09	1,05	-0,03	-3%
Autres Produits et redevances*	0,61	0,68	0,07	11%

* (culturels, gens du voyage, gestion du programme d'action foncière...)

La principale recette comptabilisée en produits des services et du domaine concerne le **remboursement des dépenses afférentes au personnel mutualisé avec la Ville de Rennes** :

- 87% du montant concernent la masse salariale des personnels mutualisés dont le montant évolue en corrélation avec les facteurs d'évolution des charges de personnel (cf. supra) et selon les quotités définies par les clés de répartition de mutualisation revues annuellement ;

- 13% correspondent aux remboursements des autres dépenses mutualisées dont principalement :
 - o La gestion informatique pour 1,8 M€ (dépenses de téléphonie, numérique, contrats de maintenance) ;
 - o La gestion du parc automobile et engins pour 1,97 M€ dont le carburant représente presque 50% de la charge ;
 - o Les moyens et achats généraux pour 0,413 M€ ;
 - o Les dépenses RH autres que la masse salariale pour 0,427 M€ ;

Le forfait de post-stationnement est prévu en hausse de 2,23 M€ intégrant les effets de l'évolution vers un mode de contrôle automatisé au 1^{er} janvier 2024.

Les redevances d'occupation du domaine public sont en baisse de 0,16 M€ du fait de la mise en œuvre, à compter de juin 2024, du nouveau contrat d'occupation du domaine public du réseau électrique (ENEDIS). La baisse de la redevance annuelle est estimée à - 0,179 M€. L'ancien contrat, conclu en 2010, portait une quote-part de participation aux travaux réalisés par la Ville de Rennes avant la prise de compétence par le SDE 35.

5. Les autres produits de gestion courante

En M€	BP 2022	BP 2023	Évolution	
Autres charges de gestion courante	5,20	5,57	0,37	7%
Redevances de concessions	4,61	4,80	0,19	4%
Revenus des immeubles	0,22	0,36	0,15	68%
Gestion du Programme d'Action Foncière	0,30	0,27	-0,03	-10%
Autres	0,07	0,13	0,06	90%

Les autres produits de gestion courante progressent par rapport du BP 2023 (+0,37 M€) :

- **La redevance annuelle de la délégation de gestion des parkings en ouvrage** confiée à la SPL Citédia retrouve le niveau d'avant la crise sanitaire COVID-19 de 4,5 M€ (soit +0,140 M€ par rapport au BP 2023) suite à l'évolution des tarifs. S'y ajoutent les redevances de concession des réseaux gaz-électricité en hausse de +20% (+0,047 M€) et du réseau Rennes Métropole Télécom pour 0,25 M€ (stable) ;
- **La gestion du programme d'action foncière** porte principalement les remboursements des frais par les communes pour 0,27 M€ ;
- **Les revenus des immeubles** intègrent, depuis 2023, 0,3 M€ de recettes de loyers du bâtiment 78 de La Janais – Pôle Excellence Industrielle.

6. Chaîne de l'épargne au budget 2024

Le budget primitif 2024 fait apparaître **une épargne brute de 68,5 M€**, en évolution de +25,8% (+14 M€) par rapport au budget primitif 2023.

En M€	BP 2023	BP 2024	évolution	
Dépenses de fonctionnement (hors dette)*	304,3	305,5	1,3	0,4%
Recettes de fonctionnement*	366,0	384,4	18,3	5,0%
Epargne de gestion	61,8	78,8	17,0	27,6%
Frais financiers	7,4	10,4	3,0	41%
Epargne brute	54,4	68,5	14,0	25,8%

* Dépenses et recettes réelles, hors reprise des résultats n-1 et produit des cessions.

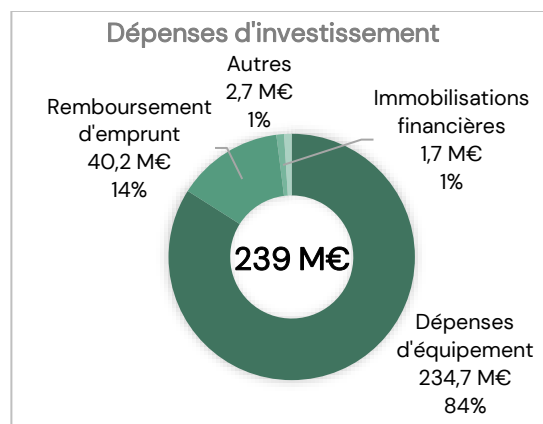
Cette évolution dynamique de l'épargne brute de BP à BP s'explique essentiellement par la surestimation des dépenses d'énergie au moment du BP 2023 (non prise en compte de l'amortisseur électricité) et par l'ajustement de la participation au budget annexe Transports (40 M€ au BP 2024, en baisse de 5 M€ par rapport BP 2023).

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

A. Dépenses d'investissement

En M€	BP 2023	BP 2024	Evolution	
Dépenses d'investissement (hors emprunt)	200,1	239,2	39,1⁽¹⁾	20%
Dépenses d'équipement	191,8	234,7	42,9	22%
Immobilisations financières	5,4	1,7	-3,7	-68%
Opérations sous mandat	1,4	1,4	0,0	0%
Autres	1,6	1,3	-0,2	-13%
Remboursement d'emprunt	38,6	40,2	1,6	4%
Total	238,7	279,4	40,7	17%

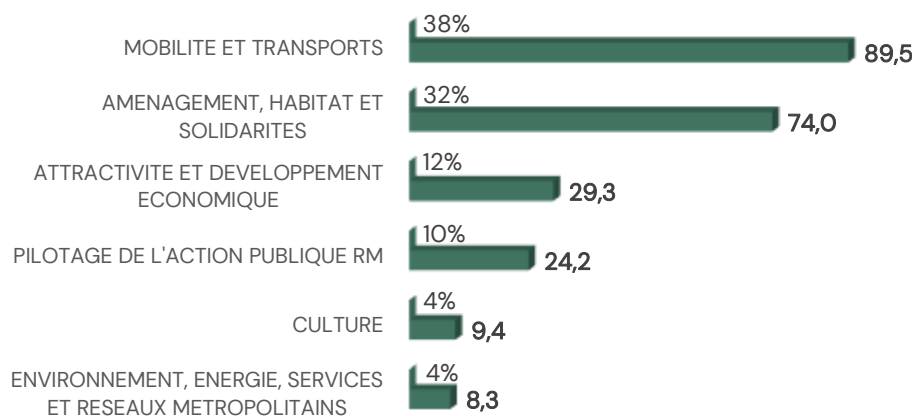
(1) hors ré imputation comptable, neutre en dépense et en recette, de 21,336 M€ en 2024



Les dépenses d'investissement progressent fortement en 2024 avec l'ambition renouvelée d'amplifier et d'accélérer l'effort en faveur des transitions. Elles s'établissent à 279,4 M€, soit + 17% par rapport au BP 2023. Elles se répartissent entre :

- **Les dépenses d'équipement** (84%) qui sont prévues à hauteur de 234,7 M€, en progression de 42,9 M€ par rapport à 2023 (+22%). Ces dépenses se déclinent autour de six grandes politiques publiques (cf. détail infra) ;
- **Les immobilisations financières** qui baissent à 1,7 M€. Elles correspondent aux versements aux aménageurs de zones d'activités pour la réalisation d'équipements publics et peuvent évoluer fortement d'une année à l'autre ;
- **Les autres dépenses d'investissement** qui intègrent les prévisions de reversement de taxe d'aménagement (0,50 M€) et diverses participations dont une dotation au fonds de capital amorceage GO Capital 2&3 (0,25 M€) et la contribution à l'Agence France Locale (0,52 M€) ;
- **Les opérations sous mandat** (1,40 M€) qui représentent les investissements réalisés pour des tiers intégralement remboursés (il s'agit essentiellement de la part espaces verts des opérations d'aménagement voirie).

Dépenses d'équipement par politique publique en M€



Dépenses d'équipement par politiques publiques (en M€)

En M€	BP 2023	BP 2024
MOBILITE ET TRANSPORTS	62,32	89,51
Adapter le domaine de voirie aux objectifs des politiques de mobilité	18,76	29,24
Aménagement-requalific. espaces publics de voirie dans les secteurs	20,17	22,54
Définir la stratégie et offrir des services de mobilité	1,52	1,01
Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie	21,87	36,73
AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES	63,13	73,97
Aménagement	17,72	21,04
Habitat et accès au logement pour tous	43,41	50,90
Politique de la ville et cohésion sociale	2,00	2,03
ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	30,03	29,30
Accessibilité du territoire	1,08	1,67
Aménagement et usages numériques	0,02	0,02
Développement et attractivité touristiques	1,72	1,76
Innovation productive, recherche et enseignement supérieur	12,00	10,29
Soutien à l'emploi, à l'insertion et à la formation professionnelle	0,21	0,20
Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	15,00	15,37
PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE RM	22,39	24,25
Animation de l'intercommunalité, proximité et appui aux communes	5,81	7,60
Communication	0,12	0,22
Gestion et développement du système des données territoriales	3,76	4,57
Gestion et développement du système d'information	8,66	7,32
Logistique	2,30	2,72
Prospective-politiques temporelles, coopérations-appui aux communes	0,05	0,01
Ressources humaines	0,07	0,13
Stratégie et gestion financière	0,01	0,01
Stratégie et gestion immobilière	1,63	1,67
CULTURE	6,50	9,36
Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire	3,74	3,60
Patrimoine	2,56	5,57
Soutien aux projets culturels et artistiques	0,20	0,19
ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS	7,39	8,31
Energie et réseaux de chaleur	5,72	6,04
Gestion durable des déchets et économie circulaire	0,19	0,63
Qualité environnementale, gestion et prévention des risques	1,48	1,64
Total général	191,76	234,70

MOBILITÉ ET TRANSPORTS : 90 M€ soit +27 M€/BP 2023

- **Entretien et travaux règlementaires de voirie** ("enveloppe A") pour 31,84 M€ dont 19,74 M€ pour les travaux de réparation de la voirie et 12,10 M€ pour l'éclairage public, poste de dépense en forte hausse en 2024 du fait du programme de passage des luminaires en éclairage LED permettant de limiter la consommation énergétique ;
- **Projets hors réseaux structurants** ("enveloppe B") pour 22,01 M€ correspondant aux travaux d'aménagement et de requalification des espaces publics dans les secteurs ;

- **Projets sur le réseau structurant** ("enveloppe C") pour 26,87 M€ incluant notamment les réseaux express vélo (7,28 M€), le schéma directeur vélo (1,17 M€), la suppression de passages à niveaux (4,53 M€) et les axes prioritaires bus (1,92 M€) ;
- **Autres investissements de mobilité** (8,80 M€) incluant notamment les études pour les lignes de **Trambus** (2,37 M€) ainsi que les travaux réalisés sur les **parkings** (4,88 M€).

AMÉNAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITÉS : 74 M€ soit +10,8 M€/BP 2023

- **Habitat** : 51 M€ répartis entre les aides à la construction et à la réhabilitation des logements locatifs sociaux (33,5 M€, soit +8,14 M€ par rapport à 2023), les aides à la réhabilitation de logements locatifs privés (3,50 M€) et à la réalisation des logements en accession aidée (6,0 M€) ainsi que le reversement des aides à la pierre déléguées à la Métropole par l'Etat (4,55 M€) ;
- **Aménagement** : 21 M€ dont 13 M€ pour les acquisitions foncières (+2,72 M€ par rapport à 2023), 2,5 M€ de participations d'équilibre versées aux aménageurs des ZAC Courrouze et Atalante Viasilva ainsi que 1,85 M€ de participation pour le site de la Janais portant notamment sur des travaux de dépollution ;
- **Solidarités** : 2 M€ dont 1,89 M€ pour le Programme National pour la Rénovation Urbaine avec le versement prévu d'une subvention de 1,5 M€ pour la restructuration du centre commercial du Gros Chêne.

ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : 29 M€ – Stabilité

- **Pôle d'excellence industrielle** : l'acquisition et la restructuration du "bâtiment 78" du site La Janais débutée en 2023 explique la forte progression des dépenses d'investissement sur ce poste. En 2024, les avances versées à Territoires Public pour financer les travaux se chiffrent à 11,60 M€ ;
- **Aides à la construction et la rénovation du patrimoine universitaire** (6 M€) dont :
 - o 3,75 M€ pour les enveloppes du CPER immobilier,
 - o 1,9 M€ pour la rénovation de la bibliothèque de Villejean, de la faculté de droit et de Sciences Po Rennes.
 - o 0,38 M€ dédiés aux travaux de rénovation du restaurant universitaire de l'étoile.
- **Aides à l'acquisition d'équipements scientifiques** pour 1,16 M€ ;
- **Soutien à l'investissement et à la création d'emplois** pour 1,97 M€ ;
- **Crédits dédiés à l'immobilier d'entreprise** pour 1,18 M€, en baisse de 7,2 M€ par rapport à 2023, année d'acquisition du bâtiment "Cyberplace" de Cesson-Sévigné ;
- **Accessibilité du territoire** pour 1,67 M€, dont 0,8 M€ dédiés au schéma directeur du nœud ferroviaire de Rennes, 0,4 M€ à la ligne Rennes-Retiers-Châteaubriant et 0,30 M€ à la nouvelle ligne ouest Bretagne-Pays de la Loire.

PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE 24 M€ soit +1,8 M€/BP 2023

- **Soutien aux projets d'équipements structurants** réalisés par les communes : enveloppe de 7,5 M€ ;
- **Equipements nécessaires aux moyens des services métropolitains** : poste de dépense constitué essentiellement des **moyens informatiques et numériques** (7,32 M€) et des **véhicules et engins** (2,08 M€) ;

- Développement du système de données territoriales pour 4,57 M€ avec l'amorçage en 2024 du projet "City Orchestra".

City Orchestra, la donnée au service de la transition écologique

Quelle est la consommation d'un réseau d'éclairage public ? Quelle quantité de gaz à effet de serre émettent les différents modes de transports ? Combien d'hectares sont consommés chaque année par l'urbanisation ? Dans un monde confronté à l'urgence climatique, l'engagement en faveur d'une transition écologique, socialement juste, nécessite de s'appuyer sur des données fiables permettant d'orienter les politiques menées, d'anticiper leurs impacts, d'évaluer leur efficacité pour les ajuster si besoin mais aussi de piloter des systèmes automatisés de mesure ou de production.

Dans cette optique, le Métropole de Rennes et 17 partenaires (collectivités bretonnes, acteurs institutionnels et acteurs de la donnée) ayant déjà développé une palette d'outils et de compétences pour la gestion des données, se sont regroupés pour donner vie à **un projet commun baptisé City Orchestra**, en réponse à un appel à projet lancé conjointement par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et le Ministère de la Transition écologique.

La démarche, qui s'étale sur 3 ans, avec un budget total, tous partenaires confondus, de 7,29 M€, a pour objectif de construire une gouvernance commune des données et des outils permettant leur exploitation à l'échelle du territoire et vise à apporter des réponses opérationnelles dans 4 domaines clés : **l'adaptation au changement climatique, l'amélioration de la qualité de l'air, l'efficacité énergétique et la gestion responsable du foncier**. City Orchestra bénéficiera d'un financement de la part de l'Etat de 3,9 M€.



ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE, SERVICES ET RÉSEAUX MÉTROPOLITAINS : 8 M€ soit +1M€/BP 2023

- Programme écoTravaux visant à améliorer l'efficacité énergétique des habitations privées : 5,73 M€ ;
- Prévention des risques, notamment d'inondations, dans le cadre de la GEMAPI (1,64 M€) dont les travaux de renforcement de la digue Villebois-Mareuil (0,74 M€) ;
- Développement de l'économie circulaire : 0,63 M€.

CULTURE : 9 M€ soit +2,9 M€/BP 2023

- **Développement des équipements culturels** (9,17 M€) dont 4,9 M€ pour la construction des réserves muséales, 1,66 M€ de travaux de modernisation des Champs Libres, 1,38 M€ d'investissement du Musée de Bretagne (dont 0,52 M€ de restauration photographique et 0,43 M€ de refonte du parcours permanent) et 0,41 M€ d'investissements récurrents en faveur des bibliothèques ;
- **Soutien aux projets culturels et artistiques** : 0,19 M€.

B. Recettes d'investissement

en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Recettes d'investissement (hors emprunt)	45,5	49,0	3,5	8%
Subventions d'investissement	25,8	27,4 ⁽¹⁾	1,6	6%
FCTVA	10,0	10,0	0,0	0%
Taxe aménagement	6,0	5,0	-1,0	-17%
Immobilisations financières	1,6	3,9	2,3	149%
Opérations sous mandat	1,6	2,2 ⁽¹⁾	0,5	32%
Autres	0,5	0,6	0,1	29%
Emprunt	134,3	157,6	23,3	17%
Total ⁽²⁾	179,8	206,6	26,8	15%

(1) hors ré imputation comptable, neutre en dépense et en recette, de 21,336 M€ en 2024

(2) hors produits de cessions estimés à 4,3 M€ en 2024 contre 4,5 M€ au BP 2023

Les recettes d'investissement hors emprunt s'élèvent à 49 M€ et sont majoritairement constituées des subventions reçues (27,4 M€, soit 56% des recettes totales) qui incluent :

- **Le remboursement par la Ville de Rennes des dépenses d'investissement mutualisés** (informatique et logistique) pour 5,65 M€ ;
- **Les aides à la pierre** déléguées par l'État pour 2 M€, lesquelles font l'objet de reversements équivalents aux bailleurs sociaux ;
- **Les subventions pour les aménagements des espaces publics sur la voirie** : 11,4 M€ dont 6,72 M€ pour financer les projets métropolitains structurants (enveloppe C) notamment les réseaux express vélo (3,68 M€) et l'axe prioritaire bus de la Porte de Tizé (1,67 M€). Les aides en faveur de l'aménagement et de la requalification des espaces publics dans les secteurs (enveloppe B) s'élèvent à 4,35 M€ dont 1,58 M€ pour le PUP de Kerloges ;
- **Les produits des amendes de police** pour 2,28 M€ ;
- **Une subvention d'1 M€ de l'État pour le projet City Orchestra DATA** dont Rennes Métropole assure la coordination (cf. encadré supra).

Vers une économie circulaire territorialisée

Sur une planète où les ressources sont finies, où les effets du changement climatique apparaissent de plus en plus tangibles, le niveau d'extraction actuel de matières et de matériaux apparaît non soutenable au regard notamment de la croissance démographique et des habitudes de consommation dans les pays développés.

En cohérence avec l'ensemble des démarches de transition écologique (PCAET, SAE, PDU, stratégie Déchets 2030, stratégie Biodiversité et Eau, PLH, SPASER, schéma numérique responsable...), **Rennes Métropole a décidé de se doter d'une feuille de route visant au développement d'une économie circulaire territorialisée**, plus sobre, à même de limiter l'empreinte « matières » du territoire. Ce document stratégique a fait l'objet d'une adoption par le conseil métropolitain le 16 novembre 2023.

Un premier diagnostic a permis de mieux appréhender les flux économiques et de matière entre le territoire et les territoires extérieurs, de mesurer l'empreinte environnementale par filière et d'identifier **4 secteurs à adresser en priorité : équipements électriques et électroniques / produits manufacturés ; équipements de transport ; BTP et alimentation / biomasse.**

A travers 3 grands axes d'action, la feuille de route vise ainsi à **passer d'une empreinte déchets d'environ 13,5 tonnes par an par habitant aujourd'hui à 5 à 6 tonnes par an d'ici 2050**, niveau jugé soutenable par les scientifiques.

	Développer une économie plus sobre	Relocaliser	Réduire la production de déchets et améliorer leur valorisation
2030	Améliorer de 30% l'efficacité matière de l'économie du territoire	Passer de 48 % à 53% de la demande locale satisfaite par la production locale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les déchets ménagers / hab. de 12% - Instaurer un pilotage local de la baisse des déchets d'activité économique et du BTP
2050	Diviser par 2 l'empreinte matière du territoire	Tendre à satisfaire la demande locale par au moins 60% de production locale	<ul style="list-style-type: none"> -Découpler la production de déchets et l'activité économique - Améliorer la valorisation des déchets

Ces grandes orientations sont déclinées dans **un plan d'actions et d'objectifs par filière** qui fera l'objet de discussions et d'échanges avec les acteurs du territoire au premier semestre 2024.

L'objectif est de parvenir à la co-construction et à la signature d'une charte formalisant les engagements des différentes parties prenantes en vue de la mise en œuvre de la feuille de route.

Budgets annexes

I. Transports urbains

A. Exploitation

en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	191,7	200,3	8,6	4,5%
Charges à caractère général	178,7	188,1	9,5	5,3%
<i>Dont forfait de charges exploitation du réseau</i>	<i>172,7</i>	<i>183,6</i>	<i>11,0</i>	<i>6,3%</i>
Charges financières	7,6	7,7	0,1	1,1%
Autres charges de gestion courante	5,1	4,2	-0,9	-17,9%
Autres	0,3	0,3	0,0	0,0%
Recette	234,2	241,8	7,6	3,2%
Versement mobilité	131,6	142,1	10,5	8,0%
Billettique	51,6	53,7	2,1	4,1%
Subventions d'exploitation	49,3	44,3	-5,0	-10,1%
Autres	1,7	1,6	0,0	-1,5%

En 2024, la section d'exploitation voit plusieurs évolutions notables :

- **Une forte hausse du forfait de charge (+11 M€)** versé au délégataire, Keolis Rennes, qui s'élève à 183,6M€ contre 172,65M€ au BP 2023, du fait de la révision indiciaire du contrat. La hausse par rapport au budgété 2023 est de 6,3 M€ (Décision modificative de +4,6 M€ en 2023), soit +3,6% entre 2023 et 2024 ;
- **Une baisse des dépenses d'études et de recherches (-1,6 M€)** en raison notamment de la fin de l'enquête Origine Destination initiée en 2022 ;
- **Une évolution dynamique du Versement Mobilité (+10,5 M€)** en lien avec la dynamique de l'emploi du territoire ;
- **Une progression de 2,1 M€, soit +4,1%, des recettes de billettique par rapport aux prévisions du BP 2023**, pour atteindre 53,7 M€.

Au regard des prévisions, **la subvention du budget principal est proposée en 2024 à 40 M€, en baisse de 5 M€** par rapport au BP 2023, conformément à la trajectoire financière du budget annexe. Pour rappel, en 2023, la participation versée a été de 33 M€ (45 M€ prévus initialement au BP) et réduite de 12 M€ dans le cadre des décisions modificatives suite à la reprise des excédents et à l'attribution d'une aide exceptionnelle de l'Etat aux autorités organisatrices de transports pour faire face à la hausse des prix de l'énergie).

B. Investissement

en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	108,0	158,5	50,5	46,8%
Dépenses d'équipement	91,985	142,3	50,4	54,8%
Remboursement emprunts	16,0	16,2	0,2	1,1%
Recette	55,0	106,3	51,3	93,3%
Subventions d'investissement	30,6	22,6	-8,0	-26,1%
Emprunts	24,3	83,6	59,3	243,7%

hors réintégrations liées aux mandats de construction de la ligne b et d'augmentation de la capacité de la ligne a

Les dépenses d'investissement, hors remboursement de la dette, s'élèvent à 142 M€ au budget 2024, soit +50 M€ par rapport au budget 2023.

Cette évolution à la hausse est à mettre en lien avec :

- L'échéancier prévisionnel des paiements des soldes de travaux pour la ligne b du métro de 47,4 M€ ;
- Le projet en cours d'extension de la capacité de la ligne a pour 20,1 M€, en hausse de 9,4 M€ du fait de l'acquisition de nouvelles rames et du début des travaux de la phase 2 en 2024 ;
- La poursuite du programme d'acquisition de bus électriques sur la période 2020 – 2024 (tranche 1) pour un budget de 25,2 M€ prévus en 2024 (objectif : 75 bus pour en circulation fin 2024) ;
- Le projet de dépôt de bus sur le secteur Baud-Chardonnet : 6,3 M€ étaient consacrés en 2024 à la maîtrise d'œuvre de l'élaboration des marchés de travaux. Le début des travaux est prévu à compter de 2024 ;
- Les autres projets de développement du patrimoine mobilier et immobilier (18,6 M€) concernent aussi bien le déploiement des IRBE et IRVE (infrastructures de recharge pour bus et véhicules électriques) que les stations de métro ou les garages-ateliers métro ;
- Les prévisions de dépenses du programme de développement de la mobilité et des systèmes d'information et de communication s'élèvent à 13,4 M€ et couvrent la cyber-sécurité, des mises à jours et évolutions logicielles, et le développement d'un outil d'aide à la décision pour l'affectation des bus en temps réel.

Autorisations de programmes (en M€)	BP 2023	BP 2024	Montant AP	Reste à financer après 2024
AP projets				
Construire la ligne b du métro	34,3	47,4	288,4	16,6
Acquisitions de bus électriques (tranche 1)	17,4	25,2	61,6	8,6
Augmenter la capacité de la ligne A – Phase 2	9,3	20,1	118,9	52,4
Dépôt de bus Baud Chardonnet	2,9	6,2	36,4	23,8
AP millésimées				
Développer le patrimoine mobilier et immobilier	15,5	18,6	70,7	12,4
Mobilité et systèmes d'information communication	5,9	13,4	38,7	13,3
Parc et matériels roulants	2,7	6,9	17,0	5,9
Gérer les obsolescences de la ligne A	3,8	4,3	17,2	2,5
Aménager des voiries en faveur des bus	0,2	0,1	0,8	0,0
Mettre en œuvre la délégation STAR/HANDISTAR	0,0	0,0	0,2	0,0
Total	91,98	142,35	649,72	135,5

Les recettes d'investissement hors emprunt, estimées à 22 M€, sont composées des soldes de subventions de la Région et de la Caisse des Dépôts et Consignations obtenues dans le cadre de la construction de la ligne b (22,6 M€).

Le montant de l'emprunt à mobiliser (83,6M€) sera ajusté en cours d'année 2024 en fonction des besoins constatés et de l'exécution des projets.

II. Élimination et valorisation des déchets

Le retard pris par les travaux de restructuration de l'usine de valorisation énergétique (UVE) située dans le quartier Villejean à Rennes, du fait d'aléa techniques, entraîne une prolongation des coûts liés au détournement des déchets et une perte de recettes sur le budget annexe Élimination et valorisation des déchets en 2024.

L'inflation impacte également de façon importante le niveau de dépenses, notamment sur les combustibles et les carburants, mais aussi sur les matériaux et la main-d'œuvre. Le budget est également impacté en recettes par une très forte baisse des prix de valorisation matière des déchets. Les transitions nécessaires pour le traitement des bio déchets et le réemploi nécessitent par ailleurs un accompagnement fort des usagers du service pour permettre les changements de comportement.

Pour faire face à ces évolutions de dépenses et assurer l'équilibre du budget, une augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est prévue en 2024.

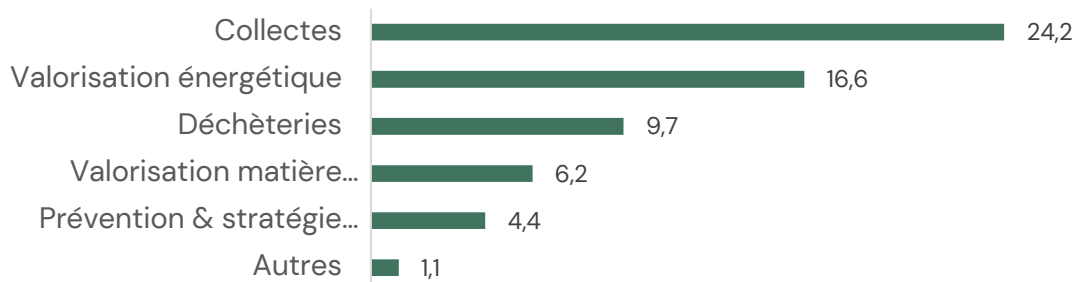
A. Fonctionnement

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	64,3	71,3	7,0	11%
Charges à caractère général	58,1	62,0	4,0	7%
Charges de personnel et frais assimilés	3,7	3,9	0,2	6%
Autres charges de gestion courante	0,2	0,2	0,1	40%
Charges financières	2,4	5,1	2,7	116%
Recette	60,9	75,1	14,2	23%
Produits des services, du domaine et ventes diverses	6,3	3,9	-2,3	-37%
Impositions directes	47,9	65,2	17,3	36%
Dotations et participations	5,9	5,8	0,0	-1%
Autres produits de gestion courante	0,8	0,1	-0,7	-90%
Atténuations de charges	0,1	0,1	0,0	0%

Dépenses réelles de fonctionnement : + 7 M€

- Charges à caractère général :
 - o Coûts de détournement des déchets pendant la fermeture de l'UVE : +4 M€
 - o Accompagnement du développement des changements de pratiques des usagers dans le cadre de l'évolution de la réglementation sur la gestion par les usagers des bio déchets et de la collecte (compostage, gestion des déchets végétaux) ;
 - o Développement du réemploi.
- Charges financières : +2,7 M€ pour les intérêts de l'emprunt contracté pour l'UVE.

Répartition des dépenses de fonctionnement (en M€)



Recettes réelles de fonctionnement +14,2 M€ :

- **Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** : +17,3 M€ liés à l'augmentation de la TEOM et à la progression des bases auxquelles il s'applique ;
- **Produit des services** : -2,3 M€ liés essentiellement aux prix de revente des matières et, dans une moindre mesure, à la baisse du produit de la redevance spéciale (14 mois perçus en 2023) ;
- **Autres produits de gestion courante** : -0,7 M€ en grande partie liés à l'absence de redevance d'utilisation de l'UVE pendant les travaux.

B. Investissement

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	59,4	41,9	-17,5	-29%
Dépenses d'équipement	59,3	38,9	-20,4	-34%
Emprunts et dettes assimilées	0,1	3,0	2,9	/
Recette	54,1	38,1	-16,0	-30%
Dotations, fonds divers et réserves	11,6	6,0	-5,6	-48%
Subventions d'investissement	0,0	2,1	2,1	16454%
Emprunts et dettes assimilées	42,5	30,0	-12,4	-29%

Dépenses réelles d'investissement à hauteur de 41,9 M€ dont :

- 83 % de dépenses d'équipement qui portent, au 3/4, sur les travaux de l'UVE ;
- 17 % consacrés à l'amortissement de l'emprunt mobilisé pour financer l'UVE.

Principales autorisations de programmes (en M€)	BP 2023	BP 2024	Montant AP	Reste à financer après 2024
AP projets				
Réhabilitation UVE	48,9	28,9	161,2	
AP millésimées				
Collectes	5,7	6,5	18,9	1,1
Déchèteries	3,3	2,4	7,1	0,4
Prévention & stratégie	0,9	0,7	2,1	0,1

Principales autorisations de programme (AP) :

- **Restructuration de l'UVE** : l'AP est réévaluée à 161,2 M€ pour tenir compte des indices de révision des travaux et de l'avancement d'exécution du marché ;

- **Collectes** (6,5 M€ en 2024, soit 65 % des dépenses hors dette et UVE) : 57 % des crédits concernent la fourniture de bacs individuels dont ceux consacrés aux bio-déchets, 29 % les bornes d'apport volontaire, et 12 % la base technique de Montgermont (rénovation et extension).
- **Déchèteries** (2,4 M€ en 2024, soit 25 % des dépenses hors dette et UVE) : maintien en conditions opérationnelles de l'ensemble des déchèteries du territoire, avec près d'un quart des dépenses liées au changement de système d'information et au contrôle d'accès en 2024 ;
- **Prévention et stratégie déchets** (0,7 M€ en 2024, soit 7 % des dépenses hors dette et UVE) : ensemble des actions de communication et d'incitation au changement de comportements. En 2024, 85 % des dépenses concernent le compostage et 11% le réemploi (expérimentation d'une plateforme logistique).

Recettes réelles d'investissement 38,1 M€ dont :

- **Mobilisation de l'emprunt** : 30 M€ ;
- **Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** : 6 M€ ;
- **Subventions, pour l'essentiel destinées au financement de l'UVE** : 2,1 M €.

III. Assainissement

La compétence assainissement est depuis le 1er janvier 2023 retracée dans un unique budget dénommé "Assainissement" quel que soit le mode de gestion retenu (concession ou régie).

Au 1er janvier 2024, le périmètre de gestion de l'assainissement collectif en régie s'élargit une nouvelle fois avec le passage de Betton, Chevaigné, La Chapelle des Fougeretz-Montgermont et Saint-Grégoire à ce mode de gestion. Seules les communes de La Chapelle-Thouarault, l'Hermitage, Mordelles et Rennes Nord continuent à gérer cette compétence par l'intermédiaire d'une délégation de service public.

A. Exploitation

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	36,4	27,9	-8,4	-23,2%
Charges à caractère général	25,9	17,4	-8,4	-32,6%
Charges de personnel et frais assimilés	8,3	8,1	-0,2	-2,4%
Charges financières	1,6	1,7	0,1	6,7%
Autres	0,6	0,7	0,1	15,9%
Recette	29,0	33,7	4,7	16,3%
Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	28,9	33,3	4,4	15,3%
<i>Dont redevances assainissement</i>	24,4	27,7	3,3	13,6%
Autres	0,1	0,5	0,3	210,9%

Les dépenses d'exploitation sont prévues à hauteur de **27,9 M€**, en diminution de 8,4 M€, soit -23,2% par rapport à 2023. Cette évolution est justifiée par :

- Le coût de l'énergie (**5,580 M€**), en diminution suite à la baisse des prix de l'électricité et aux efforts d'économie d'énergie ;
- La sous-traitance (**1,475 M€**) qui baisse du fait de la fin de contrat d'un marché d'exploitation conclu pour le Sud et le Nord-ouest de la métropole ;

Les autres dépenses d'exploitation 2024 concernent essentiellement :

- Les charges de personnel (**8 M€**), relativement stables par rapport à 2023 et qui représentent 29 % des dépenses d'exploitation ;
- Les produits de traitement et de réactifs (**1,708 M€**) ;
- La maintenance des installations (**1,575 M€**) ;
- Les fournitures d'entretien et de petits équipements (**1,479 M€**) ;
- La réalisation d'études diverses (**1,074 M€**) ;
- Les frais financiers (**1,7 M€**) correspondant aux intérêts de la dette, qui progressent de 6,7% en lien avec l'évolution de l'encours et la hausse des taux d'intérêts.

Les recettes d'exploitation s'établissent à 33,7 M€, soit +16,3 % par rapport à 2023 du fait de :

- L'augmentation des recettes de redevances payées par les abonnés du service assainissement collectif (27,715 M€) et non collectif (0,270 M€). Cette évolution est due à :
 - o L'évolution des tarifs de la redevance d'assainissement collectif ;
 - o À la fin des contrats de délégation de service public et au transfert des recettes du délégataire vers Rennes Métropole.
- Le remboursement du service de traitement eaux pluviales par le budget principal de Rennes Métropole (3,6 M€), en hausse de + 1,2 M€ compte tenu de la forte évolution des dépenses réelles du budget assainissement collectif qui constituent la base de calcul ;
- La participation pour l'assainissement collectif – PFAC : 1,26 M€ ;
- Les produits exceptionnels (0,231 M€), soit +0,23 M€ du fait de la régularisation de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité au titre de 2021.

B. Investissement

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	38,1	42,8	4,8	12,6%
Dépenses d'équipement	32,7	36,8	4,1	12,6%
Emprunts et dettes assimilées	5,3	6,0	0,7	12,5%
Autres	0,1	0,1	0,0	0,0%
Recette	21,7	37,1	15,3	70,6%
Dotations, fonds divers et réserves	3,0	3,6	0,6	20,0%
Subventions d'investissement	3,6	2,2	-1,4	-39,0%
Immobilisations corporelles et financières	2,7	1,8	-0,8	-31,4%
Emprunts et dettes assimilées	12,4	29,4	17,0	137,0%

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 42,8 M€ en 2024, en augmentation de 12,6 % (4,786 M€) par rapport au BP 2023. Le détail des autorisations de programme (AP) d'un montant de 184,4 M€ pour le budget assainissement, est le suivant :

Autorisations de programmes (en M€)	BP 2023	BP 2024	Total AP	Reste à financer après 2024
AP projets				
ZAC Brasserie bassin parking	0,7	3,3	6,2	2,3
Station d'épuration Cintré	1,7	2,7	4,2	1,1
Station d'épuration Brécé	2,5	2,5	5,0	2,1
Station d'épuration Romillé	2,3	1,7	3,4	0,5
Station d'épuration Bruz	0,9	0,7	84,1	82,7
Raccordement EU Via Silva	0,5	0,3	8,8	8,0
Station épuration Bécherel	0,1	0,1	3,1	2,9
Autres AP projets	0,1	0,0	2,5	0,0
AP millésimées				
Maintenance des réseaux de collecte	14,2	14,1	37,9	2,6
Maintenance des ouvrages de traitement	6,2	6,5	18,3	1,8
Exploiter le système d'assainissement	0,7	1,8	2,8	0,0
Etudes et recherches	1,2	1,6	3,8	0,6
Autres AP millésimées	1,6	1,5	4,3	0,8
Total	32,7	36,8	184,4	105,3

Les dépenses d'équipement 2024 s'élèvent à 36,783 M€ et concernent essentiellement les programmes suivants :

- **L'aménagement et la maintenance des réseaux de collecte (17,688 M€)** dont :
 - o les travaux de renouvellement, de réhabilitation et de pompage des réseaux d'eaux usées ;
 - o le bassin tampon de la ZAC brasserie St-Hélier.
- **L'aménagement et la maintenance des ouvrages de traitement (14,167 M€)** avec notamment :
 - o la réalisation des stations d'épuration de Cintré (2,680 M€), de Brécé (2,494M€), de Romillé (1,730 M€) et de Bruz (0,704 M€) ;
 - o le renouvellement des membranes de la station de Betton, de trois passerelles de la station de Cesson-Sévigné et de plusieurs cuves de réactifs ;
 - o le déploiement du photovoltaïque et des travaux d'optimisation énergétique ;
 - o la poursuite de la réalisation des modulaires à Pacé et à St-Erblon et des moteurs pont Brosse.
- **La réalisation d'études (1,597 M€)**, essentiellement pour les schémas directeurs ;
- **L'exploitation du système d'assainissement (1,831 M€)** avec la connexion au réseau FOR ;
- **L'acquisition de véhicules et engins techniques (0,863 M€).**

Les recettes d'investissement chiffrées à 37,054 M€ sont en augmentation de 70% (+15,341 M€) par rapport à 2023. Cette évolution est essentiellement due au niveau du recours prévisionnel à l'emprunt (29,4 M€). Les autres recettes se répartissent entre :

- Le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) pour 3,6 M€ ;
- Les subventions à percevoir de l'Agence de l'Eau pour 2,215 M€, essentiellement pour le raccordement eaux usées Cesson Via Silva (1,5 M€), le schéma directeur des eaux usées (0,127 M€) et les stations d'épuration de Cintré et de Brécé (0,408 M€ au global).
- Le remboursement des dépenses de traitement des eaux pluviales (1,741 M€) par le budget principal de Rennes Métropole.

IV. Réseaux de chaleur

Le budget annexe Réseaux de chaleur concerne les réseaux de Rennes (réseau Nord-Est et réseau Sud), de Vezin-le-Coquet et de Chartres-de-Bretagne, et les futurs réseaux de Le Rheu et de Pacé. Les réseaux de Rennes et Vezin-le-Coquet sont concédés.

L'exercice 2024 est marqué par une dépense exceptionnelle sur le réseau Nord-Est pour compenser l'absence de production de chaleur de l'usine de valorisation énergétique (UVE) pendant les travaux de restructuration. Une subvention exceptionnelle du budget principal est nécessaire pour assurer l'équilibre du budget.

Par ailleurs, l'exercice 2024 est marqué par le démarrage des travaux du nouveau réseau de Le Rheu.

A. Exploitation

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	1,5	6,4	4,8	314%
Charges à caractère général	0,5	0,4	-0,1	-15%
Charges de personnel et frais assimilés	0,7	0,7	0,0	0%
Autres charges de gestion courante	0,0	0,0	0,0	-8%
Charges financières	0,2	0,2	0,0	-22%
Charges exceptionnelles	0,2	5,1	5,0	3059%
Recette	4,0	7,4	3,5	88%
Ventes prestations de services, marchandises	2,8	3,0	0,2	6%
Subventions d'exploitation		2,0	2,0	/
Autres produits de gestion courante	1,0	2,2	1,2	119%
Produits exceptionnels	0,1	0,2	0,1	100%

Dépenses réelles d'exploitation +4,8 M€ :

- **Dépenses exceptionnelles** : +5 M€ de compensation du surcoût supporté par le concessionnaire du réseau Nord-Est dû à l'usage de gaz pour produire la chaleur en remplacement de celle fournie par l'UVE, en arrêt pour travaux. CE surcoût se traduit par un déséquilibre de 2 M€ sur le budget annexe.
- **Charges à caractère général** : -0,1 M€.

Recettes réelles d'exploitation +3,5 M€ :

- **Dotation du budget principal de 2 M€** pour permettre l'équilibre du budget affecté par les dépenses exceptionnelles de gaz ;
- **Autres produits de gestion courante** : +1,2 M€ liés à la reprise du contrat de concession du réseau Sud (reprise de la valeur comptable des travaux de cogénération et redevance d'exploitation) ;
- **Vente de chaleur et droits de raccordement** : +0,2 M€ (droits de raccordement en hausse, vente de chaleur en baisse) ;
- **Produits exceptionnels** : +0,1 M€ attendu de la Ville de Rennes en tant qu'aménageur pour une antenne du réseau Nord-Est (neutre au budget car également inscrit en dépenses).

B. Investissement

En M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	2,9	6,7	3,9	135%
Dépenses d'équipement	1,6	5,4	3,8	232%
Emprunts et dettes assimilées	1,0	1,0	0,0	1%
Autres immobilisations financières	0,2	0,3	0,1	25%
Recette	0,4	5,7	5,2	/
Subventions d'investissement	0,4	0,7	0,3	63%
Emprunts et dettes assimilées		4,9	4,9	/

Dépenses réelles d'investissement : 6,7 M€ dont 5,4 M€ de dépenses d'équipement. Les principales autorisations de programme (AP) portent sur :

- **Le réseau de Le Rheu** : 2,6 M€ en 2024, soit 48 % des dépenses pour réaliser le nouveau réseau de chaleur urbain ;
- **Le réseau Sud** : 1,7 M€ en 2024, soit 39 % des dépenses d'extension du réseau.

Principales autorisations de programmes (en M€)	BP 2023	BP 2024	Montant AP	Reste à financer après 2024
AP projets				
Travaux réseau Le Rheu	0,1	2,6	6,4	3,7
AP millésimées				
Travaux réseau sud	0,4	2,1	3,6	0,3
Travaux réseau Vezin	0,0	0,4	0,6	0,2
Travaux réseau Chartres	0,1	0,2	0,4	0,0

Recettes réelles d'investissement : 5,7 M€ dont des subventions de la part de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour le développement des réseaux.

V. Centre des congrès

A. Exploitation

en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	6,7	6,5	- 0,2	-2,6%
Charges à caractère général	6,7	6,5	- 0,2	-2,6%
Recette	6,8	6,3	- 0,4	-6,5%
Ventes de prestations de services	4,7	4,7	0,0	0,4%
Produits exceptionnels	2,1	1,6	- 0,5	-22,4%

L'exploitation du Centre des congrès est confiée à la SPL Destination Rennes. En 2024, **les dépenses s'établissent à 6,5 M€** en lien avec la rémunération de l'exploitant conformément au compte d'exploitation prévisionnel 2024 annexé au contrat de DSP avec Destination Rennes.

Les **recettes d'exploitation** sont constituées des produits des prestations commercialisées, lesquels sont estimés en 2024 à **4,723 M€**.

Compte tenu de ces prévisions et après impact des opérations comptables d'amortissements, le **déficit d'exploitation 2024 est budgété au même niveau qu'en 2023, soit 1,6 M€, et est couvert par une participation de ce montant inscrite au budget principal** (produits exceptionnels au budget annexe).

B. Investissement

en M€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
Dépense	1,6	1,3	-0,3	-18,7%
Immobilisations corporelles	0,2	-	-0,2	-100,0%
Immobilisations en cours	1,4	1,3	-0,1	-7,9%
Immobilisations incorporelles		0,0	0,0	
Recette	1,5	1,5	-0,0	-2,5%
Subventions d'investissement	1,5	1,5	-0,0	-2,5%

Les dépenses d'investissement (1,3 M€) intègrent :

- Les soldes du marché de construction de l'équipement pour 1,2 M€, lesquels sont versés au rythme des levées de retenues de garantie de parfait achèvement ;
- Une provision pour maintenance de l'équipement à la charge du propriétaire, prévue à hauteur de 0,12 M€.

Le besoin de financement des investissements portés par le budget annexe Centre des Congrès ainsi que l'impact des opérations comptables (dont les amortissements) est

couvert par une subvention d'équipement du budget principal estimée au stade du BP 2024 à 1,5 M€.

VI. Zones d'aménagement métropolitaines

À compter du BP 2024, Rennes Métropole gèrera en régie directe 7 Zones d'Activités Économiques (ZAE) dont la nouvelle ZAE « Portes de Tizé ». Cette ZAC est intégrée dans le budget annexe "ZAE métropolitaines" destiné à porter l'ensemble des crédits des ZAC métropolitaines se clôturant après 2025.

La ZAC La Forge St Gilles se clôturera en 2024.

en M € Section de fonctionnement	Dépense			Recette		
	BP 2023	BP 2024	évol	BP 2023	BP 2024	évol
ZAC LA FORGE SAINT GILLES	0,1	0,0	- 0,1	0,3	0,1	-0,1
ZAE GEV ACTIV 2 GEVEZE	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	-0,2
ZAE JOVAL ACIGNE	0,2	0,2	- 0,0	0,4	0,5	0,1
ZAE LES RIGNES BETTON	0,6	0,5	- 0,1	0,7	0,5	-0,2
ZAE MARGAT L'HERMITAGE	1,1	0,5	- 0,6	-	0,4	0,4
ZAE METROPOLITAINES*	1,6	3,5	1,9	0,0	-	0,0
Total général	3,6	4,9	1,3	1,7	1,6	-0,1

*le Hil3 et Portes de Tizé

Les **dépenses des budgets annexes de ZAE s'élèvent à 4,9 M€ en 2024** portées pour 71% par la ZAC Le Hil3. Ces dépenses recouvrent:

- **des travaux d'aménagement et de viabilisation des lots** (dont 3,085 M€ pour la ZAC le Hil3, 0,5 M€ pour Margat et les Rignés) pour près de 90% des dépenses ;
- **des études** (poursuite des études opérationnelles pour Porte de Tizé et des études environnementales pour le Hil 3) ;
- **des acquisitions de terrain ;**
- **des frais accessoires et de taxes foncières.**

Les **recettes de fonctionnement** sont exclusivement constituées des ventes de terrains aménagées.

VII. Crématorium et production d'énergie photovoltaïque

En K€	BP 2023	BP 2024	Évolution	
CREMATORIUM				
Fonctionnement				
Dépense	39,5	49,6	10,1	26%
Recette	322,0	395,0	73,0	23%
Investissement				
Dépense	444,0	1 693,0	1 249,0	281%
Recette	161,5	1 347,6	1 186,1	734%
PRODUCTION ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE				
Fonctionnement				
Dépense	4,51	4,91	0,4	8,90%
Recette	25	25	-	0%
Investissement				
Dépense	20,49	20,09	-0,4	-10%

A. Crématorium

L'exploitation du crématorium s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent, avec quelques ajustements à la baisse. Cependant, le paiement des intérêts de la dette représente 16 K€ contre 3 K€ au BP 2023, ce qui explique l'augmentation de 10 K€ des dépenses réelles de fonctionnement.

La hausse des recettes de redevance d'exploitation à percevoir du délégataire (+73 K€) confirme l'accroissement de l'activité.

Une AP projet de 3,956 M€ a été créée en 2021 pour les travaux d'extension du site. Les études préalables étant terminées, les travaux démarreront en 2024 pour un montant de 1,565 M€.

Pour financer ces travaux, il est prévu d'avoir recourt à l'emprunt à hauteur de 1,347 M€.

B. Production d'énergie photovoltaïque

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à 4,910 K€ et sont constituées principalement :

- Des frais d'utilisation du réseau public de distribution d'électricité pour le fonctionnement des installations photovoltaïques (2 K€) ;
- Des dépenses relatives à un marché de nettoyage des panneaux photovoltaïques (2,2 K€).

Les recettes d'exploitation liées à la vente d'énergie sont stables à hauteur de 25 K€, conformément au contrat.

Les dépenses d'investissement comprennent notamment 6 K€ dédiés aux remplacements d'onduleurs.

GLOSSAIRE

AC	Attribution de compensation
BP	Budget primitif
CA	Compte administratif
CET	Contribution économique territoriale
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CVAE	Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DM	Décision modificative
DOB	Débat d'orientation budgétaire
DRFiP	Direction régionale des finances publiques
DSC	Dotation de solidarité communautaire
DSP	Délégation de service public
FCTVA	Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle des ressources
FPIC	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales
FPS	Forfait post-stationnement
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
GVT	Glissement vieillesse technicité
IFER	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau
PCAET	Plan climat air-énergie territorial
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
ROB	Rapport d'orientations budgétaires
SPIC	Service public industriel et commercial
SPL	Société publique locale
TA	Taxe d'aménagement
TASCOM	Taxe sur les surfaces commerciales
TEOM	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
TFNB	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
TFB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
TH	Taxe d'habitation
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UVE	Usine de valorisation énergétique
VM	Versement mobilité (anciennement Versement transport)
VT	Versement transport (nouvellement, Versement mobilité)

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

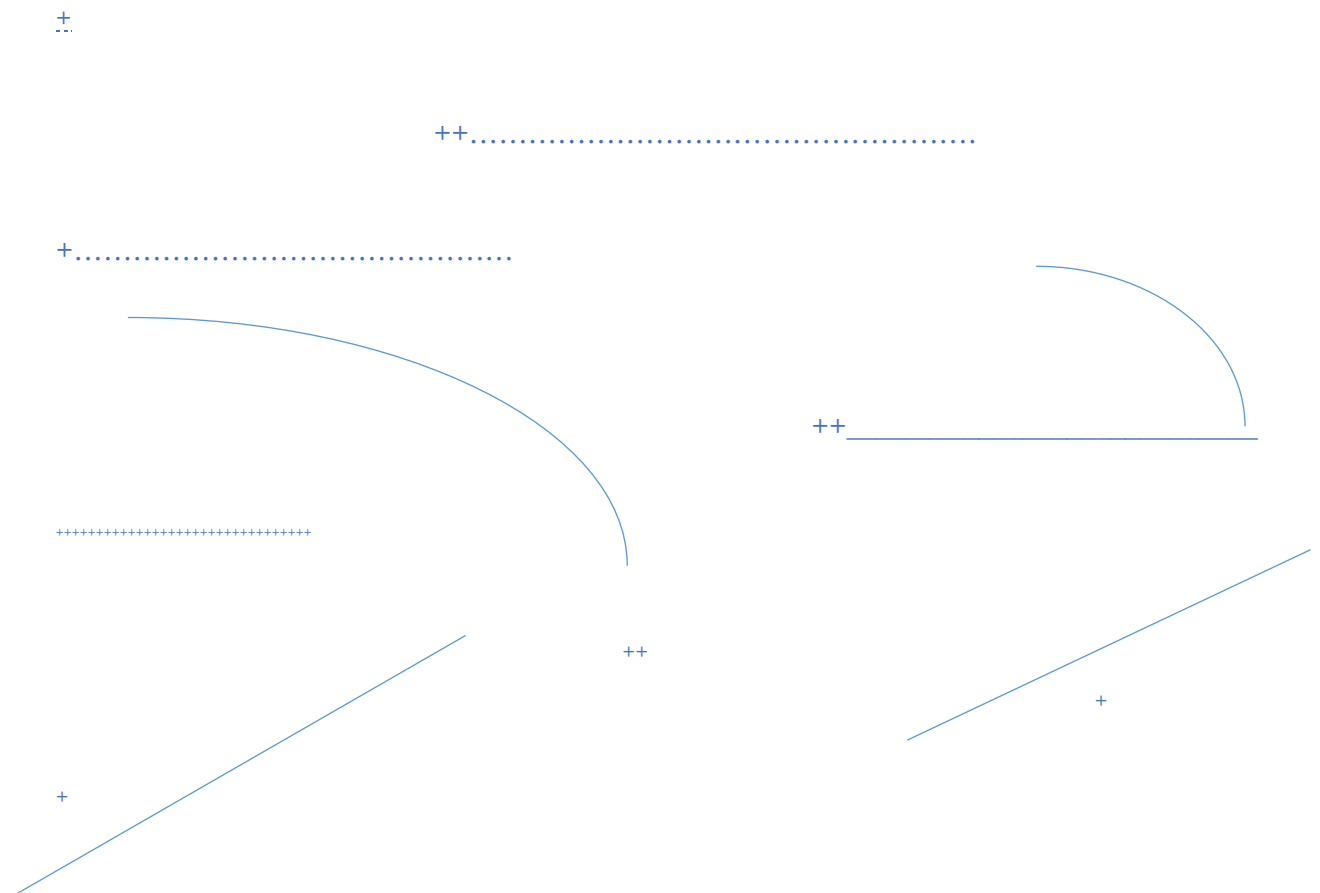
Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

PRESENTATION DES ACTIONS 2024

PAR POLITIQUES PUBLIQUES
ET SECTEURS



LES POLITIQUES ET LES SECTEURS

ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....

ENVIRONNEMENT, ENERGIE,
SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS.....

MOBILITE ET TRANSPORTS.....

AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES.....

CULTURE.....

PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE.....

ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises
- Soutien à l'emploi, l'insertion et la formation professionnelle
- Innovation productive, recherche et enseignement supérieur
- Aménagement et usages numériques
- Développement et attractivité touristiques
- Attractivité et rayonnement du territoire
- Accessibilité du territoire

+

++.....

+.....

++.....

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Aide à l'investissement et à la création d'emplois :

23 entreprises aidées pour un total de subventions de **929 666 €**
224 emplois
13,4 M€ d'investissements

PASS COMMERCE ARTISANAT

1 entreprise aidée en 2022 pour un montant de 6 000€

En 2023, **5** entreprises aidées pour un montant de 35 210€ (**3** entreprises implantées dans des communes de moins de 2 500 hab. et **3** implantées en QPV).

107 835€ d'investissements

Commerce

5 900 points de vente en activité en 2019 : une offre dense accompagnant la dynamique démographique

Un chiffre d'affaires de 3 milliards € en hausse de **12 %** entre 2011 et 2019. Une attractivité confirmée **17 %** du chiffre d'affaires étant généré par des consommateurs extérieurs au territoire.

16 600 emplois salariés privés à fin 2018 soit 8.3 % des emplois du Pays de Rennes

Contexte du secteur

Au printemps 2023, le volet métropolitain de la Stratégie Régionale de Développement économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) a confirmé les orientations du plan de rebond(s) adopté en 2020 par Rennes Métropole pour accompagner structurellement la transformation de son économie. En effet, le territoire en transition doit tenir compte des grands défis et mutations auxquels est confrontée son économie et particulièrement les filières stratégiques du territoire. La métropole doit ainsi s'impliquer pour accompagner les transitions numériques, écologiques et énergétiques mais aussi sociétales (nouveau rapport au travail notamment). Il s'agit de régénérer les conditions du développement économique en plaçant la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) au cœur de la relation entre Rennes Métropole et les entreprises pour mieux accompagner leurs transformations écologique et sociale.

Les secteurs d'activités stratégiques pour le territoire sont au nombre de huit et forment le socle de l'économie locale : cyber sécurité civile et militaire, alimentation, santé, industries culturelles et événementiel, mobilité, bâtiment durable, tourisme et commerce.

Pour chacun, Rennes Métropole s'attache à concevoir et mettre en œuvre un écosystème global performant et résilient couvrant aussi bien l'offre immobilière et foncière, que l'emploi et les compétences, l'innovation et l'écologie industrielle et territoriale.

La politique économique s'attache aussi bien à créer les conditions de la ré-industrialisation du territoire à travers notamment le Pôle d'Excellence Industrielle, qu'à concilier performance des entreprises, attractivité ciblée, anticipation des défis environnementaux et inclusion sociale. Ainsi l'économie dans les quartiers prioritaires fait également l'objet d'une stratégie déclinée en plans d'actions par quartiers (en cours de validation) et d'investissements de la métropole (Projet de cité artisanale par exemple) et l'économie sociale et solidaire est soutenue pour jouer un rôle déterminant dans la création et le développement d'activités d'intérêt général, d'utilité sociale et permettre la création d'emplois qualifiés et non délocalisables. Le projet des Halles en Commun, en cours de définition, joue à ce titre un rôle important dans la politique d'économie sociale et solidaire (ESS).

L'accueil des activités, dans toute leur diversité, gage de dynamisme et d'équilibre économiques mais aussi de la diversité des emplois et des qualifications accessibles au plus grand nombre, s'anticipe dans le cadre du futur Programme Local de l'Aménagement Économique plaçant la question de l'optimisation foncière, en anticipation et cohérence du "zéro artificialisation nette" (ZAN), au cœur de la réflexion.

Contributeur majeur de la qualité du cadre de vie et facteur de lien social, le commerce constitue enfin une composante essentielle de l'économie métropolitaine. Son développement s'organise dans le cadre d'un projet plus large d'aménagement du territoire conjuguant tout à la fois :

- la dynamique commerciale renouvelée du Centre-ville de Rennes et sa transformation à la faveur des grands projets portés par la Ville et la Métropole à horizon 2030,
- la confortation de la fonction commerciale de proximité dans les centralités dont le Scot et le PLUi affirment le rôle premier,
- la modernisation et la restructuration des grands pôles commerciaux qu'il importe d'inscrire dans un aménagement durable.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

5.80 M€	6.00 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.40 M€	0.30 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

15.40 M€	15.70 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

0.10 M€	0.10 M€
---------	---------

Les actions

- Accompagner la transformation écologique et sociale des entreprises
- Favoriser la ré-industrialisation du territoire et contribuer à la relocalisation d'activités industrielles stratégiques
- Soutenir et promouvoir le dynamisme économique du territoire via l'innovation et l'entrepreneuriat
- Conforter l'appareil commercial de la métropole, favoriser son développement et sa transformation
- Soutenir et développer l'économie sociale et solidaire

En 2024 :

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE REBOND(S) METROPOLITAIN

1- Adapter l'offre métropolitaine aux nouveaux enjeux de l'économie

- + Un nouveau *programme Local de l'Aménagement Economique* (PLAE), est en cours d'élaboration avec un objectif double : 1) accueillir les entreprises dans leur diversité de taille et d'activité 2) optimiser le foncier économique en développant une offre foncière nouvelle provenant majoritairement du renouvellement urbain et de la densification des zones d'activités existantes
- + Pour répondre aux enjeux des nouveaux modes de travail, la synthèse des travaux du groupe projet sur l'accompagnement *des tiers lieux et espaces de co-working est en cours* et sera disponible en fin d'année

2- Accompagner la transformation écologique et sociale des entreprises

Un plan global en faveur de la transformation écologique et sociale des entreprises métropolitaines est mis en œuvre sur le territoire et comporte notamment :

- + Des actions de sensibilisation et de mobilisation des entreprises via le soutien à une politique événementielle ciblée sur les enjeux de la RSE et des animations collectives dans les ZAE métropolitaines permettant d'identifier des projets coopératifs d'écologie industrielle territoriale ainsi que des entreprises volontaires pour engager une démarche de RSE.
- + La mise à disposition des entreprises d'un outil d'auto-diagnostic de leurs pratiques en matière de RSE, d'accès au conseil via un appel à projets pour engager une démarche de transformation écologique et sociale ou de recours à l'assistance de spécialistes de la performance énergétique (conventionnement ALEC)

Les *dispositifs d'aides directes aux entreprises* existants ont été réformés en 2023 dans le cadre d'élaboration du nouveau SRTEs (Schéma Régional de Transition écologique et Sociale) intégrant la SRDEII (Stratégie Régionale de développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation) et s'appliquent pleinement en 2024 : ils contribuent, dans le cadre réglementé des aides publiques, au financement d'investissements dans la transformation écologique et sociale des entreprises

3- Ré-industrialiser le territoire et contribuer aux enjeux de souveraineté, le pôle d'excellence Industrielle

- + Rennes Métropole investit dans le *Pôle d'Excellence Industrielle*, en réponse aux enjeux de diversification de la base industrielle du territoire, principalement vers les industries durables de la mobilité et du bâtiment. Cet investissement contribue également au plan de réindustrialisation nationale et européenne et de relocalisation des industries sensibles et stratégiques dans un enjeu de souveraineté. Plusieurs acquisitions ont été réalisées dans le cadre du compactage du site Stellantis de la Janais : le bâtiment 78 permettra d'héberger une pépinière d'entreprises industrielles, une plateforme d'innovation technologique, des acteurs des filières mobilité et bâtiment.... Le bâtiment dit « ferrage », acquis par l'EPF dans le cadre d'une convention avec Rennes Métropole fait l'objet d'études concernant son devenir

4- Soutenir les filières stratégiques et accompagner leur transformation

Les secteurs d'activité stratégiques identifiés par le plan de rebond(s) font l'objet d'élaboration de feuilles de route et de plans d'actions opérationnels

- + Pour soutenir le développement du secteur de la cyber sécurité, Rennes Métropole investit dans une pépinière dédiée au sein de la Cyberplace, contribue à créer un incubateur dédié le cyberboost, encourage l'initiative d'entreprises locales visant à mutualiser leurs moyens dans une plateforme d'innovation ouverte, le cyberLab, finance le Pôle d'Excellence Cyber et les événements qu'il organise (European Cyber Week)...
- + Plusieurs réflexions stratégiques engagées et approuvées en 2022 ont fait l'objet de déclinaisons opérationnelles : plan d'action priorisé de l'économie sociale et solidaire, début de mise en œuvre de la feuille de route santé, contribution à la stratégie économie circulaire, animation d'une réflexion partenariale sur les transitions de la filière bâtiment... De plus, la feuille de route sur les industries culturelles et créatives a été adoptée
- + Concernant le commerce, l'année 2023 a ouvert le champ de la mise en œuvre des actions de transformation inscrites dans le plan de rebonds : soutien à la transformation numérique et écoresponsable du commerce, confortation de la fonction commerciale de proximité dans les cœurs de ville, des communes et des quartiers, approbation de l'ACTE II du Plan d'Action Commerce centre-ville de Rennes, mutation / modernisation des pôles commerciaux majeurs de périphérie. L'ensemble de ces actions se poursuivra en 2024

Le Pass Commerce et artisanat métropolitain a évolué tout à la fois pour intégrer les impacts environnementaux et pour accompagner la dynamisation de l'act et dans les communes de moins de 5 000 habitants contre 2 500 habitants d juin 2023

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Le soutien aux investissements réduisant vite des TPE dans les quartiers prioritaires dans le dispositif qui a prévu jusqu'au 30

5- Stratégie de développement économique dans les quartiers prioritaires,

La stratégie de développement économique dans les quartiers prioritaires révisée en 2022 a fait l'objet d'une déclinaison en plans d'actions par quartiers (en cours de validation). Après les centres d'affaires et la pépinière le quadrium, les investissements pour dynamiser l'entrepreneuriat et ancrer des activités économiques dans les quartiers prioritaires se poursuivent avec la Cité artisanale du Blosne

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

La politique économique de Rennes Métropole, intégralement tournée désormais vers la transformation écologique et sociale de l'économie métropolitaine et vers l'accompagnement des entreprises dans ces transitions, constitue une contribution globale à la lutte contre le dérèglement climatique et en faveur de la transition écologique, en mobilisant les entreprises et acteurs économiques pour la réalisation des objectifs du PCAET

Egalité femmes-hommes

Conformément aux axes prioritaires votés en 2019, la politique d'accompagnement à la création et la reprise d'entreprises cible particulièrement les sujets d'égalité hommes femmes. Dans ce cadre, l'ensemble des structures financées a été rencontré pour un temps de sensibilisation et d'échange sur leurs pratiques. Un suivi statistique de leurs actions est mis en place

Les critères relatifs à l'emploi dans les nouveaux dispositifs d'aide aux entreprises comprennent des objectifs de lutte contre les discriminations, notamment les discriminations femmes-hommes, dans les pratiques RH (recrutement, intégration, rémunération, ...)

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023 (au 30 septembre)

PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) : **1 534 450 €** de subventions FSE attribuées

- **1040** personnes accompagnées
- **61,34 %** sorties
Emploi/Formation (taux neutralisé hors PLIE administratifs au 30/09/2023)

SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Économique) :

- **516 750 €** de subventions (hors FSE-PLIE) accordées à **24 SIAE**

Marchés réservés SIAE (en 2022) :

- **24 500 heures en accords-cadres** (travaux avec 2 ateliers et chantiers d'insertion, mise à disposition de personnel avec 2 associations intermédiaires)

Clauses sociales (données 2022) :

- **500 082 heures** de travail, 50 % générées par Rennes Métropole
- **1 071** bénéficiaires, 17% public féminin, 27 % en Quartiers Prioritaires de la Ville
- **25 276 heures** réalisées dans le cadre du NPNRU 76% des personnes sont issues des QPV

Soutien aux acteurs de l'emploi et de l'insertion :

- **994 014 €** de subventions, hors cotisation-adhésion à We Ker (**700 299 €**)
- **16** structures soutenues

PEQ (Plan Emploi Quartier) :

- **40 000 €** de subventions à TZCLD
- **58 891 €** de subventions dans le cadre de la Cité de l'Emploi

Missions du secteur et contexte d'intervention

Rennes Métropole mène une politique de soutien aux entreprises et acteurs de l'emploi définie dans le programme de territoire et plus précisément dans sa "Stratégie de développement économique". Cette politique s'inscrit par ailleurs en cohérence avec les politiques et les actions au niveau européen (l'emploi et l'inclusion à travers le Fonds Social Européen), au niveau national (France Travail, Pacte des Solidarités, Pacte d'Investissement dans les Compétences...) et en articulation avec les acteurs locaux en matière d'emploi, d'insertion et de formation. Dans la continuité du Manifeste pour l'emploi (adopté en 2017), le Conseil communautaire de Rennes Métropole a adopté le Pacte territorial pour l'Emploi 2022/2026 en juin 2022. Il contribue à la politique métropolitaine en faveur de l'égalité des chances, de la lutte contre les discriminations et de l'égalité entre les femmes et les hommes ; cette articulation étant par ailleurs réaffirmée dans la stratégie métropolitaine des solidarités.

Ce Pacte Territorial pour l'Emploi s'inscrit également dans une **démarche de transition**, économique, sociétale, écologique, numérique et démocratique, et pose des orientations pour relever le **défi de la responsabilité sociétale** des acteurs du territoire métropolitain, par une mobilisation collective en faveur de l'emploi pour tous.

Priorités du mandat

- ➔ Animation, gestion et coordination du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- ➔ Soutien et consolidation des SIAE dans leur double mission économique et sociale
- ➔ Développement de la commande publique comme levier d'insertion (clause sociale, SIAE, marché réservé...)
- ➔ Soutien à l'emploi et à l'insertion (des acteurs et/ou actions) en veillant à la bonne articulation de la politique métropolitaine (We Ker) et à la complémentarité des initiatives (TZCLD, PEQ / Cité de l'emploi, FAJ...)
- ➔ Développement d'une offre de services en faveur des entreprises et au bénéfice des publics éloignés du marché de l'emploi
- ➔ Contribution à la lutte contre les exclusions dans l'emploi
- ➔ Contribution aux politiques supra métropolitaines sur l'emploi, l'insertion et la formation (CTEC / SPIE)

Point d'étape 30/09/2023

- ➔ Objectifs d'accompagnement dans le cadre du PLIE atteints et montée en puissance de l'objectif opérationnel (mise en relation entreprise/ monde économique)
- ➔ Contribution à la stratégie développement économique sur le volet accompagnements aux transitions
- ➔ Démarche projet engagée pour un nouveau règlement de soutien aux SIAE
- ➔ Renouvellement de l'accord-cadre/ marché réservé "réalisation de travaux pour la Ville de Rennes et Rennes Métropole visant l'insertion par l'activité économique"
- ➔ Soutien aux actions nouvelles

Les actions

- ➔ Animation, gestion et coordination du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
- ➔ Soutien et consolidation des SIAE dans leur double mission économique et sociale
- ➔ Développement de la commande publique comme levier d'insertion (clause sociale, marché réservé...)
- ➔ Soutien à l'emploi et à l'insertion (des acteurs et/ou actions) en veillant à la bonne articulation de la politique métropolitaine (We Ker) et à la complémentarité des initiatives (TZCLD, PEQ, FAJ...)
- ➔ Déploiement de la démarche Cité de l'emploi
- ➔ Développement d'une offre de services en faveur des entreprises et au bénéfice des publics éloignés du marché de l'emploi
- ➔ Contribution à la lutte contre les exclusions dans l'emploi

Budget 2023 Budget 2024**Dépenses de fonctionnement**

4.50 M€	4.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

1.80 M€	1.30 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.20 M€	0.20 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

En 2024 :

- Déploiement du Pacte territorial pour l'emploi selon les priorités du GTE.I (3 thématiques : Les leviers à la reprise d'emploi (santé et logement), la valorisation des métiers et opportunités sur les secteurs des SAP et de l'Economie verte, la qualité de vie au travail (l'entreprise comme ressource RSE et l'enjeu de l'intégration / fidélisation des salariés et développement de nouveaux partenariats). Mise en place de l'expérimentation dans le cadre de France Travail en région
- Augmentation du nombre annuel de personnes accompagnées par le PLIE : 1000 au lieu de 900
- Mise en œuvre du volet "recruter responsable/ emploi vertueux" de la stratégie Développement économique sur l'accompagnement aux transitions
- Accompagnement au changement dans la pratique professionnelle d'accompagnement des publics en intégrant la relation à l'entreprise / culture économique au cœur de l'accompagnement
- Déploiement de la commande publique responsable : marchés réservés, Charte d'activation des clauses sociales et des marchés réservés, soutien aux nouveaux acteurs IAE et mise en réseau services acheteurs
- Inscription des orientations de la Métropole déclinées dans le Pacte Territorial pour l'Emploi, dans les futures organisations / gouvernance des compétences emploi insertion formation (France Travail ...)
 - Contribution aux volets Emploi des futures contractualisations avec l'État (Pacte des solidarités, Contrat de ville, CTAIR)

Impacts territoriaux de la politique publique :

Le soutien à l'emploi, l'insertion et à la formation professionnelle traduit dans Le Pacte territorial pour l'Emploi s'inscrit dans une **démarche de transition environnementale et sociale** et pose des orientations pour relever le **défi de la responsabilité sociétale** des acteurs du territoire métropolitain, par une mobilisation collective en faveur de l'emploi pour tous. Des indicateurs, en cours de construction, permettront d'évaluer les impacts des politiques mises en œuvre

Climat et transition écologique :

- + Nombre de projets accompagnés qui relèvent du champ de la transition EE
 - Inscription de la démarche d'accompagnement aux transitions dans le futur règlement de soutien aux SIAE 2024

Indicateurs égalité femmes - hommes 2022 :

La lutte contre les discriminations et l'action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes sont inscrites particulièrement dans le champ de l'emploi.

- + % de femmes accompagnées **dans les SIAE** soutenues par le SEIF
 - ACI : 221 femmes en **ACI** soit 40 %
 - AI : 457 femmes en **AI** soit 77%
 - **GEIQ Bâtiment** : Accueil de 140 personnes dont 5 femmes soit 3.6%, 62 personnes en contrat dont 2 femmes soit 3%.
 - En 2022, 24 500h sur les **marchés réservés** pour 126 femmes soit 57%
12 500H pour le MR remplacement temporaire d'agents. 150 bénéficiaires dont 114 femmes soit 76 %
12 000 H pour le MR Travaux. 70 bénéficiaires dont 12 femmes soit 17%
 - 17 % de femmes bénéficiaires des **clauses sociales**
- + 48,5 % de femmes accompagnées **dans le PLIE** au 30/09/2023
- + % de femmes accompagnées dans **les actions conventionnées** (FACE, We Ker ...) en 2022
 - FACE : 1 647 personnes dont 48 % de femmes, sur 9 actions différentes
 - We Ker : 9 993 jeunes accompagnés dont 49% sont des femmes

Chacune des conventions passées intègre dans son préambule ces enjeux. Nous les mettons en œuvre lors de nos actions directes. Nous encourageons nos partenaires à œuvrer en ce sens. Nous relayons les engagements de la collectivité. Nous favorisons le changement de pratiques

Chiffres clés 2023

72 000 étudiants dans la métropole

dont 1 900 doctorants, 8 300 étudiants internationaux et 2 500 étudiants en alternance

2^{ème} grande agglomération pour son taux de réussite en licence en 3 ans

6 090 personnes exerçant une activité de recherche

77 unités de recherche

72 plateformes de recherche

1^{ère} aire urbaine du Grand Ouest en nombre de brevets déposés

1,1 Md€ de retombées économiques sur le territoire

La raison d'être du secteur

Avec 72 000 étudiants et plus de 6 000 personnes exerçant une activité de recherche, Rennes se place comme le 1^{er} pôle d'enseignement supérieur et de recherche du Grand Ouest et le 8^{ème} site universitaire de France.

Consciente de la force que représente cet environnement académique de qualité, Rennes a investi de longue date le champ du soutien à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation (ESRI), bien avant la promulgation de la loi MAPTAM et la possibilité de mettre en place des « programmes de soutien et d'aide aux établissements publics d'ESR et aux programmes de recherche ».

Si le cadre d'intervention dont elle s'était dotée en 2013 était principalement motivé par des enjeux de développement économique, la stratégie adoptée en 2023 s'inscrit de surcroît dans la nouvelle trajectoire impulsée par la collectivité en matière de transitions et de priorité donnée à la jeunesse.

Rennes Métropole porte ainsi l'ambition d'un territoire et d'un site universitaire de référence agissant en faveur des transitions écologiques, sociales et démocratiques.

Cette ambition renouvelle en profondeur les orientations en matière d'ESRI et vient compléter les modalités de l'intervention métropolitaine.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

2.50 M€	2.60 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

12.00 M€	10.03 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- **Le soutien à une recherche et un enseignement supérieur d'excellence** comme terreau de prospective, d'adaptation et d'innovation.
- **L'accompagnement à la transformation des campus** pour qu'ils soient plus ouverts sur la ville, mais aussi innovants et exemplaires en matière climatique et environnementale.
- **Le développement d'une recherche impliquée fondée sur la coopération avec les acteurs du territoire**, participant pleinement à l'amélioration de l'action collaborative, publique et territoriale, et contribuant à former une communauté éclairée en capacité de s'adapter aux incertitudes écologiques, sociales et démocratiques.

En 2024

→ Soutenir une recherche et un enseignement supérieur d'excellence

- + Cofinancement d'équipements scientifiques de pointe pour conforter le potentiel de recherche rennais (dispositif propre + participation au CPER 2021-2027, volet Équipements scientifiques)
- + Aide à l'organisation sur le territoire de manifestations scientifiques d'envergure nationale et internationale
- + Attribution de bourses de mobilité internationale à des doctorants
- + Dispositions incitatives pour l'installation de chercheurs de haut niveau sur le territoire :
 - Soutien à l'installation de chercheurs ayant rejoint récemment une unité de recherche du site
 - Dispositif des "chaires de recherche Rennes Métropole" pour attirer des chercheurs de talent au parcours international afin de renforcer l'excellence académique et son rayonnement international
- + Accompagnement à la structuration du site universitaire à travers le soutien aux projets visant à renforcer une stratégie et une approche collective
- + Sera poursuivie l'adaptation des dispositifs existants aux orientations nouvelles, en particulier pour favoriser la production de connaissances et d'innovations porteuses de solutions d'avenir et pour encourager la maîtrise de l'empreinte environnementale des activités de recherche

→ Accompagner la transformation des campus

- + Poursuite de l'accompagnement à la transformation du campus de Beaulieu (mandat Territoires Publics)
- + Cofinancement de la rénovation énergétique de l'immobilier universitaire, notamment via la participation au volet immobilier ESR du CPER 2021-2027
- + Soutien financier à la mise en réseau des bibliothèques universitaires et au déploiement d'un Learning network

→ Développer une recherche impliquée fondée sur la coopération avec les acteurs du territoire

- + Renforcer l'impact de la recherche sur le développement économique et territorial
 - Soutien à l'action du Pool au service des start-ups et entreprises innovantes pour favoriser leur émergence, accompagner leur création, leur accélération, et leur développement. La stratégie du Pool place la relation avec la recherche académique (DeepTech) au premier rang de ses priorités et accorde une place prépondérante à la promotion de l'innovation vertueuse incluant les bonnes pratiques pour un numérique responsable
 - Soutien à divers centres techniques, d'innovation technologique et aux pôles de compétitivité présents sur le territoire pour augmenter le volume de la recherche partenariale et développer la diffusion technologique dans le tissu économique métropolitain
 - Encouragement des interactions entre acteurs académiques et entreprises à travers le soutien aux projets collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité du territoire
 - Soutien à l'initiative, à l'entrepreneuriat (PEPITE) et à l'engagement étudiant
 - Sera poursuivie l'adaptation des soutiens existants pour renforcer l'implication des acteurs académiques aux côtés des secteurs économiques et sociaux engagés dans les transitions.
- + Renforcer la mobilisation de l'expertise scientifique pour fournir un éclairage aux politiques publiques
 - La première année de mise en œuvre de ce nouvel axe stratégique se focalisera sur la mise en place de la Fabrique commune des transitions, le lancement des premières Chaires de recherche à impact, le démarrage des premiers Lab'Transitions et la définition d'un mode opératoire pour susciter et guider les demandes d'expertise scientifique

Indicateurs

- + Moyens financiers dédiés à la rénovation en niveau basse consommation de locaux universitaires
- + Investissement dans le triptyque "enseignement supérieur, recherche et innovation" sur les thématiques climat, air, énergie, mobilité durable ou encore adaptation au changement climatique

Les actions en 2024

- + Rénovation énergétique :
 - Participation au CPER 2021-2027 - volet immobilier ESR (dédié à la rénovation thermique)
- + Soutien aux activités de recherche, de diffusion et de transfert :
 - Volet Équipements scientifiques du CPER 2021-2027
 - Méta-projet "Mat&Trans" (matériaux pour la transition écologique)
 - Méta-projet "Trans-Agri" (transitions agro-écologiques)
 - Méta-projet "Glaz" (transitions socio-environnementales)
 - Soutien financier et participation aux activités de trois chaires de la Fondation Rennes 1
 - Chaire "Eaux et Territoires"
 - Chaire "Rénovation énergétique des bâtiments"
 - Chaire "Mobilité dans une ville durable"
 - Mise en place de deux Chaires de recherche à impact pour le territoire

Les actions en faveur de l'égalité femme/homme

Indicateurs

- + Part des femmes parmi les lauréat.e.s des dispositifs individuels de soutien à la recherche (Bourses de mobilité doctorale, Allocations d'installation scientifique, Chaires de recherche de Rennes Métropole), en regard de la part des femmes candidates
- + Mise à l'honneur de femmes scientifiques (chercheuses, enseignantes-chercheuses et doctorantes) dans les supports de communication, pour témoigner de la diversité de leurs profils et thématiques de recherche

Les actions en 2024

- + Prise en compte de la dimension sexe et/ou genre dans les manifestations scientifiques et les projets de recherche soutenus
- + Délégation de l'instruction-sélection pour les dispositifs "Chaires de recherche de Rennes Métropole", "Soutien aux manifestations scientifiques" et "Bourses de mobilité" : Rennes Métropole veillera à ce que la parité soit recherchée dans la composition des comités scientifiques en charge d'évaluer les candidatures (premier des leviers afin de réduire les biais potentiels de genre)
- + Afin d'encourager les jeunes femmes à se diriger vers des carrières scientifiques, notamment les domaines dans lesquels elles sont minoritaires, les parcours de porteuses de projets lauréats seront valorisés

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

686 km de réseau de fibre optique public (DSP)

180 parcs d'activités connectés (nouveau découpage des parcs d'activités en 2023)

1 000 entreprises ou sites publics connectés

162 liens raccordés par les opérateurs en fibre noire

14 751 foyers dégroupés

97% des foyers raccordables à la fibre (FTTH)

23 espaces LabFab

La raison d'être du secteur

En lançant, dès 2007, une délégation de service public pour concevoir, mettre en œuvre et exploiter un réseau raccordant les communes en fibre optique, Rennes Métropole a été précurseur en matière d'aménagement numérique. Les services apportés *via* le délégataire, Rennes Métropole Télécom, ont rencontré un vif succès auprès des opérateurs, qui se sont de fait multipliés sur notre territoire au bénéfice de ses habitants et entreprises. Aujourd'hui, ce réseau structurant continue son activité vers les opérateurs.

En 2011, Orange a annoncé vouloir raccorder toutes les habitations de Rennes Métropole en fibre optique d'ici janvier 2020. Au printemps 2018, les deux opérateurs Orange et SFR ont décidé de se répartir le territoire : les communes du nord déployées par Orange, et celles du sud déployées par SFR. Ces projets privés arrivent au bout de leur déploiement à fin 2022. Il faut maintenant se projeter sur les nouveaux cadres à construire pour poursuivre les raccordements résiduels (2%) et dans les opérations à venir. D'ici 2030, le réseau historique devra être démonté, et Rennes Métropole (et les communes) auront à accompagner Orange dans ses démarches. Rennes Métropole est par ailleurs membre de Mégalis porteur de Bretagne Très Haut Débit pour raccorder en fibre optique toutes les habitations en Bretagne en complément des initiatives privées annoncées.

Depuis fin 2020, les opérateurs de téléphonie mobile migrent leurs réseaux vers la 5G ce qui peut poser des questions en matière d'aménagement et d'environnement. Les communes de la Métropole peuvent s'appuyer, dans le cadre du réseau d'échanges, sur les réflexions qui ont eu lieu sur la Ville de Rennes, et abouti à un ensemble de propositions.

En matière d'usages et services numériques, après avoir initié et soutenu la Cantine numérique, Rennes Métropole a obtenu, fin 2014, le label national French Tech pour que nos émergences numériques puissent trouver un terrain favorable à leur développement. Depuis quelques années, se développent, sur notre territoire, des services numériques expérimentaux qui deviennent des entreprises à fort potentiel. Le LabFab, réseau de laboratoires de fabrication numérique (fablab), participe aussi à ce mouvement. Il s'agit de lieux équipés de machines et animés par une communauté, composée de compétences hétérogènes, permettant de passer de l'idée au projet. Depuis 2012, plus d'une cinquantaine de projets sont passés par les LabFab. Rennes Métropole soutient les porteurs de LabFab au regard des missions d'intérêt public. Pour accompagner le développement économique, plusieurs projets issus des LabFab ont obtenu une aide *via* les fonds ITI FEDER gérés par Rennes Métropole. En prolongement du LabFab, Rennes Métropole soutient des événements tels que Fabrique !, MaisonMix, MétroMix ou DataMix (3^e édition en 2022 sur les données de consommation d'électricité) sur des thématiques comme l'habitat, la mobilité ou l'énergie. Il s'agit de sprints de prototypages sur 2 à 3 jours pour détecter et monter de façon collaborative des projets en lien avec des pratiques innovantes avec le numérique et notamment les objets connectés et les données. Des perspectives de passage à l'échelle territoriale sont envisageables avec le réseau des FabCities.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

0.40 M€	0.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Aménager numériquement le territoire
- Développer les usages numériques

En 2024

- + Continuer à suivre la délégation de service public à Rennes Métropole Télécom (RMT) et les services apportés *via* les opérateurs aux habitants et entreprises, engageant des analyses pour envisager une sortie anticipée
- + Conclure la phase de déploiements de la fibre optique jusqu'aux habitations avec Orange et SFR et se projeter sur la vie du réseau (cadre réglementaire en attente)
- + Accompagner le démontage du réseau téléphonique historique au côté de Orange (expérimentation en cours sur Rennes)
- + Développer le LabFab étendu par une affiliation d'acteurs et de lieux partageant les mêmes objectifs et contribuant à la réussite d'un projet collectif à l'échelle de la Métropole
- + Contribuer activement à la réussite d'événements comme Fabrique ! ou MétroMix et connecter les projets détectés avec les acteurs en charge du développement économique (Le Pool, ADN Ouest...)
- + Apporter une expertise à la French Tech Rennes Saint-Malo, à ADN Ouest et favoriser sa connexion avec les acteurs du territoire

Chiffres clés 2023

10 000 salariés dans des établissements touristiques ou partiellement touristiques

2 millions de nuitées dans les hébergements touristiques (hôtellerie et autres hébergements) : retour au niveau d'avant crise

Plus de 130 événements professionnels programmés au centre des congrès

2,4 M € de collecte de taxes de séjour prévue

La raison d'être du secteur

Porte d'entrée de la Bretagne, Rennes est la capitale d'une région à forte notoriété touristique où le tourisme représente 8 % du PIB. Le tourisme est un secteur stratégique pour la métropole rennaise. Il participe à l'attractivité du territoire, améliore le cadre de vie des habitants et constitue une filière économique importante qui génère 2 millions de nuitées touristiques et autant d'excursionnistes. Ces flux génèrent des retombées économiques et sociales conséquentes pour la métropole : 240 millions d'euros par an de retombées directes et 10 000 salariés en lien avec l'activité touristique. La crise sanitaire a mis un coup de frein brutal à cette dynamique : l'année 2023 marque une reprise de l'activité mais aussi la confirmation de nouvelles approches de l'activité touristique (congrès durables, cyclotourisme...).

En 2022, le Conseil de Rennes Métropole a actualisé son ambition touristique qui est de faire la métropole rennaise :

- une destination de courts séjours urbains, de rencontres professionnelles et de tourisme tranquille référente à l'échelle nationale voire au-delà,
- également une destination d'excursions pour les touristes bretons et les habitants,
- qui développe des offres responsables et porteuses de l'identité du territoire,
- en adéquation avec ses valeurs de qualité, d'innovation et de durabilité.

Cette stratégie vise de manière transversale à faire travailler ensemble les acteurs du tourisme d'agrément et du tourisme d'affaires. Elle est financée en partie par la taxe de séjour, ressource obligatoirement affectée aux dépenses favorisant la fréquentation touristique. Rennes Métropole porte des actions en propre et soutient la SPL Destination Rennes, créée en juin 2013, pour la mise en œuvre des missions suivantes :

- Office de tourisme métropolitain et promotion de la destination métropolitaine (Convention d'objectifs et de moyens),
- Exploitation, gestion et promotion du centre des congrès Couvent des Jacobins (DSP).

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

11.80 M€	11.70 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

7.40 M€	7.10 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.90 M€	1.60 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.10 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Pilotage de la stratégie touristique
- Développement du tourisme d'agrément en lien avec *Destination Rennes*
- Développement des rencontres professionnelles en lien avec *Destination Rennes*
- Collecte de la taxe de séjour

En 2024

- + Rennes Métropole pilote la stratégie de développement touristique métropolitaine et s'assure que les nouvelles ambitions touristiques se déclinent dans les projets métropolitains, y compris le sentier métropolitain et dans le schéma directeur métropolitain du tourisme et des loisirs fluvestres qui devrait être adopté en 2024 ainsi que sur le plan réglementaire (projet de règlement de changement d'usage pour les meublés touristiques)
- + Rennes Métropole accompagne les acteurs du tourisme dans les transitions. À ce titre, un parcours d'accompagnement est travaillé en collaboration avec Destination Rennes (dans le cadre du label Destination Innovante Durable) et des aides financières sont mises en place pour accompagner la décarbonation des hébergements touristiques (aide à l'investissement et aide à l'éco-labellisation). Un travail est engagé aussi avec We Ker pour les enjeux particuliers liés à l'emploi et aux problématiques de recrutement dans le secteur du commerce de l'hôtellerie et de la restauration (CHR)
- + Rennes Métropole missionne Destination Rennes pour promouvoir la destination métropolitaine, ses atouts, ses excellences économiques, académiques, culturelles et touristiques, à travers une convention d'objectifs et de moyens 2023-2025. Dans ce cadre, Rennes Métropole confie à la SPL Destination Rennes la mission d'office de tourisme métropolitain
- + Afin de développer le tourisme d'agrément sur la destination, Rennes Métropole :
 - adhère à des réseaux professionnels touristiques permettant notamment l'échange de bonnes pratiques entre territoires touristiques
 - crée un spectacle estival de projections monumentales place du Parlement de Bretagne
- + Afin de développer les rencontres professionnelles sur la destination, Rennes Métropole :
 - confie à Destination Rennes la gestion, l'exploitation et la promotion du centre des congrès dans le cadre d'une délégation de service public dont le terme arrive fin 2025
 - missionne Destination Rennes pour exercer la fonction de Bureau des Congrès visant à animer les acteurs de la filière et faciliter l'organisation de rencontres professionnelles sur le territoire
 - apporte un soutien à certains événements professionnels à fort rayonnement, générateurs d'importantes retombées économiques pour la destination et engagés dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)
- + Par ailleurs, Rennes Métropole assure la collecte de la taxe de séjour auprès d'environ 600 hébergeurs touristiques et assure le dialogue avec les professionnels porteurs de projets
- + Rennes Métropole confie à l'AUDIAR l'observatoire du tourisme et des rencontres professionnelles

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + Obtention de la certification ISO 20121 pour un événementiel responsable par le centre des congrès en 2021
- + Labellisation de la SPL Destination Rennes en "Destination Innovante Durable" en avril 2022
- + Mobilité touristique : 76 % des touristes sont nationaux (dont 1/3 originaires du Grand Ouest), 11 % des touristes viennent en train et 20 % prennent les transports en commun pendant leur séjour (chiffres Enquête Reflet 2022 Ille et Vilaine)
- + 180 000 passages (vélos ou piétons) à l'éco compteur Rennes-Apigné (2^{ème} le plus fréquenté des Canaux de Bretagne)
- + Labellisation écoresponsable des hébergements en 2023 : 4 établissements labellisés Écolabel européen et 7 labellisés Clef verte
- + Intégration de critères d'éco-responsabilité dans le dispositif de soutien aux événements professionnels

Egalité femmes-hommes

Mesure intégrée dans le référentiel Destination Innovante Durable, dans l'enjeu n°4 : faire du tourisme un moteur de l'inclusion

Chiffres clés 2023

Campagne de promotion de Initiative citoyenne européenne "Garantir un accueil digne des migrants en Europe" :

- **200+** échanges et rencontres avec acteurs institutionnels, ONG, réseaux

- **35** villes européennes, **12** pays traversés, **2 000 km** en train et vélo dans le cadre du projet citoyen Dignitour

Saison **2022-2023** : soutien à l'organisation par l'Institut Confucius de Bretagne de

80 événements culturels ; interventions et temps d'activités périscolaires auprès de **2 200** élèves.

Soutien à l'organisation par la Maison de l'Europe de conférences et tables rondes réunissant plus de **500** participants sur l'agriculture, la mobilité des jeunes, l'enseignement supérieur.

Soutien à la formation de **20** acteurs jeunesse des communes de Rennes Métropole sur la mobilité internationale.

Enseignement supérieur

Accompagnement par le Centre de Mobilité Internationale de **2 700** étudiants et **770** chercheurs.

Solidarité internationale

Soutien à **9** projets associatifs d'accès aux services essentiels et **2** aides d'urgences pour le Maroc et la Turquie

La raison d'être du secteur

Le projet de territoire de Rennes Métropole fait un axe fort de l'inscription de la Métropole sur les scènes européennes et internationales en privilégiant une approche par réseaux, projets, et *via* la mobilisation des acteurs du territoire.

Il s'agit d'une part de participer à l'internationalisation de Rennes Métropole en renforçant et valorisant aux échelons européen et internationaux les politiques publiques exemplaires et les excellences du territoire. Les thèmes prioritaires sont notamment liés aux solidarités et à la cohésion sociale et aux transitions écologique et énergétique.

Il s'agit par ailleurs de favoriser et d'accompagner le développement international des acteurs du territoire (universités, centres de recherche, associations, entreprises...). Dans ce cadre l'attractivité internationale du site universitaire rennais et l'intégration de chercheurs dans les réseaux européens constituent l'une des priorités d'intervention de Rennes Métropole.

Il s'agit enfin de porter une politique de solidarité internationale métropolitaine dont les premiers outils et actions seront liés aux compétences métropolitaines autour de l'eau, l'assainissement et plus avant les déchets et l'énergie.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

0.30 M€

0.20 M€

Recettes de fonctionnement

0.00 M€

0.00 M€

Dépenses d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Recettes d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Les actions

→ Soutenir l'internationalisation du territoire

En 2024

→ Soutenir l'internationalisation du territoire

- + Poursuivre la **veille** et l'**accompagnement au montage de projets européens** pour repérer les financements et les bonnes pratiques afin d'enrichir et promouvoir les politiques publiques de la Métropole
- + **Identifier et mettre en œuvre les actions à l'international utiles à la valorisation et au renforcement des enjeux forts de la Métropole** via la promotion de l'**initiative citoyenne européenne**, autres projets portés avec des collectivités européennes, plaidoyer, valorisation dans les réseaux et sur la scène européenne
- + **Promouvoir la citoyenneté européenne** avec les partenaires institutionnels et collectivités du territoire, notamment à l'occasion du mois de l'Europe en mai, puis des élections européennes en juin 2024
- + Renforcer et cibler la **participation au sein des réseaux européens et internationaux de villes**. Concernant **Eurocities**, participation pour l'échange de bonnes pratiques, promotion du territoire, recherche de partenariats sur projets en privilégiant les thématiques de **cohésion sociale et d'innovation sociale et sociétale (dont la citoyenneté européenne)** et celles relatives au Pacte Vert
- + **Assurer la promotion internationale sur le territoire métropolitain et la coordination avec les acteurs** : favoriser l'interconnaissance avec et entre les acteurs locaux et accompagner leur promotion et leurs coopérations à l'international
- + **Promouvoir la mobilité internationale des jeunes métropolitains** et des structure qui les accompagnent et les forment
- + **Mettre en œuvre et déployer la politique de solidarité internationale de la Métropole** autour des thématiques de l'eau, l'assainissement, les déchets et l'énergie sur les 3 volets désignés par la convention-cadre d'avril 2022 : soutien associatif via le Fonds d'Accès aux Services Essentiels (FASE), coopérations décentralisées et aides d'urgence
- + **Soutien des acteurs associatifs** promouvant l'internationalisation du territoire notamment l'Institut Confucius de Bretagne et la Maison de l'Europe
- + Favoriser les **coopérations internationales des établissements d'enseignement supérieur et de recherche**
 - 1/ en encourageant la mobilité doctorale (dispositif des bourses de mobilité à destination des doctorants)
 - 2/ en favorisant l'accueil et l'accompagnement des chercheurs et étudiants étrangers via le soutien au Centre de Mobilité Internationale
 - 3/ en soutenant les activités du centre EIT de Rennes, "nœud" rennais de l'European Institute of Innovation & Technology qui promeut les synergies et la coopération entre les entreprises et les établissements rennais d'enseignement supérieur et de recherche afin de renforcer la capacité d'innovation du territoire

Secteur

Chiffres clés 2023

Lignes nouvelles Ouest Bretagne Pays-de-Loire (LNOBPL) :

1085 personnes et acteurs publics ont contribué à la phase de dialogue territorial initiée par SNCF Réseau fin 2021-début 2022. Une nouvelle phase d'études préliminaires est désormais engagée pour ce projet.

Nœud ferroviaire de Rennes :

Poursuite des études visant à l'amélioration du schéma directeur du nœud ferroviaire de Rennes. L'étude complémentaire, initiée en 2020, se poursuit. Après des travaux débutés en 2021, le projet 2TMV (2 trains sur une même voie en gare de Rennes) a abouti à la mise en service technique du dispositif en septembre 2023. Il rendra possible, à partir de l'automne 2024, l'augmentation de **30%** du nombre de TER circulant sur l'étoile ferroviaire rennaise, principalement en flanc de pointe.

La raison d'être du secteur

Ce programme inclut le soutien aux grands projets d'accessibilité de la Bretagne dans les domaines ferroviaire et aéroportuaire. Il s'agit à la fois :

- de soutenir et d'accompagner les projets qui permettent d'insérer le territoire dans le réseau à grande vitesse européen, afin de compléter l'offre globale de mobilité pour les acteurs métropolitains.
- de participer à l'amélioration des performances du nœud ferroviaire de Rennes, la gare de Rennes étant la porte d'entrée de l'ensemble des circulations ferroviaires – marchandises et voyageurs – de la Bretagne

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de Fonctionnement

0.00 M€

0.00 M€

Recettes de fonctionnement

0.00 M€

0.00 M€

Dépenses d'investissement

1.10 M€

1.70 M€

Recettes d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Les actions

- Renforcer l'accessibilité du territoire

→ Contributions de Rennes métropole :

- + **au projet d'accessibilité du Grand Ouest**, via notamment la poursuite des études préliminaires au projet de Lignes Nouvelles Ouest Bretagne Pays-de-la-Loire (LNOBPL) qui vise à mettre Brest et Quimper à 3 h de Paris et à permettre une desserte cadencée à la demi-heure entre Rennes et Nantes. Une première phase d'études préliminaires a été engagée en 2020, à laquelle la Métropole participe. Un avenant à la convention signé par les partenaires en 2023 va permettre d'approfondir les études techniques et juridiques en vue d'aboutir à un scénario consolidé d'aménagements possibles
- + **au redimensionnement des infrastructures ferroviaires rennaises** pour anticiper l'augmentation du trafic ferroviaire (TGV et TER), via :
 - **la poursuite du programme de désaturation de la gare de Rennes** : L'étude d'opportunité "Schéma directeur du nœud ferroviaire de Rennes, cofinancée par Rennes Métropole, se poursuit avec les différentes opérations à mettre en œuvre dans le cadre du volet accessibilité du CPER
 - **l'amélioration des performances du schéma directeur du nœud ferroviaire de Rennes** : dans le prolongement de la mise en service en septembre 2023 du **nouveau système de signalisation ferroviaire 2TMV** (2 trains sur une même voie) visant à accroître la capacité d'accueil de trains en gare de Rennes et la performance, la robustesse et la sécurité de l'ensemble des liaisons ferroviaires, **l'automne 2024 devrait se traduire par des premiers développements concrets de l'offre TER en flanc de pointe sur les branches de l'étoile ferroviaire rennaise** (Rennes-Vitré, Rennes-Montreuil-St-Malo, Rennes-La Brohinière-St-Brieuc, Rennes-Messac-Vannes)
- + **aux travaux complémentaires visant à réduire les nuisances sonores** occasionnées par la Ligne à Grande Vitesse (LGV) Paris-Rennes. Rennes Métropole assume les impacts de la LGV et cofinance une convention financière, signée en 2020, avec l'État, la Région Bretagne, les 4 départements bretons et Brest Métropole. Après une première phase 2020-2023 d'intervention et d'accompagnement des habitants impactés, la définition des conditions d'achèvement de ce programme interviendra en 2024
- + à l'amélioration des liaisons à grande vitesse nationales, européennes et de l'accès aux aéroports parisiens via la création du barreau Sud Massy-Valenton
- + à l'accessibilité aérienne du territoire vers les principaux hubs européens
- + participation à la négociation du volet mobilités 2023-2027 du Contrat Plan État-Région qui intègre une partie de ces projets

ENVIRONNEMENT, ENERGIE, SERVICES ET RESEAUX METROPOLITAINS

- Qualité environnementale, gestion et prévention des risques
- Énergie et réseaux de chaleur
- Assainissement
- Gestion durable des déchets et économie circulaire
- Crématorium

±

++.....

+.....



Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Défense Extérieure Contre l'Incendie : **4338** points d'eau en 2022

30 masses d'eau (tronçon de rivière fleuve ou canal) drainées par la métropole sont de qualité moyenne à médiocre. Le territoire est ainsi moins armé pour faire face aux à-coups climatiques comme la sécheresse de l'été – automne 2022.

Le bassin versant drainé par la Vilaine sur Rennes Métropole et en amont a une superficie de **4000** km² et concerne une population de **740 000** habitants.

Ouvrages de protection contre les inondations de Rennes Métropole : **4** systèmes d'endiguement (à Rennes) et **2** aménagements hydrauliques + 1 ouvrage de ralentissement (au Rheu)

La raison d'être du secteur

En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement, le législateur a confié plusieurs compétences aux métropoles, parmi lesquelles

- La lutte contre la pollution de l'air,
- La lutte contre les nuisances sonores,
- La gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

En matière de qualité de l'air, Rennes Métropole exerce sa compétence à travers la surveillance (confiée à Air Breizh), des études de connaissance et des interventions opérationnelles visant à réduire les émissions et protéger les populations exposées. Les PCAET, PDU et PLUI intègrent cette thématique. Le 3^{ème} Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), élaboré par l'État en collaboration étroite avec Rennes Métropole, a été approuvé fin 2022. Le nouveau Plan d'Action pour la Qualité de l'Air (PAQA) que la Loi d'Orientation sur les Mobilités adosse au PCAET est en cours d'élaboration.

En matière de bruit, Rennes Métropole est dotée de cartes stratégiques de bruit et d'un Plan de Prévention du Bruit lié aux infrastructures de transport. Elle participe à la commission consultative de l'aéroport. Le classement sonore des voies, de responsabilité État et qui s'impose aux constructions neuves, est entré en révision fin 2021.

La protection de la santé des populations se traduit aussi par le travail mené sur la pollution des sols. Les opérations d'aménagement, dans un contexte de renouvellement urbain, nécessitent la conduite d'études et de travaux de dépollution visant à rendre le site compatible avec son usage futur.

En matière de prévention des risques incendie, Rennes Métropole est le second contributeur d'Ille-et-Vilaine au budget du SDIS 35 après le Conseil départemental. Par ailleurs, Rennes Métropole s'est vu transférer au 1^{er} janvier 2015 la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

Rennes Métropole a transféré en 2022 sa compétence gestion des milieux aquatiques à l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Eaux & Vilaine. L'objectif est de restaurer les rivières et zones humides pour retrouver le bon état, et améliorer la qualité et la quantité de la ressource en eau et de la biodiversité.

Concernant la protection contre les inondations, Rennes Métropole est chargée de définir et de régulariser les ouvrages contribuant à la protection contre les inondations et d'en assurer l'entretien. La régularisation des systèmes d'endiguement rennais est réalisée ; les études préalables à la déclaration des aménagements hydrauliques hors Rennes se poursuivent.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

25.50 M€	26.90 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

2.10 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.50 M€	1.60 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.10 M€	0.10 M€
---------	---------

Les actions

- Diagnostiquer et améliorer les milieux aquatiques
- Prévenir les inondations
- Prévenir les risques d'incendie

En 2024

- + En matière de qualité de l'air, sont prévus en 2024 : la poursuite de la surveillance de la qualité de l'air via les stations de mesures et la poursuite des actions engagées dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain (PDU) et du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : surveillance des pesticides en milieu urbain, étude sur l'impact du chauffage au bois sur la qualité de l'air, étude d'une zone à faible émission, actualisation des inventaires d'émissions et modélisation des concentrations. Le calendrier d'adoption du Plan d'Action pour la Qualité de l'Air (PAQA) sera calé sur celui du PCAET
- + En matière de bruit, le nouveau classement sonore des voies devrait être adopté en 2024, avec actualisation des zones de vigilance au PLUI. Des campagnes de mesures sont prévues ainsi que des actions opérationnelles sur voirie
- + La poursuite des études de gestion de la pollution des sols en lien avec les projets de construction et d'aménagement
- + Prévention des risques incendie : poursuite de l'élaboration des Schémas Communaux de DECI
- + Gestion des milieux aquatiques : l'ambition financière définie collectivement avec les EPCI de l'amont de la Vilaine est atteinte depuis 2023. Le principal opérateur de bassin versant, l'établissement public territorial du Bassin de la Vilaine (EPTB Eaux & Vilaine) dispose d'une enveloppe financière à hauteur du programme de mesures du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire Bretagne. Rennes Métropole contribue à hauteur de 47% au volume total apporté par les 12 EPCI de l'amont de la Vilaine. Par ailleurs, une étude relative à la renaturation du Blosne sera engagée en 2024.
- + Prévention des inondations : en 2024, les travaux de suppression de la digue Villebois Mareuil à Rennes, seront engagés. L'étude sur les couloirs de ruissellement se poursuivra ; les cartes d'aléas ruissellement seront connues en 2024

Chiffres clés 2023

Réseaux de chaleur

5 réseaux de chaleur en service
(3 à Rennes, 1 à Vezin-Le-Coquet, 1 à Chartres de Bretagne)

54 300 équivalents logements desservis

Énergie livrée : **390 000 MWh**
dont **62 % d'énergie renouvelable** (bois et valorisation énergétique déchets)

La raison d'être du secteur

Les COP successives pointent la nécessité d'une mobilisation active de l'ensemble des acteurs politiques et socio-économiques, de l'international au local, pour lutter contre le changement climatique et réduire la vulnérabilité énergétique des territoires et populations. Ces enjeux obligent à construire une transition vers un nouveau modèle où l'on cherche, d'une part, à diminuer les consommations d'énergie et les émissions de polluants, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et d'autre part, à développer un approvisionnement basé sur des ressources renouvelables. Ces défis sont aussi des opportunités de développement et d'innovations technologiques, économiques, sociétales.

Ces enjeux sont fortement présents dans le projet de territoire, dont un des objectifs est l'engagement dans la transition énergétique afin d'améliorer l'efficacité du système énergétique territorial.

Le passage en métropole a sensiblement étoffé les compétences ayant un impact en matière d'énergie. En plus des leviers de l'habitat, de l'aménagement et de la mobilité, la loi MAPTAM a doté les métropoles de nouvelles responsabilités en termes de réseaux de chaleur urbains, de gestion des concessions de distribution du gaz et de l'électricité, de services urbains (l'assainissement, l'eau, l'éclairage public).

Parce que les territoires disposent de leviers d'intervention et parce qu'ils ont la capacité de fédérer les forces vives, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015 confie aux EPCI de plus de 50 000 habitants la responsabilité des Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET), dans une logique de déclinaison territoriale des engagements nationaux et régionaux.

Le programme « Énergie et réseaux de chaleur » regroupe les budgets nécessaires pour :

- la construction et l'animation de la politique de transition énergétique (PCAET de Rennes Métropole, accompagnement des démarches communales, soutien aux initiatives d'acteurs) ;
- le développement de projets opérationnels thématiques tels que :
 - la rénovation énergétique du parc de logements privés,
 - la gestion, la modernisation et le développement des réseaux de chaleur,
 - les infrastructures électriques et les smart grids.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.30 M€	8.60 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

4.60 M€	6.10 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

6.90 M€	12.10 M€
---------	----------

Recettes d'investissement

1.00 M€	1.20 M€
---------	---------

Les actions

- Mobiliser et sensibiliser à la transition énergétique
- Susciter et accompagner les opérations de réhabilitation thermique
- Définir, suivre et partager les orientations stratégiques en matière de climat et énergie
- Gérer, moderniser et développer les réseaux de chaleur
- Participer au développement des infrastructures électriques
- Contrôler les concessions de distribution de gaz

En 2024

+ Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et mobilisation des acteurs

Le processus de révision du PCAET a été lancé en 2023, et se poursuivra en 2024 (arrêt du projet prévu début 2025) avec l'objectif d'une mobilisation renforcée des citoyens (démarche spécifique lancée fin 2023), des acteurs socio-économiques (reconduction de la Conférence Locale du Climat en avril 2024, dans un contexte de planification énergétique nationale et locale) et des communes (réseau d'échange). La stratégie d'adaptation au changement climatique du territoire sera produite

+ Planification énergétique, énergies renouvelables (EnR) et smart grid

Renforcement du développement des énergies renouvelables, sur le patrimoine de la collectivité ou à l'échelle du territoire : Rennes Métropole confortera son soutien à la SEM Energ'iv afin de faciliter le développement de projets d'EnR ancrés localement. Deux études seront conduites : L'une, confiée au SDE35, sur le potentiel et les conditions de développement du biogaz, en coopération avec les EPCI voisins ; L'autre sur le potentiel et les conditions de développement de l'électricité renouvelable à échelle Rennes Métropole. Les cartes de zones d'accélération seront élaborées par les communes (loi APER 2023). Des projets photovoltaïques verront le jour (ombrières sur parking, toitures...) tandis que la modification du PLUI devrait permettre d'intégrer certaines prescriptions du référentiel énergie bas carbone

+ Rénovation énergétique

Le dispositif écoTravo, qui vise à faciliter la rénovation énergétique des maisons et copropriétés, fera l'objet d'une évaluation en 2024, dans l'objectif de construire une version adaptée aux besoins/opportunités locaux et au nouveau cadre national (France Renov, Mon accompagnateur Renov, Nouveaux Audits-DPE, Obligations de rénovation EFG, Aides MaPrimRénov...). La question de l'offre de financement sera travaillée, en lien avec le démarrage d'une étude régionale. Côté patrimoine des communes, le SDE35 devrait lancer son offre d'accompagnement, à articuler avec le CEP de l'ALEC et le fond de concours de Rennes Métropole

+ Procédure de renouvellement de la concession pour le Réseau de Chaleur Rennes Sud,

La conclusion du contrat de concession, adossé à une SEMOP interviendra courant 2024 et permettra le déploiement d'un programme ambitieux de développement et de verdissement du réseau Rennes Sud, à partir de 2025. Ce projet s'assortira d'une progression sensible du mix EnR&R du réseau (cible mini = 85% EnR&R), avec notamment la perspective d'une nouvelle chaufferie biomasse, pour laquelle un terrain sur la commune de Saint-Jacques-de-la-Lande (intra-rocade) serait mis à disposition

Dans ce contexte, les modalités économiques de la cession foncière du terrain d'implantation de la centrale de cogénération biomasse DALKIA des Boëdriers, ont été entérinées entre la Ville de Rennes (vendeur) et Rennes Métropole (Acquéreur). Cette cession foncière s'accompagnera d'un transfert automatique du bail emphytéotique (stipulant notamment les conditions de vente de la chaleur produite sur cette centrale au réseau de chaleur Rennes Sud), et permettra demain à Rennes Métropole d'asseoir sa compétence des réseaux de chaleur sur une maîtrise de l'ensemble des équipements industriels en présence

+ Une étude Schéma Directeur RCU 2035 favorisant le développement et la création de nouveaux réseaux de chaleur de tailles plus modestes

L'étude Schéma Directeur a, dans son 1^{er} volet achevé, permis une validation politique de scénarii de développements ambitieux, souhaités pour les réseaux de chaleur Rennes Sud, Vezin-le-Coquet et Chartres-de-Bretagne. Ces scénarii se mettront désormais en œuvre au gré du futur contrat de concession Rennes Sud et des projets d'aménagement, s'agissant des deux autres communes d'accueil

Le 2^{ème} volet de cette étude, visant à faire émerger de nouvelles opportunités de réseaux de chaleur (investigations en cours de 5 nouveaux réseaux), produira ses effets fin 2023/début 2024

En marge de ce Schéma Directeur, la Régie des réseaux de chaleur de Rennes Métropole poursuit sa conduite d'opération sur la création du réseau de chaleur urbain de Le Rheu, pour une mise en service projetée à l'automne 2025. Pour ce faire, une consultation en cours, porte sur la conception, réalisation et exploitation sur les 3 premières années de la future chaufferie (à implanter sur un foncier communal) et une prochaine consultation concernera la réalisation de son réseau de distribution

+ Reconduction de la Concession de distribution publique de Gaz sur la Ville de Rennes

Rennes Métropole vient d'approuver les principes :

- d'un maintien du mode de gestion concessif (avec l'opérateur GRDF) pour toutes les communes dont les contrats arriveront à échéance sur les prochaines années, dont désormais la 1^{ère} en date, la Ville de Rennes (échéance : 6 juin 2024)
- d'une intégration progressive et automatique (à échéances de leurs contrats) de ces communes dans le traité unique de concession pour la distribution publique de gaz, conclu pour 30 ans, en 2017, selon le dernier modèle 2022

Cette perspective d'élargissement du traité unique, à l'échelle de l'ensemble des communes métropolitaines desservies par un réseau de distribution de gaz, est l'occasion de rediscuter avec l'opérateur, et avec l'accompagnement d'un AMO, des dispositions contractuelles et enjeux (notamment de transition énergétique) de ce traité. Ces négociations, en cours, se traduiront par un avenant structurant à survenir au printemps 2024, concomitamment au renouvellement du contrat de la Ville de Rennes

+ Contribution à la structuration d'une filière d'approvisionnement locale et durable en Bois énergie

Rennes Métropole participe aux divers travaux menés dans le cadre de la démarche Bois/Forêts/Territoire et du Plan Bois Energie Bretagne

Sur la filière Bois énergie, Rennes Métropole participe aux côtés de AILE, l'ALEC, le Pays de Rennes et CBB35 à une dynamique naissante de mobilisation des agriculteurs locaux, en faveur d'un rapprochement entre une ressource locale de qualité (satisfaisant à une logique de gestion durable) et les besoins d'approvisionnement en biomasse des réseaux de chaleur urbain, en guise d'alternative au brûlage à l'air libre

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Environ **1 600 km** de réseaux

Plus de **250** postes de refoulement

25 unités de traitement collectives des eaux

Plus de **188 000** abonnés

9 495 installations d'assainissement non collectif

Tarification écologique et solidaire déployée.

Décision de reprendre **100%** du territoire en régie directe à horizon 2025

Début d'application de la trajectoire de la redevance assainissement avec un taux de renouvellement de réseaux annuel de **1,25%**

La raison d'être du secteur

Depuis le 1^{er} janvier 2015, en application de la loi MAPTAM, Rennes Métropole a pris la compétence assainissement des eaux usées sur les 43 communes du territoire de Rennes Métropole.

Les enjeux de cette compétence sont de :

- développer les infrastructures (réseaux et installations de traitement) nécessaires au développement de la Métropole et à la préservation des milieux naturels) ;
- autoriser et contrôler les branchements d'assainissement aux réseaux de collecte ou les installations d'assainissement non collectif ;
- entretenir et exploiter les réseaux de collecte d'assainissement collectif ;
- surveiller et exploiter les unités de traitement collectives des eaux usées et de leurs sous-produits (sables, graisses, boues, ...) ;
- garantir une meilleure qualité du service public et un traitement équitable des usagers métropolitains.

Le conseil métropolitain du 17 décembre 2015 a par ailleurs fixé les orientations générales de la politique d'assainissement :

- exercer un contrôle public étroit sur le service ;
- gérer de manière cohérente les impacts sur le milieu naturel ;
- rationaliser les modes de gestion ;
- maîtriser le prix du service et harmoniser le prix de l'eau et de l'assainissement
- mettre en place une tarification sociale de l'eau et de l'assainissement.

Afin de respecter ces enjeux, plusieurs actions sont programmées, qui permettront de :

- réaliser des études stratégiques pour affiner les objectifs et les actions à mettre en œuvre ;
- améliorer la connaissance du patrimoine ;
- réhabiliter des collecteurs ;
- réaliser de nouveaux collecteurs ;
- améliorer le fonctionnement des unités de traitement.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

23.00 M€	20.10 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

26.30 M€	29.80 M€
----------	----------

Dépenses d'investissement

31.10 M€	35.30 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

3.60 M€	2.20 M€
---------	---------

Les actions

- Créer, aménager et assurer la maintenance des réseaux de collecte d'eaux usées
- Réaliser des études structurantes pour les infrastructures
- S'inscrire dans une démarche d'amélioration de la qualité
- Exploiter le système d'assainissement
- Participer à des actions de solidarité locales et internationales

En 2024

- + Extension des stations d'épuration, en 2024 :
 - Engagement des travaux sur la STEP de Cintré, pour une livraison mi-2025
 - Poursuite des travaux d'extension des STEP de Romillé (mise service fin 2024) et Brécé (mise en service début 2025)
- + Création d'une nouvelle station d'épuration à Bruz avec un digesteur et un incinérateur : la consultation pour le marché de conception/réalisation sera engagée en 2024 ; le choix du prestataire sera fait en fin d'année 2024
- + Réduire les déversements de réseaux par temps de pluie : le démarrage de la construction du bassin tampon St Hélier est programmé en 2024
- + Déploiement des schémas directeurs locaux : les schémas directeurs du système de Rennes Beaurade (lot 5) et du lot 6 ont démarré en 2022 et se poursuivront en 2024
- + Dépenses liées au renouvellement des réseaux à l'occasion des aménagements de voirie et d'espaces publics. La PPI liée à la compétence Voirie a été arbitrée à l'été 2021 et la plupart des opérations sont engagées. Les dépenses de renouvellement des réseaux seront donc en hausse en 2024
- + Dépenses liées au renouvellement des réseaux hors aménagement de voirie et d'espaces publics : déploiement du plan de renouvellement des réseaux avec une ambition d'1,25% par an en 2025, soit un objectif de 13 millions d'€ de dépense chaque année
- + Continuer le déploiement progressif de la régie directe sur l'ensemble du territoire métropolitain et la réorganisation de la direction de l'assainissement avec effet total au 1er janvier 2025
- + Consolider l'envoi des Chèques Eau passés de 30 à 40 € en 2022 aux plus des 16 000 bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire et poursuivre l'harmonisation tarifaire
- + En 2024, deuxième année d'application d'un tarif unique assainissement sur la totalité du territoire métropolitain

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

Consommation d'énergie 2021 : 26.3 millions de kWh => objectif 2026 : 21.5 millions de kWh

Production d'énergie renouvelable 2021 : 1.19 millions de kWh => objectif 2026 : 2 millions de kWh

Chiffres clés 2023

Empreinte matière

13,9 T/an et par habitant (chiffre OEB, au regard d'un niveau soutenable de 5 à 6 T à 2050)

3,8 tonnes de matériaux consommés sur les chantiers du territoire par an et par habitant

Deux fois plus de matériaux consommés sur les chantiers que de déchets produits

Déchets ménagers et assimilés :

457 kg de déchets par an et par habitant, dont **176 kg** d'ordures ménagères résiduelles

Taux de valorisation global 2022 : **88 %**

Collecte

230 000 bacs roulants

1 908 conteneurs enterrés et

935 conteneurs aériens

1 532 045 km parcourus (en GNV à 95%)

Déchèteries

18 déchèteries et **6** plateformes végétaux

Prévention des déchets

500 aires de compostage partagé

Plus de 35 000 composteurs individuels distribués depuis 1995

La raison d'être du secteur

La **politique économie circulaire** vise à promouvoir et développer un système économique d'échanges et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus. La feuille de route de Rennes Métropole a été validée lors du Conseil de novembre 2023.

Le service public de gestion et prévention (SPGD) des déchets porte, quant à lui, exclusivement sur les déchets produits par les ménages de Rennes Métropole ainsi que sur les déchets assimilables aux déchets ménagers. La stratégie déchets validée en 2022 a établi les objectifs et les actions prioritaires à horizon 2030.

Cette stratégie s'articule autour des objectifs de réduction des déchets à la source, de valorisation des déchets au mieux de leur potentiel (réemploi, valorisations matière et organique) et d'optimisation des collectes en conciliant maîtrise des coûts et service de qualité conformément à la hiérarchie des modes de traitement à savoir : éviter la production du déchet (prévention) ; préparation en vue de la réutilisation sans autre opération de traitement ; recyclage ; toute autre valorisation et en particulier la valorisation énergétique pour la production de chaleur ou d'énergie ; en dernier recours l'élimination (incinération sans valorisation énergétique ou enfouissement).

Sur les quelques 300 emplois en lien avec les activités de la Direction des Déchets (collectes, tri, gestion des déchèteries, incinération des déchets), 70 postes au sein des entreprises prestataires et délégataires de service sont des postes d'insertion.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

61.20 M€	65.60 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

12.90 M€	9.80 M€
----------	---------

Dépenses d'investissement

59.30 M€	39.30 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

0.00 M€	2.10 M€
---------	---------

Les actions

- Développer l'économie circulaire en engageant les acteurs socio-économiques sur les principes de réduction, réutilisation, recyclage.
- Accompagner les publics et initier des changements de comportement : mise en avant de la hiérarchie des modes de traitement qui place la réduction à la source comme priorité en matière de déchets
- Optimiser le service rendu
- Collecter les déchets en limitant l'impact carbone (véhicules GNV, vélo, etc, et réduction de fréquences)
- Offrir un service de proximité pour la gestion des déchets occasionnels et favoriser le ré-emploi
- Trier les déchets en vue de la valorisation matière et organique
- Incinérer les déchets en vue de leur valorisation énergétique

En 2024

Economie circulaire :

- + Établissement de la charte économie circulaire avec les partenaires du territoire. Cinq filières seront prioritaires : le BTP, l'alimentation, les équipements électriques et électroniques, les équipements de transport, ainsi que le textile (au titre du plan local de prévention des déchets)
- + Consolidation des soutiens aux projets d'entreprises et d'associations développant des activités contribuant à la création de boucles d'économie circulaire locales (en complémentarité et articulation avec les outils portés par la DEEI) : phases d'étude et expérimentations, dispositifs et/ ou appels à projets dédiés, animation des éco-systèmes dans le but de développer de nouvelles coopérations économiques et solutions circulaires locales
- + Lancement d'une démarche d'opérations d'urbanisme circulaires, intégrant dès leur conception la mise en place de pratiques visant à préserver les ressources et prévenir le déchet et stimulant les filières circulaires locales et la montée en compétence des entreprises
- + Etude du modèle économique et juridique de lieux de proximité dédiés au réemploi et à la réparation, en priorité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
- + Application, sur la thématique des déchets ménagers et assimilés, de la démarche de changement de comportements de la Métropole. Identification des expérimentations à mener et déploiement d'une première expérimentation

Service public de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés :

- + Relations usagers :
 - Poursuite de la sensibilisation des foyers en immeuble passant en collecte en abri-bacs pour le tri de leurs déchets alimentaires (103 000 foyers sur Rennes, Cesson-Sévigné et Saint-Jacques-de-la-Lande)
 - Accompagnement au changement de pratiques des habitants en matière d'utilisation des ressources végétales au jardin, en lien avec l'arrêt de la collecte en intra-rocade de Rennes et le 0 tonte en déchèterie au 01/01/2024
 - Lancement du portail usagers et début de l'information incitative
- + Collectes :
 - déploiement du schéma de tri à la source des biodéchets (collecte et compostage de proximité)
 - préparation du démarrage des nouveaux marchés de collecte (pour démarrage en février 2025)
 - réflexion sur les services liés aux déchets encombrants et lancement des procédures de consultation nécessaires
 - Arrêt de la collecte des végétaux sur la ville de Rennes
- + Déchèteries :
 - Jardin zéro déchet : arrêt de l'accueil des tontes en déchèterie
 - Poursuite de la mise en œuvre du schéma réemploi par l'expérimentation de la plateforme logistique
 - Déploiement des nouveaux dispositifs de responsabilité élargie des producteurs (ABJ, jeux et jouets, ASL, PMCB)
 - Expérimentation du contrôle d'accès sur un premier site
- + Usine de Valorisation Énergétique :
 - Poursuite des travaux de réhabilitation de l'UVE de Villejean
 - Poursuite de la mise en œuvre opérationnelle du plan de détournement des déchets de la métropole vers d'autres installations de traitement en régions Pays de la Loire, Normandie et Bretagne pendant l'arrêt de l'UVE. Opération de transfert des déchets réalisée sur les sites de la Barre Thomas et de Bourgbarré. Progression du recours à l'enfouissement par diminution des capacités disponibles en valorisation énergétique.
- + Post-exploitation de l'installation de stockage des déchets non dangereux et poursuite des études relatives à la reconversion du site (parc photovoltaïque, plateforme végétaux)

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

DMA : 457 kg de déchets par an et par habitant, dont **176 kg** d'ordures ménagères résiduelles

Taux de valorisation global : **88% hors inerte**

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

1574 crémations réalisées en 2022 (rapport activité)

Une activité en hausse de **+6.3 %** par rapport à 2021

Changement de délégataire au 1^{er} janvier 2024 pour une durée de 5 ans

4 agents

La raison d'être du secteur

Rennes Métropole est statutairement compétente, depuis l'édiction de l'arrêté préfectoral du 13 août 2003 portant extension de ses compétences, pour la création et la gestion des crématoriums.

Depuis 2009, après sa construction sous maîtrise d'ouvrage directe de Rennes Métropole, la gestion du crématorium situé à Vern-sur-Seiche est confiée à un exploitant après procédure de délégation de service public.

Le délégataire assure à ses frais la maintenance, le nettoyage et l'entretien de **l'ensemble des biens mis à disposition** constitués des locaux ouverts au public (hall d'accueil, salles de cérémonie, salles d'attente, salle de convivialité, salle de remise de l'urne...), de locaux techniques à usage exclusif du personnel du crématorium (salle d'introduction du cercueil, salle des fours, local de dépôt temporaire des urnes, locaux techniques divers...), des espaces extérieurs (parkings, espaces verts, clôture...).

Le délégataire assure l'ensemble des missions d'exploitation du service : l'accueil des familles, la tenue du planning de réservation et la vérification du dossier administratif, la crémation des cercueils et la pulvérisation des cendres, la mise à disposition des personnels qualifiés, l'organisation des cérémonies à la demande des familles, les contrôles techniques nécessaires au bon fonctionnement du four et le bon entretien des installations, les contrôles de fumées...

Les investissements, c'est-à-dire les travaux neufs et les travaux de grosses réparations des ouvrages mis à la disposition du délégataire, sont à la charge de Rennes Métropole.

En contrepartie de la mise à disposition des biens, l'exploitant verse une redevance annuelle à Rennes Métropole, composée d'une partie fixe et d'une partie variable liée à l'activité.

Rennes Métropole contrôle l'exploitation du service par le délégataire.

Le Comité d'Éthique est informé annuellement de l'activité et émet des avis et recommandations.

Budget 2023	Budget 2024
Dépenses de fonctionnement	
0.10 M€	0.10 M€
Recettes de fonctionnement	
0.30 M€	0.40 M€
Dépenses d'investissement	
0.40 M€	1.60 M€
Recettes d'investissement	
0.00 M€	0.00 M€

Les actions

- Assurer le bon fonctionnement et la continuité de service du crématorium
- Veiller à la réalisation des travaux neufs et de grosses réparations
- Percevoir la redevance du délégataire

En 2024

- + À compter du 1^{er} janvier 2024, un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du crématorium va être passé pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028
- + En matière de gros entretien et renouvellement, considérant l'usure anormale et prématurée du dispositif de filtration, des enjeux en terme de continuité d'activité et en lien avec le renouvellement de la DSP, le système de filtration des fumées va être remplacé prématurément. Cette opération d'un montant total estimé à 980 K€, va nécessiter également des travaux d'intégration du système sur le bâtiment. Une provision de 15 000 € pour des frais d'études a été inscrite pour 2024. Les travaux vont se dérouler sur 2025
- + Lors du bureau métropolitain du 6 juillet 2023, l'avant-projet du projet d'extension du site a été approuvé et son enveloppe financière a été portée à 3 980 000 € HT. Cette opération prévoit :
 - o De porter la capacité globale du site de 80 à 200 places de stationnement avec un espace pour une extension ultérieure sur la parcelle acquise en 2018
 - o De poursuivre les travaux d'amélioration de l'accessibilité au site avec la réalisation d'un rond-point d'accès
 - o De créer un espace de dispersion des cendres et de réserver une zone pour l'inhumation des urnes à aménager ultérieurement si besoin (site cinéraire)
 - o La création d'un espace de cérémonie en extérieur permettant de réaliser les hommages dans un site naturel qualitatif
 - o De construire une salle de convivialité dans un nouveau bâtiment
 - o De réaménager l'accueil, d'étendre les locaux techniques et de réfléchir au devenir du bassin extérieur
 - o De mettre en place des ombrières photovoltaïques sur une surface d'environ 66 % des places de stationnement pour permettre l'autoconsommation maximale des équipements du site

Une provision de 1 565 000 € HT a été inscrite au budget 2024 pour le paiement des 1^{ères} dépenses liées aux travaux

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

Indicateurs

- + Électricité - consommation totale du site ramenée au nombre de crémations (en Kwh)
→ 2022 : 121 Kwh/crémation
- + Gaz - consommation totale du site ramenée au nombre de crémations (en Kwh)
→ 2022 : 567 Kwh/crémation

MOBILITE ET TRANSPORTS

- Développement des transports urbains collectifs
- Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : définir la stratégie et offrir des services de mobilité
- Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : adapter le domaine de voirie pour répondre aux objectifs des politiques de mobilité
- Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : aménagement et requalification des espaces publics de voirie dans les secteurs
- Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : exploiter et entretenir le patrimoine de voirie

+

++.....

+.....



Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Un patrimoine de l'ordre de **2 Md€** de valeur d'actif initiale

30 stations de métro, **6** agences commerciales, **8** parcs relais, **2** dépôts de bus, **2** garages atelier du métro, **238** bus, **55** rames de métro, **30** minibus Handistar, **76** véhicules légers ...

Offre de transport : **495** bus sur le réseau Star (bus Rennes Métropole +bus transporteurs sous-traitants) réalisant **23,35 millions de km** annuels (en 2022)

Lignes de bus : on compte **65** lignes régulières et environ **80** circuits scolaires.

Ligne a de métro : **9,4 km**, **2,57 millions de km** réalisés, fréquence de 90s à 4mn 30s

Ligne b de métro : **mise en service le 20/09/2022**

Fréquentation Star : en 2022, **88,9 millions** de voyages dont **42 millions** sur le métro

Tarifcation solidaire STAR : **60 000** habitants de Rennes Métropole bénéficiaires

La raison d'être du secteur

Rennes Métropole est Autorité organisatrice de la mobilité (AOM) sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

À ce titre, elle est notamment responsable de la définition de l'offre et des tarifs de transport du réseau Star et du service Handistar, de l'offre vélo et covoiturage ainsi que des investissements en lien avec les transports collectifs.

Elle a confié l'exploitation, la gestion et la commercialisation du service public de mobilité à Keolis Rennes à travers un contrat de délégation de service public (DSP) qui court de janvier 2018 à décembre 2024.

La DSP en cours élargit le périmètre des services au vélo et au covoiturage, et modifie le schéma contractuel, passant d'une convention en affermage à une convention de type régie intéressée. De fait, Rennes Métropole rémunère le délégataire via le versement d'un forfait annuel de charges correspondant aux charges prévisionnelles d'exploitation nécessaires pour assumer l'ensemble des missions qui lui sont confiées pour l'exploitation des services de mobilité. En contrepartie, le délégataire reverse mensuellement à Rennes Métropole les recettes d'exploitation qu'il perçoit en son nom et pour son compte.

Au total, les usagers ne paient qu'un quart du coût d'exploitation du réseau Star. Rennes Métropole prenant en charge les 3 quarts restants et l'intégralité des coûts d'investissement. Les recettes du budget annexe transport de Rennes Métropole proviennent des recettes tarifaires, du versement mobilité : taxe sur la masse salariale versée par les entreprises de plus de 11 salariés de Rennes Métropole.

En parallèle, les études et la construction de la ligne b du métro et le projet "augmentation de capacité de la ligne a – phase 2" ont été confiées à travers deux mandats de maîtrise d'ouvrage à une société d'économie mixte, la SEMTCAR, devenue SPL Trajectoires en 2022, qui avait déjà construit la ligne a de métro automatique. La mise en service de la ligne b a eu lieu en septembre 2022, celle de la phase 2 de l'augmentation de capacité de la ligne est prévue à fin 2028. Le budget annexe transport finance également les travaux de voiries nécessaires à la performance du réseau de bus.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

181.50 M€	191.80 M€
-----------	-----------

Recettes de fonctionnement

53.90 M€	56.00 M€
----------	----------

Dépenses d'investissement

92.00 M€	142.30 M€
----------	-----------

Recettes d'investissement

30.60 M€	87.20 M€
----------	----------

Les actions

- Mettre en œuvre et suivre la délégation STAR/HANDISTAR
- Aménager des voiries en faveur des bus
- Construire la ligne b du métro automatique
- Gérer le parc de matériels roulants STAR/HANDISTAR
- Investir dans les systèmes d'information et de communication
- Développer et gérer le patrimoine immobilier
- Gérer les obsolescences de la ligne a
- Augmenter la capacité de la ligne a – Phase 2

En 2024

- + Mettre en œuvre et suivre la délégation Mobilité : Cette dépense comporte le forfait de charges versé au délégataire, correspondant aux charges prévisionnelles nécessaires pour assumer l'exploitation des services de mobilité, corrigé de flux non forfaitisables (intéressement qualité, indemnisation pour déviations supérieures à 1 mois, compensation du droit individuel à la formation, remboursement de taxes, remboursement réparations de vandalisme externe), et les autres dépenses (impôts locaux, études sur le réseau, enquêtes qualité et fraude, réparation du vandalisme sur les ouvrages métro et sur le mobilier des points d'arrêt bus, communication hors ligne b, compensations sur titres multimodaux). Une étude sur les modes de gestion du service public de mobilité est également en cours avant d'arrêter le mode retenu à partir du 1^{er} janvier 2025
- + Aménager des voiries en faveur des bus : concerne la participation du budget transports à la réalisation des travaux d'accompagnement de modifications de rentrée et à la ZAC EuroRennes, aux aménagements divers de voirie en faveur des bus et à la réalisation d'axes prioritaires bus, notamment sur la porte de Tizé
- + Construire et mettre en service la ligne b du métro et le réseau bus associé comprend la rémunération du mandataire Trajectoires et les avances à Trajectoires pour les marchés de réalisation
- + Gérer le parc de matériels roulants Star/Handistar : concerne l'acquisition des 92 bus électriques Mercedes et leurs équipements embarqués pour le déploiement de la 1^{ère} tranche 2022-2025 de 8 lignes de bus électriques, l'acquisition de 19 minibus Handistar GNV (gaz naturel véhicule) de 2024 à 2027, de véhicules de services, ainsi que les rénovations à mi-vie des bus
- + Investir dans les systèmes d'information et de communication : création d'un portail client unique "compte STAR" pour les services de mobilité de Rennes Métropole, première étape d'une future e-boutique visant à simplifier les parcours d'achat
- + Développer et gérer le patrimoine immobilier : concerne le projet de nouveau dépôt de bus sur le secteur Baud-Chardonnet Est, l'acquisition d'infrastructures de recharge pour les bus électriques au dépôt et aux terminus des lignes de bus électrifiées ; Concerne les projets bâtiments et de gestion de sinistres sur les divers sites du réseau Star : agences commerciales Star, les dépôts de bus et Handistar, les garages-ateliers métro, parcs relais des lignes a et b et Les Préales, stations de métro des lignes a et b, le viaduc nord ligne a et le mobilier du réseau de bus
- + Gérer les obsolescences de la ligne a : concerne les obsolescences techniques et réinvestissements nécessaires des divers corps d'état du métro (voies, courants forts, courants faibles, réseaux de communication), dont beaucoup concernent la sécurité d'exploitation de la ligne a
- + Augmenter la capacité de la ligne a : fait suite à la décision de principe du Conseil du 31 janvier 2019 sur l'engagement du projet d'arrière-gare J.F. Kennedy pour une fréquence ultime de l'ordre de 66s aux heures de pointe fin 2028. Trajectoires, retenu pour la maîtrise d'ouvrage du projet, a réalisé en 2020 les études de cadrage génie civil et système de transport du projet ont été réalisées en 2020. Des marchés de maîtrise d'œuvre génie civil et équipements et système de transport ont été attribués fin 2021, ainsi qu'un marché d'acquisition de 7 nouvelles rames de métro de type VAL permettant d'assurer la fréquence ultime d'exploitation de la ligne. Le mandat de maîtrise d'ouvrage à Trajectoires dure 10 ans d'octobre 2019 à octobre 2029, avec une mise en service du projet prévue en septembre 2028

Climat et transition écologique

En consommation énergétique pour l'année 2022 :

- + Traction Métro : 256,27 kWh/100 km
- + Traction Bus Thermique : 45,78 l/100 km

En émission de gaz à effet de serre pour l'année 2022 (mesure qui ramène la consommation au voyageur et au km selon la méthodologie réglementaire sur site Star) :

- + Le réseau au global : 75 gCO₂e par voy.km
- + Le métro : 4 gCO₂e par voy.km
- + Les bus thermiques : 130 gCO₂e par voy.km
- + Les bus au bioGNV : 53 gCO₂e par voy.km
- + Les bus électriques : 17 gCO₂e par voy.km

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Aménagements des espaces publics et politique de mobilité : définir la stratégie et offrir des services de mobilité

Secteur

Chiffres clés 2023

11 180 abonnés au vélo en libre-service et ses **57** stations

1800 vélos à assistance électrique en location longue durée par an

Près de **75 000** salariés dans une entreprise dotée d'un Plan de Mobilité

12 parkings en ouvrage de compétence métropolitaine

2 800 abonnés dans les parkings

2 270 000 usagers horaires annuels dans les parkings

47 parcs vélos fermés – soir environ 1650 places sécurisées

5000 abonnés –C-Park vélo

78 véhicules en autopartage

4000 abonnés Citiz

80 signataires de la Charte Logistique Urbaine

La raison d'être du secteur

Le programme « Aménagements espaces publics et politique de mobilité : définir la stratégie et offrir des services de mobilité », a pour vocation essentielle la réalisation des actions relatives au **Plan de Déplacements Urbains (PDU)**, hors celles définies dans d'autres programmes, liées, par exemple, au transport collectif ou aux investissements en matière de voirie.

En conséquence, ce programme comporte essentiellement :

- La définition de la stratégie en matière de mobilité, *via* des **études globales et stratégiques** relatives à tous les modes de transport, à commencer par le PDU en lui-même, mais aussi les schémas relatifs aux mobilités actives ou à la politique de stationnement.
- La réalisation **d'études stratégiques amont en matière de voirie** ou de gestion de trafic, liées à des problématiques routières sensibles (sécurité, congestion nécessitant une analyse large de la situation, etc.)
- **Des actions de sensibilisation et de communication**, *via* notamment le développement des Plans de Mobilité Entreprises (PdM) et des actions ponctuelles ou récurrentes permettant d'associer et de toucher directement la population.
- Des actions visant au **développement des pratiques alternatives à l'usage traditionnel de la voiture individuelle**, que ce soit en matière de covoiturage ou d'autopartage.
- **Le développement de la pratique du vélo**, *via* la mise en place et l'exploitation de multiples services (maison du vélo, vélos en libre-service, stationnements sécurisés, etc.)
- **La politique de stationnement sur voirie et dans les parkings en ouvrage**

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

1.30 M€	1.30 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

1.80 M€	4.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.50 M€	1.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

2.80 M€	2.70 M€
---------	---------

Les actions

- Définir la stratégie de mobilité sur le territoire métropolitain
- Sensibiliser et faire changer les comportements
- Promouvoir le vélo, développer les pratiques.
- Favoriser l'usage partagé de la voiture
- Stationnement sur voirie (évolution réglementaire)
- Stationnement dans les parkings en ouvrage
- Mettre en œuvre une logistique urbaine durable

Aménagements des espaces publics et politique de mobilité : Définir la stratégie et offrir des services de mobilité

En 2024

- Définir la stratégie de mobilité sur le territoire métropolitain : elle s'appuie sur le **PDU 2019-2030 approuvé en conseil métropolitain du 30 janvier 2020**

Dans ce cadre les études de mobilité s'appuient sur le modèle de trafic recalé en 2021. Un nouveau recalage du modèle de trafic est programmé en 2023 pour intégrer les évolutions suite à la mise en service de la ligne b de métro. Les orientations stratégiques du PDU sont également territorialisées et déployées à l'échelle communale dans le cadre des plans communaux de déplacements. Les études porteront également à une échelle plus large, en lien avec l'aire urbaine élargie, et alimenteront les groupes de travail mobilité du contrat de coopération

Les enquêtes et campagnes de comptages permettent d'alimenter un observatoire mobilité (piétons, cycles, stationnement en lien avec l'observatoire commerce) ainsi que l'ensemble des études de mobilité. Une enquête ménages allégée a été réalisée au printemps 2023, pour prendre en compte les évolutions de comportements suite à la restructuration du réseau de transport et les effets de la crise sanitaire

Sur les **voiries structurantes**, les opérations identifiées dans le cadre du Contrat de Plan État Région (études d'opportunité de desserte de l'ouest rennais, premières réalisations sur l'échangeur des Long Champs) et du Schéma Directeur d'Agglomération de Gestion de Trafic (expérimentations de gestion dynamique : régulation d'accès, voies réservées) dont certaines ont été inaugurées en 2023, se poursuivront en 2024

- Sensibiliser et faire changer les comportements : La sensibilisation et la communication font partie intégrante des politiques visant à faire changer les comportements. Que ce soit par des opérations événementielles, comme le défi mobil'acteurs dont un nouveau projet sera à définir en 2024, ou des actions récurrentes telles que l'accompagnement des entreprises dans leurs Plans de Mobilité vers le **Label Mobil'employeur**, elles accompagnent les investissements en infrastructures ou les services proposés par la collectivité. L'AMO sur l'accompagnement sur les changements de comportements, dont la mission a été lancée en 2023, se poursuivra en 2024
 - La définition d'une zone à faible émissions, obligation réglementaire à laquelle est soumise Rennes Métropole au 1^{er} janvier 2025, se poursuivra en 2024. En complément des études techniques sur les impacts et les gains en termes de qualité de l'air d'un tel dispositif, une campagne de communication et de concertation sera déployée sur la fin d'année 2023 et début 2024
 - Promouvoir le vélo, développer les pratiques. En 2023, plusieurs liaisons du Réseau Express Vélo ont pu être inaugurées, de prochaines étant également programmées à partir du printemps 2024. Ces temps forts pour chaque commune dont la liaison est inaugurée permettent également de mettre en lumière les actions en faveur du vélo portées par la métropole tels que l'amélioration du réseau cyclable, l'offre de service offerte aux cyclistes (stationnement, location, vélo en libre-service) ainsi que la communication en faveur du vélo. Par ailleurs, après une priorisation des projets pouvant être réalisés pour déployer le schéma Directeur Vélo et améliorer les sécurisations de franchissements le travail se poursuit avec les communes pour la mise en œuvre des projets
- Cette action concerne également l'accompagnement des associations agissant en faveur de la promotion du vélo. À partir de Septembre 2022, la participation des associations dans le cadre des interventions de la maison du vélo est prise en charge par la DSP mobilités
- Favoriser l'usage partagé de la voiture : Le services d'autopartage intégré à la DSP conclut avec la SPL Citédia connaît une forte croissance, et ce, malgré la crise sanitaire. Il a donc été validé l'évolution de la flotte de 78 à 92 véhicules, l'intégration de 10 voitures de particuliers ou professionnels dans la flotte, ainsi que l'intégration de 2 vélos cargos
- Afin d'accompagner les actions en faveur du covoiturage, une nouvelle feuille de route est en cours d'élaboration
- Stationnement dans les parkings en ouvrage : Après l'ouverture du parking Hôtel Dieu d'une capacité de 305 places en janvier 2023, le parking Cœur de Courrouze (65 places) sera mis en exploitation pour 2024

- + Mettre en œuvre une logistique urbaine durable : La poursuite de la mobilisation des acteurs du territoire autour de la charte logistique urbaine durable se poursuit, cette démarche réunissant plus de 70 acteurs locaux. En 2024, l'animation de plusieurs groupes de travail se poursuivra, notamment celui traitant des problématiques de livraisons préfiguration de la zone à faible émissions, ainsi que celui traitant des problématiques de livraisons

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + Liaisons du schéma directeur vélo réalisées : 282 km dont 40 km de liaisons du REV
- + Nombre de salariés concernés par un plan de mobilité entreprise : 75 000
- + Nombre d'entreprises labélisées Mobil'Employeur : 63
- + dont entreprises labellisées en 2022 : 9

+ Modes de déplacements et km parcourus

Mode de déplacement pour les distances inférieures à 3 km :

- Piéton : 59%
- Voiture particulière : 30%
- Transports en commun : 7%
- Vélo : 4%

+ Évolution des parts modales VP/TC/vélo

Part modale de la voiture personnelle / 2 roues motorisés :

- EMD 2000 : 58,5%
- EMD 2007 : 55,2%
- EMD 2018 : 48,5%

Part modale des transports collectifs :

- EMD 2000 : 9,8%
- EMD 2007 : 12,5%
- EMD 2018 : 13,7%

Part modale vélo / trottinette :

- EMD 2000 : 3,2%
- EMD 2007 : 4,1%
- EMD 2018 : 3,7%

Part modale de la marche :

- EMD 2000 : 28,5%
- EMD 2007 : 28,2%
- EMD 2018 : 34,1%

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : adapter le domaine de voirie pour répondre aux objectifs des politiques de mobilité

Chiffres clés 2023

42 opérations de voiries structurantes en cours

La raison d'être du secteur

La voirie doit s'adapter pour répondre à l'évolution des usages et atteindre les objectifs du Plan de Déplacements urbains (PDU) et du Plan Climat Air-Énergie Territorial (PCAET).

La gouvernance et les dépenses d'investissement liées à la compétence Voirie sont organisées en trois enveloppes, depuis le 1er janvier 2022 : une enveloppe dédiée à la maintenance (enveloppe A), une enveloppe dédiée aux projets non structurants (enveloppe B) et une enveloppe dédiée aux projets structurants (enveloppe C).

Ce secteur correspond principalement à l'**enveloppe C**. Le calibrage financier de cette enveloppe a été revu à la baisse au printemps 2023, avec un objectif de 118,5M€ sur la période 2022/2027 (soit une moyenne de 19,75M€/an). Les projets réalisés dans le cadre de ce secteur sont des projets structurants pour la mobilité :

- Opérations de requalification de voirie structurantes : 150 projets ont fait l'objet d'une analyse multicritères afin de prioriser leur réalisation en fonction des problématiques de sécurité routière, de transports en commun ou de carrefours ;
- Réseau Express Vélo (REV) et Schéma Directeur Vélo : développement d'un réseau de 500 km d'itinéraires cyclables dont 105 km de REV et 163 km de liaisons secondaires à aménager ou conforter d'ici 2030 ;
- Programmes d'aménagement de voirie thématiques : principalement des petits aménagements en faveur des bus (modification d'arrêts) ;
- Aménagements en faveur des bus : ce programme permet de réaliser les créations, déplacements ou mises en accessibilité des quais bus nécessaires à l'évolution du réseau de transport.

Le Plan de Déplacement Urbain se décline localement dans les Plans Communaux de Déplacements (PCD). Leur mise en œuvre est également réalisée au travers de l'enveloppe B (programme "aménagement et requalification des espaces publics").

Afin de permettre une action ciblée et de garantir souplesse et réactivité dans la programmation des petits aménagements, des provisions ont été conservées au sein de l'enveloppe B pour de petits aménagements de sécurité.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.70 M€	5.10 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

21.50 M€	29.30 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

3.50 M€	6.70 M€
---------	---------

Les actions

- Opérations de requalification de voirie structurante
- Programmes d'aménagement de voirie thématiques
- Réseau Express Vélo
- Schéma Directeur Vélo

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : adapter le domaine de voirie pour répondre aux objectifs des politiques de mobilité

En 2024

Les principaux aménagements qui feront l'objet d'études ou de travaux sont les suivants :

- + Suppression du passage à niveau Marbeuf à Rennes : les travaux se termineront en 2024, avec la livraison des aménagements de voirie/espaces publics
- + Suppression du passage à niveau de Maison Blanche : enquête publique programmée au printemps 2024, démarrage des travaux prévu en 2025
- + Aménagement d'un réseau vélo express métropolitain. En 2024 : mise en service des liaisons Rennes/Cesson-Sévigné, Rennes/Thorigné, Rennes/Acigné ; poursuite des travaux de la liaison Rennes/Chantepie ; engagement des travaux pour les liaisons Rennes/Bruz et Rennes/Betton
- + Aménagement des axes prioritaires pour les bus : en 2024, poursuite des travaux d'aménagement en faveur des Transports en Commun, au niveau de la porte de Tizé et adaptations des Voiries pour la performance des bus
- + Aménagement des liaisons du Schéma Directeur Vélos : en 2024, aménagement de la liaison cyclable entre Montgermont et la Chapelle des Fougeretz ; démarrage des travaux des liaisons entre Bruz et Laillé et de celle entre Nouvoitou et Vern/Seiche
- + Suite à l'étude menée sur le réseau routier structurant, la validation des travaux prioritaires aboutit à une programmation de travaux. En 2024, livraison des aménagements sur le secteur Alphas à St Grégoire (hors bretelle d'accès à la 4 voies Rennes/St Malo) ; engagement des travaux de création d'un giratoire à l'intersection la Janaie/RD34 à Chavagne, de requalification de la RD96, Avenue Belle Fontaine à Cesson-Sévigné, de sécurisation de la RD20 à Bécherel, de l'aménagement du giratoire sur la RD34 à Vern/Seiche

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : aménagement et requalification des espaces publics de voirie dans les secteurs

Secteur

Chiffres clés 2023

139 opérations en cours (à divers stades d'avancement)

La raison d'être du secteur

Rennes Métropole détient la compétence relative à la gestion et l'aménagement de la voirie et de ses dépendances sur les 43 communes de son territoire. La compétence voirie inclut l'éclairage public, les ouvrages d'art et les cheminements doux inscrits au schéma directeur métropolitain. En revanche, elle ne comprend pas la propreté, la viabilité hivernale, les illuminations festives et les espaces verts d'accompagnement de voirie. En fin d'année 2020, il a été décidé d'organiser la gouvernance et les dépenses d'investissement liées à la compétence Voirie en trois enveloppes, et ce à compter du 1^{er} janvier 2022 : une enveloppe dédiée à la maintenance (enveloppe A), une enveloppe dédiée aux projets non structurants (enveloppe B) et une enveloppe dédiée aux projets structurants (enveloppe C).

Ce secteur correspond notamment à l'**enveloppe B**. Les opérations réalisées dans le cadre de ce secteur correspondent à des aménagements d'intérêt communal, liés au développement des communes, à leur urbanisation et au besoin de requalification de certains espaces publics de voirie. Les périmètres d'opération, la définition des besoins et les programmes de travaux sont élaborés en lien étroit avec les communes.

Dans le cadre de ces aménagements, certains travaux peuvent relever de la compétence communale. Aussi, afin d'assurer la cohérence globale du projet et une parfaite coordination des travaux, Rennes Métropole et la commune concernée peuvent désigner, par voie de convention, l'une des collectivités comme maître d'ouvrage unique pour assurer, à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Dans la majorité des cas, Rennes Métropole est désignée maître d'ouvrage unique pour ce qui concerne le traitement végétal des opérations d'aménagement des espaces publics.

Par ailleurs, la gestion des eaux pluviales dans le cadre des opérations de voirie et d'espaces publics est un enjeu essentiel pour concilier l'aménagement urbain et la préservation de l'environnement, en particulier les milieux aquatiques. À ce titre, les projets de Rennes Métropole se doivent de limiter l'imperméabilisation des sols ainsi que d'intégrer les techniques d'infiltration et de régulation.

Le programme pluriannuel est validé à **l'échelle du secteur**. Afin de permettre une action ciblée et de garantir souplesse et réactivité dans la programmation des petits aménagements, des provisions ont été conservées pour de petits aménagements de sécurité.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.70 M€	3.20 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

22.10 M€	24.20 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

5.00 M€	6.80 M€
---------	---------

Les actions

- Aménagement requalification secteur Nord
- Aménagement requalification secteur Nord-Est
- Aménagement requalification secteur Nord-Ouest
- Aménagement requalification secteur Est
- Aménagement requalification secteur Sud
- Aménagement requalification secteur Sud-Est
- Aménagement requalification secteur Ouest
- Aménagement requalification secteur Rennes

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : aménagement et requalification des espaces publics de voirie dans les secteurs

En 2024

La programmation pluriannuelle 2022/2027 liée à l'enveloppe B (travaux non structurants) a été arbitrée à l'été 2021. Elle fait l'objet d'une mise à jour annuelle

Ainsi, les principaux aménagements qui feront l'objet de travaux en 2024, par secteurs, sont les suivants :

+ Secteur Nord-Est :

- La Chapelle des Fougeretz : poursuite de l'aménagement de la rue des Longrais et de la rue des Carlets
- Chevaigné : aménagement des voiries primaires de la ZAC des 3 lieux

+ Secteur Nord-Ouest :

- Gévezé : aménagement de la route de la Mézière
- Montgermont : aménagement de la rue de Gilbert
- Parthenay de Bretagne : améliorations de la rue principale

+ Secteur Est :

- Acigné : requalification de la rue du Verdaudais
- Brécé : aménagement du giratoire d'entrée de Ville
- Chantepie : aménagement de la rue des Landes
- Chantepie : poursuite de l'aménagement de la rue des Loges

+ Secteur Sud :

- Bruz : aménagements de liaisons modes actifs
- Laillé : requalification du Centre Bourg
- Noyal Chatillon/Seiche : aménagement accès rue des Voyageurs - rue de Rennes
- Saint-Jacques de la lande : aménagement du Quartier du Pigeon Blanc

+ Secteur Sud-est :

- Bourgbarré : aménagement de la rue du Presbytère et giratoire
- Nouvoitou : aménagement rue de Chalau
- Saint-Armel : aménagement Chemin de la Gare
- Vern/Seiche : aménagement de la rue des Perrières

+ Secteur Ouest :

- La Chapelle Thouarault : aménagement de la rue de la Rimaudière

+ Secteur Nord :

- Bécherel : aménagement de la rue des Douves
- La Chapelle Chaussée : aménagement du parking Brocéliande
- Miniac sous Bécherel : rue du Clos de la Vigne

+ Secteur Rennes :

- ZAC Blosne Est (place Jean Normand, avenue des Pays-Bas)
- Aménagement de la Place du Champ Jacquet et axe nord/sud
- Aménagement de la rue de Chicogné
- Fin des aménagements des abords de la station de métro Jules Ferry (partie nord)
- Démarrage des travaux de sécurisation du carrefour Danton/Vitré
- Poursuite des études de maîtrise d'œuvre de l'aménagement des quais de Vilaine

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : exploiter et entretenir le patrimoine de voirie

Secteur

Chiffres clés 2023

Environ **3200 km** de voiries**422** ouvrages d'art**262** carrefours à feux dont **193** raccordés au PC trafic**313** bornes d'accès aux secteurs piétonniersEnviron **83 500** points lumineux**23** panneaux à message variable et **27** stations de comptage

La raison d'être du secteur

La gestion de la voirie constitue des enjeux importants en termes de sécurité des usagers, d'impact socio-économique en cas de perturbation non anticipée, et de maîtrise des dépenses compte-tenu des coûts importants des travaux.

Les services veillent en continu à la sécurité des usagers avec des patrouilles, des équipes de proximité, et un dispositif d'astreinte 7j/7 et 24h/24, renforcé en hiver pour assurer la viabilité hivernale sur les ex-voies départementales.

Les services assurent la gestion et l'exploitation du domaine public routier : arrêts circulation/stationnement hors agglomération, permission de voirie, contrôle des réfections de tranchées, gestion des déviations, suivi des signallements des usagers...

Le programme des travaux est établi suite à un diagnostic technique, en concertation avec les communes. Une attention particulière est portée à la bonne coordination des travaux avec les concessionnaires et autres maîtres d'ouvrage, et à la limitation des perturbations générées par les travaux.

La maintenance s'accompagne des améliorations nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable et de transition énergétique : mise en accessibilité de la voirie pour les PMR, respect des objectifs de recyclage de la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) et des objectifs d'économie d'énergie du Plan Climat Air-Énergie Territorial (PCAET).

Ce programme correspond principalement à l'**enveloppe A** (21,6 M€/an nets des recettes attendues). Les opérations réalisées dans ce programme concernent :

- La maintenance de la voirie, y compris des réseaux d'eau pluviale
- La maintenance des ouvrages d'art
- La maintenance de l'éclairage public et le programme d'économie d'énergie
- La maintenance des équipements de régulation de trafic

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

25.80 €	21.30 M€
---------	----------

Recettes de fonctionnement

6.50 M€	6.50 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

21.30 M€	35.90 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

2.50 M€	0.30 M€
---------	---------

Les actions

- Assurer la maintenance de la voirie
- Garantir un éclairage performant et économe
- Gérer la circulation et le domaine public de voirie
- Gestion des espaces publics des zones d'activité métropolitaines

Aménagement des espaces publics et politique de mobilité : Exploiter et entretenir le patrimoine de voirie

Secteur

En 2024

- + Mise en œuvre des programmes de rénovation (voirie, réseau d'eaux pluviales, éclairage public et ouvrage d'art)
- + Développement d'outils nomades pour consolider le Système d'Information Voirie pour améliorer la connaissance patrimoniale de la voirie et optimiser la maintenance
- + Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement du PC de régulation du trafic (PC Arthur)
- + Maîtrise d'œuvre pour le remplacement de la commande centralisée d'éclairage public
- + Finalisation de l'étude d'enjeux sur la sécurité routière et élaboration du plan d'actions

Impacts territoriaux de la politique publique :

- + Programmes de travaux établis en concertation avec les communes

Climat et transition écologique

Bilan 2022 (% à l'échelle des opérations) :

- + Surfaces déconnectées (m²) : 11 723 m² (7%)
- + Surfaces perméabilisées (m²) : 24 087 m² (14%)
- + Surfaces végétalisées (m²) : -2 994 m² (-1,7%)
- + Nombre d'arbres plantés net (u) : 50 (+128%)

Egalité femmes-hommes

- + Intégré dans tous les aménagements

AMENAGEMENT, HABITAT ET SOLIDARITES

- Habitat et accès au logement pour tous
- Politique de la Ville et cohésion sociale
- Aménagement

+

++.....

+.....

+++++

++

++

+

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Données 2022 (données 2023 non connues au 10/10/2023).

789 logements locatifs sociaux livrés (612 PLUS-PLAI et 177 PLS)

361 logements sociaux financés pour rénovation

309 logements en accession sociale livrés dont 270 BRS

26 533 ménages en attente d'un logement social au 01/01/2023

4 278 attributions de logements sociaux en 2022

3 807 demandes de relogement social prioritaire reçues par la CLH, dont **2 149** situations retenues prioritaires.

630 situations Ccapex, dont 106 ont bénéficié d'un mandatement de la Mission Prévention des Expulsions ALFADI

7 796 aides FSL accordées (accès et maintien confondus, soit 55 % à l'échelle départementale)

500 € montant moyen accordé par aide

La raison d'être du secteur

Le nouveau **Programme Local de l'Habitat**, qui couvre la période 2023/2028, vise à produire et rénover suffisamment de logements à des prix abordables et de qualité, de toute taille, là où sont les besoins pour permettre une fluidité des parcours résidentiels tout au long de la vie des habitants quels que soient leurs moyens, dans toutes les communes de la métropole. Les orientations stratégiques du PLH posent l'ambition de faire du pouvoir d'habiter le cœur des actions pour que transition écologique ne rime pas avec exclusion des ménages qu'ils soient aux minima sociaux, en insertion ou bien encore en situation d'emploi, qu'ils soient jeunes ou plus âgés, qu'ils soient seuls ou en famille.... Et au-delà de ces risques à éviter, l'enjeu du nouveau PLH est de tout faire pour que la transition dans le domaine de l'habitat favorise au contraire la cohésion sociale et l'épanouissement de chacun.

Ce défi, dans une métropole qui est fière d'avoir su préserver des espaces agricoles et naturels autour et au sein de chaque commune, implique de mobiliser des outils de maîtrise foncière, de maîtrise des coûts. Le PLH a défini 4 orientations stratégiques et 32 fiches actions. Les 4 orientations stratégiques sont :

- maîtriser la chaîne immobilière ;
- loger pour répondre à l'ensemble des besoins ;
- protéger les plus vulnérables et le patrimoine commun ;
- associer pour relever collectivement les défis.

Chacune de ces orientations se traduit par des actions, pour assurer la mise en œuvre territorialisée du PLH dans une logique de solidarité, de complémentarité et d'innovation à l'échelle des 43 communes de la métropole.

L'année 2024 sera celle de la mise en œuvre du PLH. Elle marquera notamment le début du déploiement à grande échelle, dans le cœur de métropole, de la dissociation foncier/bâti permettant de réguler les produits non seulement d'accession sociale mais aussi intermédiaires et "libres".

Ce sera aussi l'année de la contractualisation avec chacune des communes, des bailleurs sociaux, pour assurer l'effectivité de la mise en œuvre du PLH, particulièrement dans le contexte actuel, dégradé, de crise nationale et internationale du logement.

La métropole de Rennes, en tant qu'autorité organisatrice de l'habitat, compte également faire entendre sa spécificité dans les débats nationaux pour rendre effective une marge de manœuvre locale d'adaptation des dispositifs nationaux.

Les actions

- Produire des logements neufs dans le respect des objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLH
- Maintenir les conditions d'attractivité des parcs existants
- Loger et héberger les publics, notamment les plus démunis
- Accueillir les gens du voyage

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

10.00 M€ 10.30 M€

Recettes de fonctionnement

1.00 M€ 1.30 M€

Dépenses d'investissement

43.40 M€ 50.90 M€

Recettes d'investissement

2.40 M€ 2.40 M€

En 2024

- + Mise en œuvre du nouveau PLH : contractualisation avec les communes et institutionnels
- + Poursuite du Programme Hospitalité
- + Logements neufs : poursuite de la réalisation de logements sociaux et de logements en accession sociale notamment via le Bail Réel Solidaire avec l'association "Foncier Solidaire Rennes Métropole" (OFS)
- + Rénovation : poursuite de la rénovation du parc social et accompagnement de copropriétés privées pour la rénovation + Programme d'Intérêt Général (PIG) Parc privé Maisons individuelles
- + Actions innovantes dans le cadre du PLH
- + Poursuite de la mise en œuvre de la Convention Intercommunale des Attributions (CIA) : loyer unique, location active, mise en œuvre du rééquilibrage du peuplement, et la redéfinition des documents stratégiques de la gestion de la demande
- + Lancement d'un nouveau marché concernant notamment l'accompagnement, la prospection et la gestion du parc de logements pour personnes et familles en difficulté
- + Poursuite de la mise en œuvre de l'AMI Logement d'abord, selon la convention signée avec l'État, notamment par l'accompagnement de l'urbanisme transitoire, un observatoire métropolitain du mal logement, le déploiement d'une équipe mobile pour maintien dans le logement, etc...
- + Poursuite de la mise en place des modules "sans foncier fixe" (acquisition d'habitats modulaires pour augmenter l'offre)
- + Poursuite de l'accompagnement de l'ADIL35 pour lutter contre le logement vacant
- + Soutien aux associations œuvrant dans le domaine du logement et renforcement du relogement social prioritaire, et plus particulièrement auprès des personnes en très grandes difficultés et de l'accueil des migrants
- + Participation aux journées nationales de l'habitat participatif à Rennes (juillet 2024)
- + Participation à la 2^e édition des Halles de l'Habitat à Rennes (mars 2024)
- + Réalisation du terrain des gens du voyage de Vezin le Coquet

Impacts territoriaux de la politique publique :

Plusieurs indicateurs sont en cours de construction sur les thèmes du climat et transition écologique et de l'égalité femmes-hommes

Climat et transition écologique

- + Nombre de logements réhabilités énergétiquement pour les ménages à bas revenus
- + Objectif PCAET/PLH : Part des aides destinées à la rénovation thermique

Egalité femmes-hommes

- + Attribution de logement en faveur des femmes : Part des femmes seules ou mères de familles monoparentales/attributions

Chiffres clés 2023

10% des habitants vivent avec moins de 995 €/mois

+34% d'augmentation du nombre de ménages allocataires CAF vivant avec moins de 1 105€

36 associations de solidarité soutenues
Reprise du dispositif Sortir ! + 20% sur Rennes, +8.75% pour Saint Jacques, +5% pour les autres communes (hors étudiant, période comparée : 31/07/22 et 31/07/23)

36 communes participant à ce dispositif
+ 1200 habitants dans les territoires prioritaires de Rennes du fait de la révision en cours de la géographie prioritaire

158 projets associatifs soutenus dans le cadre de la programmation contrat de ville 2023

Des investissements prévisionnels chiffrés d'ici 2026 à **700 M d'euros**

TTC en faveur du renouvellement urbain avec :

- **96** opérations sur **143** sont lancées, représentant **212,2 M€ HT** d'investissements effectifs

- la réhabilitation **de 3 989** logements locatifs sociaux (**1729** réhabilités à ce jour)

- la démolition ou suppression de près de **600** logements

- et près de **3 000** logements diversifiés seront construits

- **93,89 M€** de subventions notifiés, dont **46,685 M€** perçus, sur les **219.691M€** arrêtés

- **45** projets portés par des jeunes soutenus dans le cadre de la politique jeunesse

La raison d'être du secteur

Rennes Métropole a élaboré une stratégie métropolitaine des solidarités, destinée à rendre plus visibles et à mettre en cohérence les actions solidaires des politiques structurantes. Cette stratégie prévoit également d'améliorer, par des actions nouvelles, l'accès aux droits et la lutte contre les inégalités. Le conseil métropolitain du 29 septembre 2022 a approuvé cette stratégie comportant douze mesures phares.

La Politique de la Ville est une politique transversale de cohésion urbaine et sociale qui vise prioritairement à réduire les écarts observés entre les quartiers en difficulté et les autres territoires de l'agglomération dans lesquels ils se situent. La Loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014 a renouvelé les outils d'intervention de la Politique de la Ville : mise en place d'une nouvelle géographie prioritaire, Contrat de Ville intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques. Ce contrat a été signé en avril 2015 par Rennes Métropole, l'État, les Villes de Rennes et de St Jacques, et une vingtaine de collectivités ou organismes partenaires, puis prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Les Plans d'Action Territoriaux (PAT) représentent sa déclinaison opérationnelle et ont permis de définir des axes prioritaires pour chacun des 5 territoires concernés (Maurepas, Le Blosne, Bréquigny/Champs-Manceaux, Villejean, Cleunay). L'implication des différents signataires du Contrat de Ville doit permettre, notamment *via* le soutien aux acteurs locaux, de progresser dans la mise en œuvre de ces objectifs. Un conseil citoyen, commun aux cinq quartiers prioritaires, est associé à cette démarche.

Le volet urbain du contrat se traduit principalement par la convention pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de Rennes 2016-2026, signée le 22 décembre 2017 avec l'ensemble des partenaires (l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain, l'État, le Département, la Région, Action Logement, les 4 bailleurs sociaux, la Ville de Rennes et Territoires Publics). Ce projet concerne les quartiers prioritaires de Maurepas (Gayeulles et Gros-Chêne) et Le Blosne, retenus comme quartiers d'intérêt national ainsi que Villejean, retenu quartier d'intérêt régional dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Il bénéficie de 219,91 millions d'euros de subventions (avenant 3) sur lesquelles les partenaires se sont engagés jusqu'à la fin du programme.

Le dispositif Sortir ! répond à l'enjeu de réduction des inégalités en permettant un accès large à la pratique sportive, de loisirs ou culturelles.

Dans le cadre de la stratégie métropolitaine des solidarités, Rennes Métropole est attentive à l'accueil des nouvelles populations, à la prise en compte des enjeux liés à la jeunesse, ainsi qu'au vieillissement de la population. Elle assure un accompagnement des communes sur ces enjeux (partage des données d'observation sociale, échange d'expériences, animation de réseaux, appui à certaines démarches d'innovation sociale) ou à des projets en direction des jeunes (projets expérimentaux jeunesse). De même, Rennes Métropole veille à la mise en œuvre de son plan de lutte contre les discriminations, adopté en 2017 et à sa politique transversale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Plus particulièrement depuis 2020, dans le cadre du chantier jeunesse, Rennes Métropole a engagé une politique transversale pour améliorer l'insertion, l'emploi, le logement et la santé des jeunes. Des mesures et actions sociales ont été mises en œuvre pour faire face à la crise sanitaire et à la forte précarité des publics jeunes. Une plateforme ressource jeunesse destinée aux acteurs jeunesse des communes a été créée et de nouvelles interventions (aller vers) sont expérimentées afin de favoriser l'accès aux droits des jeunes sur le territoire métropolitain.

Rennes Métropole, désormais détentrice du label « Ami des aînés » mettra en œuvre des actions transversales en faveur de l'adaptation du territoire au vieillissement de la population.

Budget 2023

Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

5.20 M€

5.90 M€

Recettes de fonctionnement

0.00 M€

0.30 M€

Dépenses d'investissement

2.00 M€

2.00 M€

Recettes d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Les actions

- Mise en œuvre de la stratégie métropolitaine des solidarités 2023-2026
- Soutien aux associations menant des actions dans les champs des solidarités, de l'égalité et de l'innovation sociale
- Mise en œuvre du Contrat de Ville 2015/2023 et soutien aux actions associatives à destination des habitants des quartiers prioritaires et renouvellement du contrat pour 2024/2030
- Mise en œuvre des actions en direction de la jeunesse (chantier jeunesse)
- Mise en œuvre du nouveau programme de renouvellement urbain
- Mise en œuvre du plan d'action « Métropole Amie des Aînés »

- + Poursuivre la **mise en œuvre du plan d'actions relatif à la stratégie métropolitaine des solidarités**
- + **Soutenir les actions associatives en faveur des solidarités, de l'égalité, des aînés et de l'innovation sociale**
- + Réaliser un **schéma métropolitain de l'accès aux droits sociaux**
- + Renforcer la qualité des dons alimentaires dans le cadre du **Projet Alimentaire Territorial**
- + **Politique de la ville** : animation du Contrat de Ville et préparation de son renouvellement (état des lieux des préoccupations des habitants, définition des enjeux par thématiques et des plans d'actions par quartier) en vue d'un nouveau contrat à signer en 2024
- + **Égalité et lutte contre les discriminations** : sensibiliser le territoire métropolitain à la démarche d'égalité et de lutte contre les discriminations ; animer le plan de lutte contre les discriminations et le mettre à jour en 2024 ; élaborer un plan d'actions métropolitain pour l'égalité femmes hommes ; renforcer l'accompagnement des victimes de discriminations ; créer un observatoire des discriminations ; soutenir la plateforme d'évaluation et orientation linguistique (PEOL)
- + **Sortir !** : animer et développer le dispositif (nombre de communes adhérentes, amélioration du parcours des usagers, e-billetterie à généraliser, site internet, appli)
- + Mettre en œuvre le plan d'actions **Métropole Amie des Aînés (RMAdA)** à travers notamment :
 - le recensement des initiatives de mobilité solidaire et de transport alternatif à la voiture individuelle dans les communes de la Métropole
 - des actions de promotion du vélo auprès des seniors (ateliers de remise en selle) et des modalités spécifiques d'usage des transports en commun (Star Me Guide)
 - la sensibilisation des conducteurs de bus aux difficultés de déplacements des seniors
 - la mise en place d'une provision spécifique en faveur des actions de lutte contre l'isolement des seniors
 - l'organisation de rencontres du réseau "des communes accessibles aux seniors" et l'accompagnement des communes de la métropole dans le partage d'expertise et d'expériences
 - L'accompagnement des travaux du Groupe Citoyens Seniors
- + **Chantier Jeunesse**
 - Poursuite de la mise en œuvre de mesures en matière d'insertion, d'emploi, de logement, d'alimentation et de santé des jeunes dans le cadre de la lutte contre la précarité des jeunes – en lien avec le nouveau Pacte des Solidarités
 - Poursuite de l'organisation de groupes projets jeunesse transversaux (6 dans l'année)
 - Après deux années d'expérimentation, mise en place d'une démarche "aller vers " consolidée sur le territoire métropolitain
 - Soutien financier aux projets métropolitains en faveur de la jeunesse et de la vie étudiante
 - Soutien financier aux projets portés par des groupes de jeunes âgés de 12 à 25 ans sur des thématiques de solidarité et d'accompagnement aux transitions écologiques et citoyennes (fonds RÊvolution)
 - Renouvellement de la convention pluriannuelle avec le 4 Bis
 - Animation de la Plateforme Ressources jeunesse pour les professionnels des structures jeunesse de Rennes Métropole et les élus

- **Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) de Rennes** : poursuite opérationnelle du NPNRU et déclinaison financière avec l'ensemble des partenaires (maîtres d'ouvrage et financeurs) du renouvellement urbain

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Impacts territoriaux de la politique publique

Climat et transition écologique

- **Jeunesse** : Sept actions portées par des jeunes et liées à la transition écologique ont été soutenues dans le cadre du fonds RÊVolution en 2023
- **Égalité** : soutien en faveur de l'alimentation durable et de la réduction des déchets lors de nos réceptifs ; lien fait dans le futur CDV entre la transition écologique et la politique de la ville (formation, définition commune des enjeux de transitions pour les QPV)
- **NPNRU** : poursuivre les efforts de diminution de la précarité énergétique des ménages en réhabilitant de manière ambitieuse les logements locatifs sociaux. Réaménager les espaces publics en favorisant la réduction des îlots de chaleur et la perméabilité des sols

Egalité femmes-hommes

Jeunesse :

- Dans le cadre du dispositif Aller Vers Rennes Métropole, un "café de l'AVRM" a réuni à Bruz le 28 juin 2023 des acteurs jeunesse des 7 communes impliquées dans le dispositif pour un temps d'échange et d'outillage sur la thématique "égalité et mixité de genre"

Égalité :

- Nouveau Réseau égalité 2023 (conjoint avec la DRH) : 41 membres dont 27 femmes et 14 hommes de 20 directions différentes
- Nouveau Plan d'actions égalité femmes hommes en cours d'élaboration : 3 formations réalisées sur l'égalité femmes hommes appliquées aux politiques publiques pour 40 personnes (+ 3 prévues d'ici la fin de l'année 2023 + une formation des élu-es)

Contrat de Ville : en 2021, 26% des bilans rendus par les associations financées dans le cadre du contrat de ville indiquent la proportion femmes / hommes (21% en 2020). Au moyen des données fournies pour ces actions, on obtient une proportion de femmes dans les actions de 52 % (53% en 2020). Cependant, cette proportion varie fortement en fonction de la thématique principale de l'action. Ainsi, si les femmes sont les seules touchées par les actions en lien avec la parentalité (100%) ; sur la thématique de l'emploi, elles représentent 55% des bénéficiaires en 2021 contre 34% en 2020

NPNRU : clause sociale: 8% des bénéficiaires sont des femmes avec un nombre moyen d'heures réalisées par mission supérieur à celui des hommes

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

6 opérations d'aménagement mixtes d'intérêt métropolitain concédées (Eurorennes, Viasilva, La Courrouze, Ker Lann, La Janais et Vallée de la Vilaine) et **3 secteurs à l'étude** (Atalante Beaulieu, Porte de Bois de Soeuvre et ZA Nord Coteaux de l'Ille).

14 opérations d'aménagement économique dont 7 concédées et 7 en régie, et **1 secteur à l'étude** (les Trois Prés à Laillé). 3 opérations à clôturer en 2024.

127 transactions immobilières signées (acquisitions/cessions) /an

- nombre de DIA reçues au SF pour RM hors VDR : **261**

- nombre de préemptions par RM : 18 au total dont 1 sur le territoire de RENNES (a)

Environ **6 881 Autorisations Droit des Sols** en 2022 dont **1986** permis de construire

3 adaptations du PLUi :

- **1** mise à jour des annexes réalisée
- **1** modification simplifiée et **1** modification générale en cours

1 modification générale du PSMV en cours

Gestion d'une **base de données de plus de 1 826 contacts**, constituée de professionnels de l'aménagement urbain pour diffuser la newsletter de l'aménagement urbain, également en accès au grand public.

La raison d'être du secteur

L'action de Rennes Métropole en matière d'aménagement urbain vise à répondre aux besoins en logement des habitants, assurer la présence d'emplois et d'une grande variété d'activités à proximité des lieux de vie tout en préservant ce cadre de vie et l'environnement exceptionnels de la "Ville Archipel" et ses fameuses ceintures vertes autour de chaque commune. C'est pourquoi la métropole poursuit et renouvelle une longue tradition de planification spatiale (documents d'urbanisme), de maîtrise foncière (nécessaire à l'engagement ultérieur d'opérations d'aménagement par la métropole ou par les communes), et d'aménagement opérationnel dans la perspective d'atteindre l'objectif de "zéro artificialisation nette" des sols.

Cela induit une très forte réduction du rythme de l'artificialisation dans les 10 prochaines années et par une part croissante dédiée au renouvellement urbain, dont le modèle économique et budgétaire est fondamentalement différent de l'extension urbaine. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), à l'échelle du Pays de Rennes, dont l'adaptation est en cours, définira plus précisément la répartition des efforts de sobriété foncière à opérer, sachant que la répartition entre SCoT à l'échelle régionale a été effectuée en 2023.

Les dispositions règlementaires du PLUi sont un levier d'action pour les politiques sectorielles de Rennes Métropole et les projets communaux dans une perspective de développement maîtrisé et harmonieux, qui devra intégrer prochainement l'objectif de "Zéro Artificialisation Nette" (ZAN) imposé par la loi Climat et Résilience. Parallèlement, Rennes Métropole assure le contrôle et l'instruction du droit des sols pour le compte de 40 communes. Le groupe projet droit des sols mis en place en 2022 a initié une nouvelle dynamique de mutualisation pour les communes désireuses de mettre en commun des moyens supplémentaires. Il a été décidé de commencer par les actes simples, ainsi que les enseignes, la numérisation des derniers dossiers papiers et la mise en place d'un conseil architectural et urbain métropolitain.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal adopté à l'unanimité en 2022 permet, en complément du PLUi, de renforcer la dimension paysagère du projet métropolitain. Il compte parmi les plus exigeants de France.

Le foncier est le socle des politiques d'aménagement et d'habitat et la maîtrise foncière est essentielle pour la réalisation des projets et équipements métropolitains et pour la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles. Rennes Métropole accompagne les communes en instaurant les outils fonciers nécessaires et en assurant une aide au portage foncier à travers le Programme d'Action Foncière (PAF) avec des moyens renforcés pour 2024. Un travail est initié pour augmenter les effets leviers de cette politique foncière (dissociation foncier/bâti, foncière...)

Pour l'exercice de ses propres compétences en matière d'aménagement de l'espace et de soutien au développement économique, Rennes Métropole conduit une politique d'aménagement volontariste au travers d'opérations dont elle se donne les moyens de maîtriser les délais, les coûts et les caractéristiques techniques et programmatiques. Il s'agit d'une part d'aménager des sites stratégiques dans le cadre du schéma général de développement de la Métropole (EuroRennes, La Courrouze, Via Silva, Ker Lann, Vallée de la Vilaine, mais aussi les nouveaux secteurs déclarés d'intérêt métropolitain sur ZA Nord Coteaux de l'Ille et Porte du Bois de Soeuvres), et d'autre part de mettre en œuvre le futur programme local de l'aménagement économique, en cours de finalisation pour le premier semestre 2024, qui favorisera le renouvellement urbaine économique.

Enfin, Rennes Métropole conduit une politique en faveur de la qualité urbaine pour une ville accueillante sobre et durable. D'abord par la proposition d'actions de culture urbaine partagée pour les élus, autour des grands enjeux d'aménagement et de construction, ensuite par la mise en place effective dès début 2024 d'un conseil architectural, urbain et paysager métropolitain, enfin par la diffusion des actions métropolitaines et la promotion des projets en faveur d'une nouvelle manière de faire la ville bas-carbone.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

8.50 M€	10.10 M€
---------	----------

Recettes de fonctionnement

2.30 M€	2.40 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

18.30 M€	21.60 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

13.10 M€	13.20 M€
----------	----------

Les actions

- Acquisitions et cessions du foncier
- Gestion des taxes foncières
- Aménagement
- Instruction des autorisations du Droit des sols
- Promotion de la culture urbaine partagée et de la qualité architecturale
- Planification urbaine

En 2024

- + Organiser la mise en œuvre du PLUi sur le territoire et l'accompagnement des communes dans leurs projets. En particulier, adapter le PLUi avec une deuxième modification
- + Organiser la concertation et l'enquête publique pour la modification n°2 du PLUi axée notamment sur 4 défis principaux :
 - répondre aux besoins de logements pour tous sur l'ensemble de la métropole
 - concilier le renouvellement urbain et la qualité urbaine pour répondre aux enjeux de sobriété foncière dans le contexte du ZAN
 - répondre aux besoins de mobilité à l'intérieur de la métropole tout en limitant la place de la voiture
 - s'adapter au changement climatique en renforçant les dispositions énergétiques, la biodiversité, la nature en ville
- + Définir une stratégie ZAN à l'échelle métropolitaine avec l'appui de partenaires dans le cadre de l'AMI ZAN de l'ADEME dont Rennes Métropole est lauréate
- + Poursuivre et lancer des études urbaines intercommunales et métropolitaines : surélévation, gisements fonciers
- + Approuver la 1^{ère} modification générale du PLSMV
- + Poursuite et renforcement du Programme d'Action Foncière (portage foncier pour le compte des communes) pour la mise en œuvre de projets urbain communaux – 8 millions d'euros sollicités
- + Poursuite et renforcement des démarches de maîtrise foncière pour la mise en œuvre de projets d'intérêt métropolitain et réflexion pour augmenter les effets leviers de cette politique – 4 millions d'euros sollicités
- + Acquisition foncière agricole dans le cadre du PAT métropolitain – 250 000 euros sollicités
- + Revente aux communes des biens portés au titre du PAF pour 2 429 000 euros en 2024
- + Opérations d'aménagement mixtes métropolitaines : EuroRennes / Établissement du plan guide sur les secteurs Technicentre et Louis Armand, et poursuite des études sur le secteur Colombier ; La Courrouze / Réalisation des programmes immobiliers du secteur Grande Pairie et finalisation du montage et de la gouvernance de la Halle ES10 ; Atalante ViaSilva / Poursuite des livraisons et chantiers ; Ker Lann / Finalisation du dossier de réalisation modificatif ; ZA Nord / poursuite des études de création de ZAC ; Beaulieu / définition d'un plan guide et du montage de l'opération ; Porte de Bois de Soeuvres / Élaboration du plan guide
- + Vallée de la Vilaine : Poursuite des études sur les secteurs Bougrières-Lillion (Rennes) et Lagon Bleu (Laillé) en cohérence avec les arbitrages PPI
- + Zones d'activités économiques concédées : Chêne Morand / Poursuite des attributions et premiers travaux immobiliers ; Les Touches / Dossier de réalisation modificatif et nouvelle concession d'aménagement ; La Janais / Préparation du nouveau dossier de création et poursuite des cessions et travaux de viabilisation ; La Haie de Terre (Vézin-le-Coquet) / Engagement des études ; Suppression des ZAC Bourgbarré Nord et Mivoie le Vallon
- + Zones d'activités économiques en régie : Poursuite de la commercialisation et des travaux sur les Rignés (Betton), Gev'Activ 2 (Gévezé) et Joval 3 (Acigné); Hil3 (Noyal-Chatillon-sur-Seiche) / Engagement de la phase opérationnelle ; Margat (L'Hermitage) / Poursuite des travaux et commercialisation, Porte de Tizé (Thorigné-Fouillard) / Approbation du dossier de réalisation ; Les Trois prés et Bout-de-Lande (Laillé) / Élaboration du plan guide d'extension et de restructuration ; Suppression de la ZAC La Forge (Saint-Gilles)
- + Dématérialisation de l'instruction des dossiers d'autorisation du droit des sols (ADS)
- + Renforcement du lien métropole/communes (charte de fonctionnement urbanisme, élargissement des interventions des architectes-conseils pour promouvoir la qualité des projets...)
- + Mise en place d'un conseil architectural urbain et paysager avec le lancement d'un accord cadre pour une équipe constituée de deux architectes et un paysagiste
- + Programme de culture urbaine partagée autour de 3 cycles : "Formes urbaines" (visites dans les communes), "construction durable et Urbanisme circulaire" (visites de chantier) et "Principes de l'aménagement" (tables rondes et conférences)

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

- + Consommation foncière et renouvellement urbain : consommation ajustée ces 10 dernières années d'environ 902 hectares (90,2 ha/an) et taux de renouvellement urbain légèrement inférieur à 50% (objectif d'atteindre 60% pour le prochain PLH 2023 2028). Consommation constatée d'environ 45 ha/an entre mi 2021 et mi 2023

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

CULTURE

- Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire
- Soutien aux projets culturels et artistiques
- Patrimoine

+

++.....

+.....

+++++

++_____

++

+

+

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire

Chiffres clés 2023

Les Champs libres

Entrées aux portes au 01/10/23
: **721 000** visiteurs

Été 2023 : **158 000** personnes
accueillis en juillet et août soit
+28% de fréquentation par
rapport à 2022

Évènement Nos futurs du 21 au
26/01/23 : **20 000** participants

Écomusée, au 01/10/23

60 436 visiteurs (+ 16%)

8 339 scolaires (+ 3%)

18 % de visiteurs à l'exposition
temporaire (contre 22 % en
2022)

Maison du livre, au
15/09/2023

7 000 visiteurs

12 semaines de résidence
d'écriture

8 expositions

49 classes accueillies

La raison d'être du secteur

Les équipements culturels en régie – Champs Libres, Écomusée de la Bintinais, Maison du livre à Bécherel – participent de l'offre culturelle métropolitaine, à destination de tous les publics.

La qualité et la variété de l'offre des équipements, ainsi que leur complémentarité, permettent d'assurer leur grande accessibilité. Les partenariats constituent, à la fois pour favoriser cette accessibilité mais aussi pour faire rayonner le territoire, un enjeu stratégique pour chacun des équipements.

Les Champs Libres sont un établissement culturel pluridisciplinaire réunissant le Musée de Bretagne, la Bibliothèque métropolitaine, l'Espace des sciences, un café, des espaces d'ateliers et de rencontres. Les Champs Libres incarnent la conviction que l'accès aux savoirs est l'une des clés de l'exercice de la citoyenneté et un appui pour mieux vivre. Ouverts du mardi au dimanche toute l'année, ils proposent une offre large de services culturels, pour la plupart gratuits.

L'Écomusée de la Bintinais, musée de société, assure des fonctions de recherche, conservation et mise en valeur du patrimoine du Pays de Rennes. Il propose une exposition permanente et un parc agro-pastoral d'accès gratuit, et des expositions temporaires. Le contexte de crise environnementale invite l'équipement à orienter son projet autour des problématiques de transitions agro-écologique et alimentaire, en les replaçant dans une perspective historique.

La Maison du livre, située à Bécherel, est un espace de découverte du livre et des écritures sous toutes leurs formes, et de valorisation de la première Cité du livre de France. Ouverte à tous les publics, son accès est gratuit. Elle programme ateliers, animations, expositions, rencontres, organise la fête du livre et la nuit du livre et accueille régulièrement en résidence des auteurs et artistes pour leur projet d'écriture.

Les actions

- Assurer l'exploitation de l'établissement culturel "les Champs Libres", mettre en œuvre le projet culturel et la feuille de route associés
 - Enrichir, conserver, diffuser et partager les collections du Musée de Bretagne
 - Développer une offre de lecture publique rayonnant au niveau métropolitain
 - Favoriser le développement d'une culture générale de référence, notamment en matière de culture scientifique
- Offrir une offre culturelle de proximité avec une spécificité autour des écritures avec la Maison du livre à Bécherel
- Sensibiliser à la conservation du patrimoine du Pays de Rennes au sein de l'Écomusée
- Conforter la conservation et le stockage des collections patrimoniales

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

20.70 M€ **21.00 M€**

Recettes de fonctionnement

0.40 M€ **0.40 M€**

Dépenses d'investissement

3.70 M€ **3.60 M€**

Recettes d'investissement

0.10 M€ **0.10 M€**

Gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire

En 2024

+ Les Champs Libres :

- **Mise en œuvre de la nouvelle feuille de route** des Champs Libres (22-25) autour des axes suivants :
 - Amélioration de l'Accueil (Acte II) :
 - Amélioration des espaces d'accueil de second niveau ; développement d'une conciergerie dans le hall
 - Renouvellement des marchés Accueil et Sécurité
 - Amélioration de la signalétique
 - Accueil de nouvelles propositions pour faire vivre la place publique des Champs Libres : expérimentation de cartes blanches à des associations ou collectifs accueillis dans le hall
 - Évolution de l'offre de contenus :
 - Place donnée à la jeunesse : 3^e édition de Nos Futurs
 - Consolidation de l'axe transversal autour de la photographie : expositions Raymond Depardon dans le cadre d'Exporama, Sport et photographie ; lancement d'une résidence artistique, développement d'un catalogue d'expositions itinérantes dans la métropole
 - Un projet exemplaire en matière de développement durable, solidaire avec les acteurs du territoire et les habitants, transparent, plus sobre
 - Communication : développement de l'éditorialisation transversale des contenus, amélioration du site internet des Champs Libres
- **Bibliothèque :**
 - Poursuite de la politique d'enrichissement et de valorisation des collections courantes
 - Poursuite des chantiers de fond du patrimoine : enrichissement des collections, programmes de restauration, numérisation et mise en ligne de la presse ancienne (*Ouest France*), en partenariat avec la Bibliothèque Nationale de France
- **Espace des sciences**
 - "Upgrading" du Planétarium
 - Présentation de l'exposition *Intelligence(s) différentes par nature*
- **Musée de Bretagne**
 - 1^{ère} tranche d'amélioration du parcours permanent du Musée de Bretagne avec comme ligne directrice l'accessibilité
 - Exposition labellisée d'intérêt national *Mourir, quelle histoire !*
 - Phase étude de l'exposition *Carnavals*, 1^{er} projet d'exposition avec une approche systémique d'écoconception, réemployant +80% des mobiliers de l'exposition *Mourir, quelle histoire !*
 - Poursuite des grands chantiers des collections : récolement et chantier préalable au transfert des collections vers les nouvelles réserves (2022-2026) ; chantier des collections photographiques (2021-2025)

+ Écomusée de la Bintinais

- Exposition *Cuir, une matière à fleur de peau*

- Renouvellement de la programmation culturelle
- Évolution des ateliers pédagogiques

+ Maison du Livre à Bécherel

- Poursuite du développement des partenariats et de la diversification des publics : secteur scolaire, médico-social, loisirs
- Expositions sur le roman populaire, les illustrations autour de *Sauvage !*, la BD avec E. Lepage
- Propositions hors les murs avec utilisation des espaces publics, jardins privés impliquant les habitants
- Pilotage des temps forts de la Cité : fête du livre autour de la thématique *Sauvage !*, et nuit du livre

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

+ Les Champs libres

- Plan de Gros Entretien Rénovation centré sur les économies et le contrôle de l'énergie
- Dans le cadre de la démarche "numérique responsable", chef de file au sein de la direction de la culture sur la sobriété numérique, enjeu au cœur du projet de nouvel écosystème numérique des Champs Libres
- Une pratique systématique de réemploi, notamment des éléments de scénographie des expositions temporaires
- Déplastification de 20 % des collections de la bibliothèque

+ Maison du livre

- Pilotage raisonné des événements avec une diminution de 10 % des propositions, et une baisse de 30 % des kms parcourus par les auteurs/artistes invités.

Egalité femmes-hommes

En 2023, répartition des équipements culturels en régie métropolitains par genre :

- En nombre (5 établissements) : 60% femmes/40% hommes
- En volume budgétaire : 60% femmes/40% hommes

+ Aux Champs Libres

- Une programmation qui vise la parité dans ses invité.es accueilli.es à l'auditorium ou au café et ses artistes exposé.es, et dont les thèmes traitent notamment des questions de parité, de genre, de féminisme (festival *Ré-elles, Nos futurs*, grands témoins, etc.)
- Parcours matrimoine/visites créées au musée de Bretagne et projet EAC (Bretonnes dans l'histoire)
- En 2024, parité dans les intervenant.es des rencontres de la Bibliothèque

+ À la Maison du livre

- Sur les 10 résidences en 2023 : 60% femmes/ 40% hommes
- Sur la programmation des 2 temps forts 65 % des propositions d'animations étaient féminines
- Sur les ateliers du mercredi, 70 % ont été assurés par des femmes

+ À l'Écomusée

- Spectacles *Vachement belle* par V. Blot (Nuit des musées) et *Rotofil* par la Compagnie Les Armoires pleines (en partenariat avec Les Tombées de la nuit) : parcours de femmes agricultrices, avec témoignages et prises de parole
- En 2024, parité dans les intervenant.es

Chiffres clés 2023

140 demandes d'aides reçues

105 structures soutenues

07 festivals d'intérêt métropolitain

17 manifestations ou projets intercommunaux

10 projets d'acteurs "ressources"

22 développeurs d'artistes

10 projets éditoriaux aidés dans le cadre de l'aide à l'édition

14 projets intercommunaux de résidences mutualisées

03 projets soutenus au titre de la valorisation du patrimoine

02 projets dans le cadre du soutien à la filière du design

17 Projets soutenues au titres de la relance à la diffusion

Et en lien avec le service du développement économique :

7 projets innovants soutenus via l'appel à projet créativité croisée

153 590 visiteurs autour des expositions Deller et Forever Sixties + **24** porteurs de projets Exporama

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.40 M€	4.00 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.30 M€	0.30 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.20 M€	0.20 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

La raison d'être du secteur

Rennes Métropole accompagne les acteurs artistiques du territoire en leur permettant de mettre en œuvre des projets qui mobilisent plusieurs communes et/ou plusieurs structures culturelles via :

- les dispositifs « résidences mutualisées » qui permettent l'accueil d'artistes et les résidences de création dans au moins deux communes ;
- au regard du contexte de crise une aide exceptionnelle à la relance de la diffusion en soutien aux équipes artistiques du territoire et aux communes de la métropole.

La Métropole accompagne ainsi la structuration de projets artistiques, leur création et leur production. Ces deux dispositifs permettent aux artistes de bénéficier de temps de travail en résidence plus conséquents.

Rennes Métropole soutient également des festivals :

- de dimension locale, qui renforcent les liens et favorisent la mise en réseau à l'échelle intercommunale ;
- à dimension nationale ou internationale, qui contribuent au rayonnement du territoire.

Rennes Métropole accompagne les projets portés par des acteurs du secteur créatif, des industries culturelles et facilite l'accompagnement professionnel des artistes.

- elle met en œuvre l'«Aide aux développeurs d'artistes», dont l'objectif est d'apporter un soutien aux structures qui accompagnent durablement des artistes dans leur travail de création, de recherche et de diffusion toutes esthétiques confondues ;
- elle soutient aussi le secteur de l'édition dans la cadre d'une convention avec la Région Bretagne ;
- en collaboration avec le secteur développement économique, un soutien est apporté à des projets innovants permettant de croiser entrepreneuriat et création artistique et culturelle par le biais d'un appel à projet nommé créativité croisée.

Enfin, Rennes Métropole permet la production de projets qui permettent « l'exportation » des artistes ou à l'inverse l'accueil d'artistes venus d'ailleurs, notamment dans le cadre des coopérations régionales d'une part, internationales, d'autre part, *via* le partenariat avec l'Institut Français.

Deux projets culturels sont accompagnés par Rennes Métropole depuis une dizaine d'années au titre de leur intérêt métropolitain : Au Bout du Plongeur au Manoir de Tizé à Thorigné-Fouillard et la Ferme du Haut-Bois à Saint-Jacques-de la Lande initialement occupée par le campement Dromesko et, à compter de 2024, par Ay Roop qui y installera un pôle cirque contemporain.

Depuis septembre 2022, Rennes Métropole a fait l'acquisition de l'ancienne prison Jacques Cartier afin de la transformer en lieu culturel et citoyen.

Les actions

- Aide aux manifestations et projets culturels métropolitains
- Aides exceptionnelles à la relance de la diffusion

En 2024

- + Engagement d'une nouvelle impulsion au projet culturel métropolitain autour des axes suivants :
 - Une dimension ressource approfondie pour les équipements de Rennes Métropole
 - Des modalités d'accompagnement des dynamiques intercommunales renforcées
 - Le déploiement à l'échelle métropolitaine de réflexions transversales, telles que :
 - La transition environnementale
 - Les espaces de travail pour les artistes
- + Mise en œuvre d'une phase transitoire pour le site Jacques-Cartier : activations culturelles et citoyennes, travaux de préservation et de mise en sécurité du site
- + Reconduction d'Exporama, évènement estival autour de l'art contemporain
- + Mise en place du projet de pôle cirque contemporain de l'association Ay Roop sur le site de la ferme du Haut-Bois

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- En 2023, 100% des acteurs culturels subventionnés par la métropole étaient engagés dans le niveau 2 de "La Boussole", outil interne d'autodiagnostic de développement durable
- En 2024, diffusion d'un document de synthèse de l'action de la Direction de la culture en matière de transition environnementale :
 - Favoriser la prise de conscience collective
 - Concevoir œuvres et événements de façon écologique
 - Concevoir et faire fonctionner nos bâtiments de façon écologique
 - Verdir nos mobilités culturelles
 - Rendre nos pratiques numériques plus sobres
 - Ralentir et renoncer
- Mise en œuvre en 2024 de la feuille de route de la direction de la culture en matière de mobilité décarbonnée :
 - S'organiser : formation des agents, réalisation d'enquêtes mobilité des visiteurs, élaboration d'une feuille de route mobilité décarbonnée dans chaque équipement
 - Réduire les distances parcourues (pour les équipes artistiques, les agents, les œuvres, ...)
 - Encourager au report modal (réduire le parc automobile, déployer de nouvelles infrastructures, inciter aux mobilités douces dans les supports de communication, ...)

Egalité femmes-hommes

- En 2022, répartition des dispositifs d'aides métropolitains par genre :
 - Nombre de dossiers traités : 35% femmes / 48% hommes / 17% mixtes
 - Volume budgétaire attribué : 20% femmes / 49% hommes / 31% mixtes

Perspectives de travail autour d'outils pour compter la place des femmes dans les programmations, la gouvernance et les équipes salariées et bénévoles des projets soutenus

Chiffres clés 2023

8900 visiteurs (visites libres et guidées) à la prison Jacques-Cartier pour les Journées du patrimoine et du patrimoine

La raison d'être du secteur

La politique patrimoniale de la Métropole participe de son projet culturel communautaire : elle vise à favoriser le développement de projets intercommunaux et concourt à la construction de l'identité du territoire, et elle contribue à l'émergence de la destination métropolitaine. Cette politique a trait à toutes les composantes de la conservation du patrimoine : collecte, préservation et restauration, recherche, valorisation et partage de la connaissance, plaisir de sa contemplation et de ses usages.

Si la Métropole possède peu de patrimoine (à la différence de ses communes), en dehors de celui inscrit sur l'inventaire de ses équipements patrimoniaux, elle travaille à son enrichissement et à sa bonne conservation : acquisition et restauration du couvent des Jacobins, acquisition de la prison Jacques-Cartier, commande ambitieuse d'art public pour la ligne B du métro, programme de construction de nouvelles réserves sur la ZAC du Hil.

Grâce à l'expertise patrimoniale acquise par ses services et ses équipements au cours de nombreux projets de recherche et d'aménagement (par exemple, expositions *Architecture de terre*, *L'Arbre et la Haie*, *La Vilaine* ou *Rennes, les vies d'une ville*, élaboration du PLUi), Rennes Métropole est en capacité d'accompagner scientifiquement les communes dans des opérations de collecte, de rénovation et transformation, d'aménagement ou d'acquisition de patrimoine.

Rennes Métropole entend s'engager plus fortement dans une politique de valorisation de son patrimoine. La question patrimoniale est intégrée dans les chantiers transversaux menés par Les Champs Libres (patrimoine écrit, architecture XX^e siècle, photographie, patrimoine culturel immatériel). Une politique plus active de médiation patrimoniale est développée. Le renouvellement du label "Métropole d'Art et d'Histoire" en 2023 s'appuie sur un projet se déclinant en 3 axes :

- Élaborer une culture partagée dans tout le territoire métropolitain autour du patrimoine et du projet urbain métropolitain ;
- Rendre le patrimoine accessible à tous les métropolitains ;
- Faire du patrimoine un levier de projets, de développement économique et de développement durable.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

0.20 M€	0.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

2.60 M€	5.60 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.10 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Responsabilité et coordination du label Métropole d'Art et d'Histoire
- Commande d'art public
- Conservation et restauration du patrimoine matériel et immatériel
- Valorisation du patrimoine matériel et immatériel, dont : coordination des JEMP (déléguée à Destination Rennes), projet de Sentier Métropolitain, refonte de la signalétique patrimoniale (accompagnement des communes)
- Coordination des équipements culturels et patrimoniaux métropolitains
- Suivi conventions avec partenaires du champ patrimonial (Inventaire régional, associations langues et culture de Bretagne...)

En 2024

- Mise en œuvre de la nouvelle convention "Métropole d'Art et d'Histoire" signée en 2023 avec l'État
- Élaboration d'une nouvelle charte graphique pour la signalétique patrimoniale et édition d'un guide d'usage pour les communes
- Poursuite du projet de sentier métropolitain : finalisation du tracé
- Poursuite du chantier de construction d'un bâtiment dédié aux réserves du Musée de Bretagne et Écomusée dans la ZAC du Hil à Noyal-Châtillon-sur-Seiche
- Aménagement d'un espace d'introduction sur le patrimoine de la métropole à l'Office de Tourisme
- Poursuite de la collecte de mémoire à la prison Jacques-Cartier

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

Sentier métropolitain : 9 branches de chemin en mode doux (vélo, piéton) à travers la métropole, avec valorisation des espaces naturels

Accompagnement de projets d'études du Master Restauration et Réhabilitation du patrimoine bâti de Rennes 2 autour du patrimoine de la seconde moitié du XX^e siècle et des enjeux de sa rénovation énergétique respectueuse de ses qualités patrimoniales

Egalité femmes-hommes

2023 : diffusion d'un document feuille de route patrimoine commune à la Ville de Rennes et Rennes Métropole, articulée autour de 5 enjeux (acquisition-collecte ; connaissance-étude ; valorisation ; communication ; sensibilisation-formation). Il est demandé à chaque équipement de mener désormais au moins un projet par enjeu chaque année, et d'en faire un bilan

Poursuite d'une programmation patrimoine aux "Journées européennes du patrimoine et du patrimoine"

PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE

- Communication
- Ressources Humaines
- Stratégie et gestion immobilière
- Stratégie et gestion financière
- Logistique
- Gestion et développement du Système d'Information
- Vie de l'institution, Sécurité Juridique et Commande Publique
- Animation de l'intercommunalité, proximité et appui aux communes
- Gestion et développement du système des données territoriales
- Prospective, évaluation, politiques temporelles, coopérations et partenariats
- Participation citoyenne

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

3 numéros du "Rennes Métropole magazine" puis 5 numéros de son successeur "Ici Rennes Métropole" (depuis sept 2023), diffusés à 240 000 exemplaires

4,3 millions de pages vues sur le site metropole.rennes.fr

+ de 240 200 abonnés aux réseaux sociaux : Facebook, twitter, Instagram et LinkedIn .

Appli "Ici Rennes" : 20 000 téléchargements depuis novembre 2018 (52 newsletters "Expresso du samedi")

Partenariat en communication avec 11 clubs sportifs

110 500 spectateurs à l'occasion des projections sur le Parlement de Bretagne

17 campagnes métropolitaines affichées sur le réseau 2 et 8 m², print et digital, à Rennes et dans les communes de la métropole de janvier à octobre.

Au 31 août 2023, 163 actions presse ont été conduites (avec 101 communiqués, 21 dossiers de presse, 46 points presse ou visites, 57 invitations et 44 mails sur mesure ou tweets) et 1111 demandes traitées (615 sur des sujets Ville, 312 sur des sujets Métropole, et 184 sur des politiques publiques mutualisées)

La raison d'être du secteur

Rendre compte auprès des publics cibles de la Métropole (élus, partenaires institutionnels, milieu économique, habitants) des principales politiques publiques menées ou impulsées à l'échelle métropolitaine, en répondant à deux enjeux principaux :

- 1) la pédagogie de l'action métropolitaine, pour répondre aux grands enjeux liés aux transitions sociales, environnementales et démocratiques,
- 2) l'accompagnement de la mise en place d'actions de concertation sur les grandes compétences métropolitaines
- 3) Veiller à relayer les projets métropolitains, tant sur le plan de la prospective (plans d'action à grande échelle) que de la proximité (notamment sur les nouvelles compétences)

La communication publique métropolitaine valorise et accompagne l'action publique, initie la participation citoyenne, promeut le territoire et ses acteurs, tout en portant, en interne, l'appropriation du changement par les agents.

Ce travail se mène en intégrant l'impact et les opportunités de la transition numérique, qui modifie en profondeur les modalités de la communication publique territoriale.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

4.90 M€	4.80 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

1.40 M€	1.50 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.10 M€	0.20 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.10 M€
---------	---------

Les actions

- Informer le public
- Communiquer autour des opérations grand public et de l'événementiel
- Contribuer à la valorisation du territoire
- Organiser les fêtes et cérémonies
- Piloter la stratégie de communication

En 2024

En 2024, les principales actions en matière de communication se concentrent autour des axes suivants :

- + **Accompagnement de projets liés aux priorités du mandat**
 - Déploiement de outils de communication, de prospection et signalétique du **Pôle d'excellence industrielle La Janais**
 - Déploiement des outils de communication **agriculture et alimentation durables**
 - Inauguration de nouveaux aménagements du **Réseau express vélo**
 - Concertation sur la **mise en application de la Zone à faibles émissions** (à partir de mi-nov 2023)
 - Concertation liée à l'élaboration du futur **Plan climat air énergie territorial** (à partir de janvier/février 2024)
 - Concertation **liée à la modification n°2 du PLUi** (à partir de novembre 2023)
 - **Tri à la source des biodéchets** avec distribution gratuite de composteurs dans les pavillons, installation d'aires de compostage et de bacs de collecte sur les espaces publics
 - Vote définitif du **Programme local de l'habitat** (conseil métropolitain déc. 2023)
- + **Campagnes de promotion, sensibilisation**
 - Campagne de **promotion et de valorisation des métiers de l'agriculture**
 - Campagne de **valorisation au jardin des végétaux** suite à la décision de la fin de la collecte des tontes en déchèterie
- + **Création d'identités visuelles**
 - Création de l'identité visuelle **signalétique patrimoniale et refonte des supports d'interprétation patrimoniale**
 - Création de l'identité visuelle du **sentier métropolitain**
 - Refonte de l'identité du **Bureau des temps**
- + **Grands événements**
 - Accompagnement du festival **Nos Futurs aux Champs-Libres** en partenariat avec le journal Le Monde (mars 2024)
 - **Festival métropolitain d'art contemporain Exporama** (juin à sept. 2024)
 - Organisation des **Projections sur le Parlement de Bretagne** (juillet-août 2024)
- + **Partenariats**
 - Soutien financier aux **grands festivals culturels**
 - **Partenariats avec des clubs** (11 clubs masculins et féminins dans 5 disciplines collectives : football, handball, basketball, volleyball, rugby) **et événements sportifs métropolitains**
 - La collaboration avec TV Rennes comme relais d'information privilégié
 - L'accompagnement des radios associatives locales dans le déploiement de la Radio Numérique Terrestre en Dab +

Impacts territoriaux de la politique publique transition écologique

- + **Refonte complète du magazine métropolitain** pour le fusionner avec le magazine Les Rennais, pour pouvoir continuer à produire une information de qualité concernant l'ensemble du territoire, dans un contexte de crise énergétique et de forte hausse du coût du papier. ICI Rennes et ICI Rennes Métropole, lancés en septembre 2023, seront distribués 11 numéros par an, sur papier 100% recyclé, imprimé à froid, format adapté à l'imprimante (perte de papier limitée) et contrôle accru sur la distribution
- + 2023 a été consacrée à quantifier **l'impact numérique du site metropole.rennes.fr** et des premières actions correctives ont été mises en place : suppressions de pages et fichiers inutilisés. 2024 sera consacrée à la refonte pour mise en ligne d'un site éco-conçu en 2025. Rationalisation et optimisation du dispositif de diffusion des documents (flyers, dépliants, prospectus, cartes postales, affiches des campagnes de communication) pour en améliorer l'efficacité
- + Prise en compte des **enjeux de lutte contre le réchauffement climatique** dans la nouvelle consultation portant sur les **prestations de traités** dans le cadre des relations aux publics (saisonnalité et traçabilité des produits, empreinte carbone, consommables réutilisables ou recyclables, dispositif d'insertion et de formation pour les personnels...)
- + Travail de fond pour réduire drastiquement la consommation énergétique et l'impact carbone de tous les outils numériques de la collectivité, en intégrant leurs cycles de vie. Ce travail d'analyse donnera lieu à des recommandations qui seront partagées avec l'ensemble des communes et des partenaires de la métropole

- + Poursuite du travail de **valorisation du patrimoine**, à travers notamment les journées du patrimoine, en lien avec Destination Rennes. À noter que cette question a donné naissance au développement de la rubrique Patrimoine de Wiki Rennes. Une catégorie spéciale "*voies portant un nom de femmes*" permet de découvrir toutes les femmes mises à l'honneur dans la ville de Rennes. Tous ces éléments sont à retrouver en ligne sur <http://www.wiki-rennes.fr>
- + Travail engagé pour rédiger une charte éditoriale visant à communiquer sans stéréotypes de sexe. Formation des équipes Dircom (service projet, rédaction multimédia et service des prestations graphiques)

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Postes budgétaires : **2039**
pour **1911** agents
permanents

Agents dans un dispositif
d'insertion + apprentis +
service civique : **35**

Arrivées : **403**

Départs définitifs : **314** dont
35 à la retraite et **40**
mutations

83000 feuilles de salaire dont
25000 pour Rennes
Métropole

Jours de formation :
4546 pour soit **2.5** jours par
agents

Part du régime indemnitaire
sur les rémunérations
annuelles brutes : **19.54%**

Moyenne d'âge des agents
permanents de la
collectivité : **47 ans**

La raison d'être du secteur

La politique des ressources humaines conduite à Rennes Métropole vise à recruter, former, accompagner, rémunérer, faire évoluer l'ensemble des agents qui accomplissent les missions métropolitaines sur le territoire métropolitain.

Dans ce cadre, les orientations suivantes guident les dispositifs de politique de ressources humaines de la Métropole :

- Construire les politiques de RH dans le cadre d'un dialogue social riche et respectueux ;
- Assurer un accompagnement des services et des agents par des dispositifs de conseil, de formation, de mobilité ou de reconversion professionnelle variés et soucieux des situations individuelles ;
- Mener ces politiques en tant qu'employeur socialement responsable, notamment sur les questions d'égalité professionnelle, de lutte contre les discriminations ou d'insertion par l'emploi.
- Prévenir les risques professionnels de toute nature

Ces orientations se traduisent au quotidien par la mise à disposition de ressource auprès des services et des agents. Leur réussite s'appuie sur un partage de la fonction RH et un engagement de chaque manager dans sa mise en œuvre.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

5.50 M€	5.10 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

3.20 M€	3.40 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.10 M€	0.10 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Piloter et partager la politique des Ressources Humaines
- Pourvoir les besoins des services par le recrutement de compétences adaptées
- Assurer le bon fonctionnement des services par une gestion efficace des ressources humaines
- Définir et mettre en œuvre les conditions de travail optimales
- Définir et mettre en œuvre la responsabilité sociale de la collectivité comme employeur
- Gérer la relation avec les usagers / agents

En 2024

- + Construire un nouvel agenda social pour la période 2024-2027
- + Favoriser les recrutements pour garantir la continuité du service public en développant l'attractivité de la métropole employeur : promotion des métiers (marque employeur), valorisation financière, amélioration de l'accueil des recrutés, évolution des modes de recrutement
- + Mettre en œuvre la nouvelle offre d'action sociale pour les agents métropolitains et investir de nouveaux champs (logement, garde d'enfants) sur la base du diagnostic réalisé en 2023
- + Accompagner les secondes parties de carrière, dans un contexte global d'allongement des carrières et de vieillissement des effectifs d'agents métropolitains
- + Amplifier une politique volontariste d'insertion professionnelle en accroissant l'accueil de jeunes en apprentissage, en poursuivant l'accueil de jeunes en service civique et en accompagnant les jeunes notamment issus des quartiers de la politique de la ville
- + Obtenir le label national diversité pour la politique RH de la métropole
- + Favoriser la mobilité au sein de la métropole et des deux autres collectivités mutualisées, via une offre de service renouvelée dans le cadre de la charte de la mobilité choisie
- + Tirer les conclusions de l'expérimentation en cours sur les 39h hebdomadaires pour les agents de catégorie A et déployer de nouvelles expérimentations sur la semaine de 4 jours pour les métiers non télétravaillables
- + Déployer le réseau des assistants de prévention dans l'ensemble des directions de la métropole, conforter l'offre de service en matière de prévention des risques psycho-sociaux
- + Finir de décliner le plan de prévention des agressions et de qualité de vie au travail sur les missions d'accueil
- + Accompagner les managers dans leur appropriation de leurs missions RH et de la politique RH, en les dotant d'outils et de techniques managériales, réinterroger le plan d'animation managériale dans ce cadre
- + Poursuivre la démarche de refonte du système d'information ressources humaines afin d'outiller les services RH et les directions opérationnelles pour suivre les recrutements, la carrière, la paie, le temps de travail, et gérer les talents
- + Déployer un outil de pilotage de l'information RH à destination des Directions

Climat et transition écologique

Nombre bénéficiaires du Plan de Déplacement des Agents pour la métropole : 700 à la Métropole en octobre 2022

Nombre de déplacements ferroviaires sur le total de déplacements professionnels : 1099/1880 (au 30/11/2022)

Nombre de formations portant sur la transition écologique :

Au 30/09/23, 14 actions de formations en lien avec la transition écologique, financées sur le budget alloué à la Métropole, sont programmées dont :

- 2 actions collectives inscrites au catalogue
- 6 actions collectives programmées à la demande des directions
- 6 actions individuelles

À cette programmation interne à la DRH, il faut ajouter les actions programmées par les autres Directions à l'instar de COPROD (Fresque du climat, actions programmées dans le cadre du défi écologie, adaptation du trèfle des projets pour intégrer le concept "éviter, réduire, compenser"...) ou encore la DSN (fresque du numérique responsable)

Il faut également ajouter les actions collectives et individuelles non payantes (CNFPT, ADEME...) suivies par les agents

Au catalogue interne 2024, 3 actions transversales sont inscrites :

- La gestion écoresponsable d'un équipement public
- Initiation pratique à la conduite économique et écologique
- Le réemploi des matériaux dans la construction

Une action grand public à l'intégration de l'économie circulaire dans son quotidien de travail est également en cours de construction.

Egalite femmes-hommes

Dates clefs :

Janvier 2023 : obtention de subventions (11 689 euros) via le FEP (fonds pour l'égalité professionnelle)

6 au 10 mars 2023 : Semaine de l'Égalité

20 au 24 novembre 2023 : Semaine de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Printemps 2024 : Audit de renouvellement du Label Égalité et premier audit du Label Diversité

Avril 2024 : Signature du protocole d'accord relatif au Plan d'action égalité-diversité 2024-2025

Pour rappel, les 7 axes du Plan d'action égalité professionnelle sont les suivants :

- Axe 1 : Former et sensibiliser les agent.es et les partenaires
- Axe 2 : Renforcer l'égalité en matière de rémunération et de statut
- Axe 3 : Développer la mixité dans les services
- Axe 4 : Assurer l'égalité dans les parcours professionnels
- Axe 5 : Favoriser la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle
- Axe 6 : Renforcer l'égalité en matière de qualité de vie professionnelle
- Axe 7 : Lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles au travail

Zoom sur quelques axes :

AXE 1 -Former et sensibiliser les agent.e.s et les partenaires

Formations et sensibilisations

En 2023, c'est **500 agent.es** qui ont été formé.es aux enjeux de l'égalité, de la diversité et des luttes contre les discriminations et des violences au travail (formation à la communication égalitaire (DirCom et CoProd), à la commande publique égalitaire, au recrutement inclusif (Service RH + directions), égalité pro, etc)

-Nouvelles formations proposées au catalogue de formation 2024 : égalité pro, diversité pro, violences sexistes et sexuelles au travail

- 7 Cafés égalité en 2023 (dont 3 à venir)
- 2 sessions avec les Nouvelles Oratrices
- 6 Ateliers "Répartie, développer son audace verbale"

Réseau égalité (DAJE/DRH)

-Élargissement du Réseau égalité aux thématiques d'égalité dans les politiques publiques et de diversité : 42 membres du Réseau dans 16 Directions

AXE 2 -Renforcer l'égalité en matière de rémunération et de statut

Action sociale

Projet action sociale débuté en 2023 sur la révision des prestations sociales et différentes aides dont l'aide à la garde d'enfants pour les agent.es en horaires atypiques

AXE 3 -Développer la mixité dans les services

Capital filles

-Capital filles : 29 marraines pour 2022-2023

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

AXE 4 Assurer l'égalité dans les parcours professionnels

- 57% des postes de catégorie A (cadres) sont des femmes
- La mobilité professionnelle a concerné 144 femmes sur 237 agent.es (61%) en 2020
- Taux d'emploi des personnes en situation de handicap : 7,16%

AXE 5 -Favoriser la conciliation vie privée et vie professionnelle

Télétravail

2018 : 183 télétravailleur.euses dont 73,7% de femmes
2019 : 313 agent.es dont 70,3% de femmes (220 femmes et 93 hommes)
2020 : 1 194 agent.es dont 70,1% de femmes (837 femmes et 357 hommes)
2021 : 1 212 agent.es dont 70% de femmes
2022 : 1 430 agent.es dont 70% de femmes

AXE 6 -Renforcer l'égalité en matière de santé et de qualité de vie au travail

Les femmes représentent 75 à 80% des 80 à 100 agents qui sont accompagnés en continu, suite à un avis d'incapacité médicale

AXE 7 -Lutter contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations au travail

Depuis 2022 : près **400 agent.es sensibilisé.es** à la lutte contre les VSST

- Rencontres de terrain auprès des agent.es pour évoquer Discrim'alerte : crèche, DJB, EHPAD, Codir DSS...
- Enquête interne sur le ressenti discriminatoire et les violences au travail : 822 réponses
- Formation du Réseau des référents VSST à la DirCult
- Semaine de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles : atelier sur la répartition, stages d'autodéfense physique et verbale, conférence, escape game sur le sexisme, café égalité
- En cours : création d'un onglet intranet dédié à Discrim'alerte

Cellule d'écoute – Discrim'alert

- Discrim'alert : 10 signalements en 2022 – Chiffre non connu à ce jour pour 2023

Formations à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail

-Depuis 2022 : presque **400 agent.es sensibilisé.es** à la lutte contre les VSST

- Rencontres de terrain auprès des agent.es pour évoquer Discrim'alerte : crèche, DJB, EHPAD, Codir DSS...
- Enquête interne sur le ressenti discriminatoire et les violences au travail : 822 réponses
- Formation du Réseau des référents VSST à la DirCult
- Semaine de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles : atelier sur la répartition, stages d'autodéfense physique et verbale, conférence, escape game sur le sexisme, café égalité
- En cours : création d'un onglet intranet dédié à Discrim'alerte

Répartition totale genrée des effectifs permanents 2021 - 2022

	VDR		RM		CCAS	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Femme	62%	62%	50%	51%	90%	89%
Homme	38%	38%	50%	49%	10%	11%

Nombre d'avancement de grade 2021 – 2022

	VDR		RM		CCAS	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Femme	129	190	61	70	26	11
Homme	96	122	75	60	4	11

Envoyé en préfecture le 28/12/2023
Reçu en préfecture le 28/12/2023
Publié le 2023
ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Répartition des agents en temps partiel 2022

	VDR	RM	CCAS
Femme	543	212	135
Homme	73	44	10

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

110 000 m² de surfaces entretenues (hors parking) pendant la durée du marché (4 ans)

14 000 m² de vitres nettoyées

450 h minimum par an d'insertion sur le marché nettoyage

23 tonnes de papiers, journaux, magazines collectés sur les sites RM

Sur l'Hôtel de Rennes Métropole :

932 MWh consommés en électricité ; **852 MWh** en chauffage et **2887 m³** d'eau

Étiquette DPE :

C en consommation énergie
A en émission CO2

7,8 kg de mégots de cigarettes collectés

La raison d'être du secteur

La stratégie immobilière est axée sur une recherche de gains économiques, de gains environnementaux en réduisant la facture énergétique et d'optimisation dans l'occupation des espaces et des déplacements.

La gestion des locaux présentée dans ce programme, comprend des actions participant à l'exemplarité du fonctionnement de Rennes Métropole :

- les collectes/traitements des déchets des services, dans le cadre des « services à l'agenda », action intégrée dans la démarche Agenda 21 ;
- le nettoyage des locaux avec l'intégration de clauses sociales dans le marché de prestations ;
- l'optimisation du fonctionnement des équipements avec l'objectif de réduire la consommation énergétique.

Plus spécifiquement sur l'Hôtel de Rennes Métropole, les actions du secteur permettent l'accès « physique » des usagers aux services métropolitains en assurant l'accueil institutionnel, la sécurité et l'accessibilité du bâtiment. L'organisation de colloques, d'événementiels au sein du bâtiment contribue à la reconnaissance de Rennes Métropole comme acteur institutionnel du territoire rennais.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

21.30 M€	14.80 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

0.20 M€	0.30 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.70 M€	1.70 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Assurer l'exploitation de l'Hôtel de Rennes Métropole
- Assurer l'exploitation des autres bâtiments administratifs, techniques (plateforme voirie, bâtiments assainissement, déchetteries) et culturels
- Lancement d'une démarche de construction d'un schéma directeur énergie pour le patrimoine bâti et non bâti afin de définir un programme d'actions pour le mandat et à l'horizon 2030

En 2024**Pour les actions en faveur du développement durable :**

- + Mise en place d'un schéma directeur énergie du patrimoine bâti et non bâti visant à définir un plan d'actions et une programmation pluriannuelle des investissements qui permettent d'optimiser les consommations et les dépenses d'énergie
- + Mise en place d'une stratégie immobilière sur les locaux de service (administratif et technique) à l'échelle métropolitaine ou communal (VdR), dans le but de réinterroger les occupations du patrimoine (améliorer les usages, optimisation budgétaire, amélioration de la performance énergétique, ...)
- + Mise en place d'une stratégie de déploiement des énergies renouvelables
- + Étudier l'optimisation de la prestation nettoyage pour une meilleure efficience
- + Poursuivre la réalisation des prestations de nettoyage sans chimie
- + Réduire les déchets issus des prestations de nettoyage

Pour un meilleur accueil des usagers à l'Hôtel de Rennes Métropole :

- + Interroger la pertinence du maintien de l'accueil téléphonique de Rennes Métropole à l'Hôtel de Rennes Métropole au regard de l'évolution des organisations et des compétences du service relations citoyens
- + Réfléchir à l'utilisation des espaces au sein de l'Hôtel de Rennes Métropole en lien avec les usagers (espaces détente, salles de réunions, espaces ouverts, ...)
- + Continuer la mise en place d'équipements audiovisuels dans chaque salle de réunion

Pour l'exploitation de l'Hôtel de Rennes Métropole : les dépenses de fonctionnement concernent majoritairement la maintenance préventive ainsi que le gardiennage et la télésurveillance

- + Des travaux de cloisonnement d'espace ont eu lieu en 2023 afin d'optimiser les locaux et pouvoir accueillir davantage de collaborateurs ; ils vont se poursuivre en 2024 et suivantes
- + Une réflexion a démarré en 2023 auprès des directions pour voir les possibilités d'optimisation des locaux sur HRM dans le but de pouvoir accueillir d'autres services au sein du bâtiment. Le projet va se poursuivre en 2024

Depuis 2018, le secteur prend en compte l'exploitation des nouveaux sites techniques affectés à l'assainissement et à la voirie

Depuis 2020, le secteur prend en compte la maintenance des déchetteries

Chiffres clés 2023

Aa3 perspective stable, note financière accordée à Rennes Métropole en avril 2023

39 436 mandats

15 jours, c'est le délai global de paiement moyen du Budget principal de Rennes Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022 **dont 7,5 jours pour le délai de traitement interne** et 7,5 jours pour le délai de paiement du comptable public

14 budgets gérés à Rennes Métropole

14 jours de formation interne dispensés, 128 personnes formées (réseau interne agents budgétaires et comptables), par le service budget comptabilité aux outils et procédures comptables et **245** agents formés en juin à une nouvelle version du logiciel

41 M€, c'est le montant des lignes de trésorerie dont dispose Rennes Métropole depuis mai 2023 pour gérer les besoins de trésorerie de l'ensemble des budgets

1 030 M€ d'encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2023, tous budgets confondus

La raison d'être du secteur

La stratégie financière de Rennes Métropole vise à permettre la réalisation d'un programme d'investissement de près de 2 Mds € entre 2021 et 2027, avec pour objectif d'accélérer la dynamique de changement en matière de transition écologique, de promouvoir un modèle de développement responsable, solidaire et inclusif.

Compte tenu du programme d'investissement, la gestion financière de Rennes Métropole nécessite une maîtrise des dépenses de fonctionnement dans un contexte de forte incertitude, une optimisation des recettes, notamment d'investissement, ainsi qu'une gestion active et optimisée de la dette de court et de long terme dans un contexte de remontée des taux d'intérêt. La dette de long terme appelle une activité d'anticipation des besoins et des opportunités en fonction de l'évolution de l'environnement financier. La politique d'emprunt fait également l'objet d'une analyse extra-financière de la RSE des établissements prêteurs.

Au-delà de la retranscription des prévisions budgétaires nécessaires à l'équilibre du budget (fiscalité, dotations, frais financiers, emprunt, ...) ou à la gestion de la collectivité (opérations comptables particulières), le programme prévoit le financement d'études et de prestations de conseil permettant de piloter la stratégie financière.

La dernière évaluation financière en avril 2023 s'est traduite par la confirmation par l'agence Moody's de la note de long terme « Aa3 perspective stable » qui souligne la performance financière de Rennes Métropole et la qualité de sa gestion financière.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

75.20 M€	83.40 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

489.30 M€	534.90 M€
-----------	-----------

Dépenses d'investissement

62.50 M€	67.40 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

241.70 M€	309.30 M€
-----------	-----------

Les actions

- Assurer l'élaboration du budget au regard des objectifs de politique publique et de l'objectif de soutenabilité financière
- Animer le dialogue de gestion
- Poursuivre les travaux de prospectives afin de garantir l'autonomie financière de la collectivité
- Mobiliser les ressources externes
- Optimiser la gestion active de la dette

En 2024

- + Piloter l'encours de dette et la souscription des emprunts dédiés au financement des grands projets de la Métropole et des grandes politiques métropolitaines : transports, politique de l'habitat, aménagement urbain, développement économique, voirie, assainissement, déchets etc
- + Sélectionner les financements de long terme en fonction de la performance financière des offres, de la transparence et de la responsabilité sociétale et environnementale des établissements prêteurs
- + Poursuivre la gestion active de trésorerie
- + Mettre en œuvre la convention de services comptables et financiers (CSCF) en partenariat avec la Direction Régionale des Finances Publiques. Trois axes de travail permettent d'organiser le plan d'actions déclinées en fiches opérationnelles :
 - Axe 1 : une chaîne comptable simplifiée et modernisée
 - Axe 2 : préparer la collectivité à la généralisation de la certification des comptes
 - Axe 3 : une relation partenariale affirmée et encadrée avec le comptable public
- + Accompagner les directions opérationnelles dans leur gestion budgétaire et comptable :
 - 3 sessions annuelles de 7 jours de formation aux procédures et utilisation du logiciel budgétaire et comptable
 - Démarche pilotage auprès des directions opérationnelles permettant d'ajuster l'extraction des données, l'architecture du cadre de gestion et les besoins en formation pour optimiser la gestion au quotidien et développer des tableaux de bords de pilotage
 - Lancement du diagnostic du contrôle interne de la chaîne comptable déconcentrée

Chiffres clés 2023

35 % d'articles « verts » sur le total de fournitures de bureau

43 €/an/agent pour les fournitures administratives

En équivalent annuel, sur une année entière typique l'imprimerie :

Environ 9 500 soumissions de travaux d'impression par an avec

4 900 000 tirages offset, Et en équivalent A4 :

2 300 000 copies noir & blanc (suppression d'un photocopieur en 2024 à l'hôtel de Rennes Métropole)

3 400 000 copies couleurs

Le service **Vaguemestre – Affranchissement** a été intégré à l'imprimerie en cours d'année 2022.

230 mètre-linéaires archivés

36 adhérents au dispositif REGATE

La raison d'être du secteur

Le secteur « Logistique » contribue à une politique publique d'achat responsable incluant les objectifs de performance économique, sociétale et environnementale. Il apporte la juste réponse durable aux besoins matériels des services utilisateurs avec des objectifs de qualité, de sécurité et d'efficacité par l'achat optimisé de : véhicules, mobiliers, équipements, fournitures, ...

Les prestations d'imprimerie (création, impression offset ou numérique, façonnage) réalisées en régie sont intégrées dans ce programme. Économiquement performantes, ces prestations allient qualité technique et qualité environnementale. La production d'enveloppes personnalisées est venue renforcer l'offre de service. Cette activité permet de réduire fortement les stocks et frais d'approvisionnements en modèles multiples. Rennes Métropole s'appuie très largement sur ces actions pour l'édition de ses supports de communication.

Ce secteur comprend des actions mises en œuvre sous différentes formes de mutualisation visant l'optimisation de l'organisation des services (maintenance des véhicules, pool de véhicules, courrier et archives).

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

5.50 M€	5.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

2.70 M€	2.50 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

3.70 M€	3.80 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.40 M€	0.40 M€
---------	---------

Les actions

- Assurer de bonnes conditions matérielles de travail
- Assurer les prestations d'imprimerie
- Mettre à disposition et entretenir des véhicules et engins techniques
- Assurer des missions transversales pour l'ensemble des services

En 2024

Pour la politique d'achat :

- + Poursuivre le déploiement opérationnel du dispositif « REGATE » auprès des communes afin de leur faire bénéficier des services de mise à disposition de marchés avec l'objectif d'optimiser, de mutualiser et de faciliter les achats, dans un souci économique et de développement durable

Pour les actions en faveur du développement durable :

- + Favoriser le déplacement par modes doux (Kits vélos...)
- + Suppression d'un photocopieur grande série à l'imprimerie en 2024
- + Renouvellement de Imprim'Vert pour les 2 sites

Chiffres clés 2023

4250 postes de travail, 255 tablettes, 500 équipements réseaux, 450 serveurs, 3 566 postes téléphoniques fixes, 1996 téléphones mobiles dont 1196 smartphones (Ville et Métropole confondus)

216 solutions numériques réparties en 152 progiciels éditeurs et 64 développements internes pour la gestion informatique des différents métiers (Ville et Métropole compris)

170 demandes de nouvelles solutions

25000 tickets traités en demande et support

45 ateliers organisés par les conseillers numériques pour 160 participants dans le cadre du projet Numérique pour tous

15 ateliers sur les usages du numériques pour 255 cadres

Environ 4000 agents sensibilisés et accompagnés sur les nouveaux services numériques

Des campagnes de sensibilisation /communication sur les outils collaboratifs et les usages numériques responsables : moyens d'impression, webinaires sur la sobriété numérique

Mise à jour et création de supports dans l'**Intranet**

La raison d'être du secteur

- Mettre à disposition des services numériques aux utilisateurs internes et usagers externes les mieux adaptées à leurs besoins pour leur permettre de remplir au mieux leurs missions ou bénéficier des meilleurs usages. Ce périmètre large inclut aussi les besoins télécoms.
- En assurer le développement, la maintenance et garantir la cohérence de ces solutions numériques portées par la DSN et SIG.

Le système d'information constitue un levier d'efficience et de modernisation pour l'interne ainsi qu'un moyen d'accompagner les grandes transitions actuelles. Il doit également être résolument tourné vers l'externe pour proposer aux usagers et partenaires, des services à la hauteur de leurs attentes.

Il constitue également un support indispensable pour développer les usages nomades des outils et permettre aux services de gagner en efficacité.

Enfin, il est une composante indispensable de la nouvelle économie numérique qui se construit dans les grandes métropoles autour notamment des objets connectés, du travail sur les données et du numérique responsable. À ce titre, son socle doit rester fiable, performant et évolutif et surtout sécurisé pour que l'ensemble des utilisateurs puissent s'en servir en toute confiance.

L'usage étant une finalité des processus numérisés, des missions d'accompagnement des usages à destination des citoyens et agents sont primordiales pour valoriser les services auprès de ces publics et leur donner de l'autonomie, notamment sur le socle de compétences.

Les processus et actions mises en place se reposent sur des cadres issus de la stratégie numérique des 2 collectivités Rennes et Rennes Métropole, définie dans le document adopté par celles-ci, le document cadre « Pour un numérique responsable »

La gouvernance s'appuie fortement sur une structuration décisionnelle au sommet de laquelle se situe la Commission du Numérique Responsable qui siège tous les 2 mois.

Les projets engagés se doivent d'être alignés avec les stratégies politique de la collectivité et inscrits dans les processus mis en œuvre dans le cadre de la commission numérique et du bureau PMO associé. Ils constituent la pierre angulaire d'un système de décision basé sur l'analyse de la valeur des projets suivant des critères fixés par la collectivité et réunit à ce titre les projets des différentes maîtrises d'œuvre numériques de la collectivité.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

4.50 M€	4.60 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

2.10 M€	1.90 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

9.00 M€	7.90 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

5.20 M€	5.30 M€
---------	---------

Les actions

- Mettre en œuvre, gérer et assurer la maintenance des infrastructures
- Mettre en œuvre, gérer et assurer la maintenance des logiciels et matériels postes de travail
- Mettre en œuvre, gérer et assurer la maintenance sur les solutions numériques métiers et vers le citoyen pour la DSN et le SIG
- Mettre en œuvre, gérer et assurer la maintenance des moyens de télécommunications
- Accompagnement des usagers citoyens et agents

En 2024

Action Infrastructures :

- + Finalisation de la mise en place du WIFI agent dans les bâtiments administratifs (nomadisme)
- + Industrialisation et extension de l'infrastructure pour répondre aux besoins liés au développement des projets métiers : messagerie, portail des associations, archives ...
- + Raccordement de sites au réseau FOR/RMT
- + Refonte du système de téléphonie et centre d'appel
- + Mise à niveau et prise en charge des socles techniques des annuaires d'entreprise (AD/OpenLDAP) et outils associés (SSO, SSP)
- + Mise en place et acquisition des **premiers éléments de matériels reconditionnés** tels que demandé par la loi AGECE
- + Refonte de la supervision SI et renouvellement du robot de sauvegarde
- + Programme SSI
 - o Projets programmés du sous-programme "SP2 « Sécurité des infrastructures »") liés au résultat de l'analyse de risques
 - o Finalisation de la PSSI-O par le RSSI et sa gouvernance associée (sous-programme 1)
 - o Mise en place d'une équipe de supervision de sécurité informatique (sous-programme 3)
 - o Mise en place avec les métiers de processus résilients en parallèle des processus dématérialisés (sous-programme 4)

Action Postes de Travail :

- + Continuité de la politique de dotation d'équipements nomades avec des extensions avec, en sus, le provisionnement de matériels complémentaires et de la connectivité des lieux (salles par exemple) qui suite l'installation des infrastructures permettant le **nomadisme comme le WIFI**
- + Déploiement massif d'une solution MDM (gestion de parc téléphonie mobile) et d'une politique de sécurisation accrue des outils nomades de la collectivité
- + Continuité déploiement du **télétravail et collaboratif**, avec en sus un accompagnement renforcé via des éléments de documentation ou des accompagnements sous forme individuel ou par groupe par les conseillers numériques de la DSN
- + Continuité du développement des solutions numériques pour le télétravail avec notamment les aspects collaboratifs et une extension vers les agents de terrain
- + Continuité de la mise en œuvre du programme "**Numérique pour tous**", copiloté avec la DRH et avec COPROD, axé sur le déploiement du numérique pour tous et l'inclusion numérique de tous nos agents, avec un focus sur d'autres directions et d'autres publics
- + Évolutions de notre environnement bureautique (office 2016 plus solutions collaboratives) en constante évolution
- + Remplacement des matériels en fin de vie et développement de l'informatique verte au travers de l'écosystèmes tel que **Envie35 à destination des publics défavorisés**
- + Mise en place et acquisition des premiers éléments de matériels reconditionnés tels que demandé par la loi AGECE
- + Mise à jour règlementaire de l'environnement logiciel de l'ensemble du parc informatique (patches sécurité, antivirus, Windows 10, etc.)
- + Démarche de **Labellisation de l'Institut Numérique Responsable**, adhésion à l'Institut Numérique Responsable et mise en place des actions du programme pluriannuel (3 ans) issues de la labellisation dans un objectif de renouvellement de celle-ci horizon 2025
- + **Journée pour un Numérique plus Responsable** en coopération avec la région Bretagne
- + Sensibilisation au numérique responsable pour les agents et élus de la collectivité, ainsi accompagnement citoyen et agents des communes de la métropole par les **Conseillers Numériques**

- + Mise en place d'un parcours d'intégration numérique du nouvel arrivant
- + Mise en place et pérennisation d'un accueil physique périodique (Point d'Accueil Numérique), en la présence d'un duo Conseiller Numérique et Technicien pour tous les usagers du numérique interne via une tournée des sites
- + Participation au Hub Numérique Inclusif Breton. Déploiement de l'outil **Portréa** pour cartographier l'offre de services auprès des personnes exclues du numériques et les orienter au mieux

Action Projets Métiers (limité aux projets majeurs) :

- + Refonte du SIRH – Projets de ce programme sur 2024
- + Poursuite de la mise en place de certains modules suite au lancement du nouvel extranet communautaire
- + Solutions de **supervision** pour les services techniques :
 - Développement du **COSUI** pour assurer la cohésion et l'optimisation des éléments de supervision suite à l'AMO 2022. Intégration des éléments tels que P-SSI, P-DPO à ce stade
 - Déploiement de la nouvelle télégestion des bâtiments pour un meilleur pilotage des consommations énergétiques
- + Programme '**Numérique pour tous**' : Poursuite des développements internes pour la gestion des identités numériques des agents
- + Poursuite du redéveloppement des applications internes Silverlight (obsolescence technologique du langage de développement)
- + Déploiement de "l'API manager" dans le cadre de l'interopérabilité et la sécurisation d'accès au système d'information
- + Remplacement du logiciel de gestion de la relation citoyen et modernisation de l'offre de services en ligne
- + Réseau **LoRa** (Internet des objets) : AMO Industrialisation, modèle technique, économique et juridique
- + Études pour les projets de refonte et modernisation des solutions éditeurs : **Reprographie, Gestion des autorisations d'urbanisme**
- + Soutien à la réponse « **City Orchestra** » à l'appel à projets TID sur les packages désignés
- + Gestion des **délibérations**, des **décisions** et des **arrêts**
- + Outil de suivi et de pilotage et évaluation : **ZAN**, foncier, PLUI comptabilité SCOT
- + **Territoire Déchets Connectés** : D173 – Contrôle d'accès en déchèterie - Accompagnement à la rédaction du CCTP et au choix de la future solution pour la DDRE
- + **Éclairage public** : D 189 – Application de commande et de télégestion de l'éclairage public
- + **Filière 4R** : D224 – Mis en place des éléments communs pour une filière 4R pour les matériels informatiques en coopération avec la région Bretagne

Actions au niveau Direction des Services Numériques :

- + Bureau PMO
 - Lancement de l'Urbanisation pour consolider et développer les meilleurs blocs de notre Sis (dons une optique SSI, NR notamment de nos stratégies numériques responsables)
 - Gouvernance Data Interne, en développant des outils d'aide à la décision comme les Préconisations (P-Data, P-DPO, P-NR, P-Urba)
 - Lancement d'un premier Catalogue de services focalisé sur les principaux services numériques de nos collectivités à destination des agents
- + Continuité des travaux sur le plan pluriannuel RH, notamment
- + Lettre de mission pour investiguer les effets des **Intelligences Artificielles Génératives** (créant des réponses textuelles comme ChatGPT ou imagées comme DALL-E) et les recommandations pour usages éventuels par les agents au sein des collectivités
- + Poursuite de la réorganisation des services SAUN et Infrastructures
- + Poursuite des actions immobilières (déménagement, réaménagement des locaux)

Climat et transition écologique (En cours puisque précurseurs nationalement sur ces points)

Indicateurs

- (À voir dans le résultat et les guides de l'INR, potentiellement une reprise de certains éléments du GreenIT déjà engagé)

Les actions en 2024

- Labellisation Institut Numérique Responsable et des actions subséquentes
- Mise en place d'indicateurs pour mesurer l'impact du numérique sur l'environnement : impact carbone du SI, supervision des volumes d'impression et d'édition, ateliers de sensibilisation pour des usages numériques responsables auprès des agents
- Évènement numérique responsable avec la région – focus sur les clauses numériques responsables et communication vers les acteurs publics (administration, département, universités, SDIS ...)

Chiffres clés 2023

1689 actes (371 décisions de Bureau, 138 délibérations du Conseil et 1180 arrêtés) à mi octobre 2023

820 conventions enregistrées et mises en signature à mi octobre 2023

3 réunions de la Commission consultative des services publics locaux : examen de **9** rapports d'activité et formulation de 2 avis, + 1 information (chiffres liés à la saisonnalité de la CCSPL : réunions au dernier trimestre de l'année)

35 dossiers contentieux en instance au 10 octobre 2023

104 nouvelles études juridiques au 10 octobre 2023

6 contrats d'assurance

Au 30/09/2023 :

123 nouveaux dossiers sinistres

24 nouveaux dépôts de plainte

693 dossiers toujours en instance

Au 24/10/2023 :

493 marchés conclus

16 Commissions d'Appel d'Offres (**86** dossiers, dont 24 avis et 62 attributions)

La raison d'être du secteur

Les objectifs de ce programme consistent dans la prise en charge, d'une part, du bon fonctionnement institutionnel de la Métropole et de sa gouvernance et, d'autre part, dans la prévention et à la gestion des risques juridiques, assurantiels et liés à la commande publique. Ce programme constitue un rouage incontournable d'une action publique locale éclairée et sécurisée.

Dans le cadre de la préparation centralisée des instances métropolitaines, un contrôle de forme et de compétences est exercé sur l'intégralité des rapports inscrits à l'ordre du jour des Bureaux et des Conseils.

La défense des intérêts de Rennes Métropole dans tous ses contentieux est centralisée et pilotée en lien avec les professions juridiques. Le conseil généraliste sur l'ensemble des branches du droit et le conseil plus expert sur certaines thématiques et dossiers complexes bénéficient à l'ensemble des services. Cette fonction d'appui au processus décisionnel et au montage des projets est essentielle à leur sécurisation. Cet enjeu est porté également par la mission de veille et d'alertes juridiques.

La souscription de contrats d'assurances, la bonne gestion des réclamations des tiers et des sinistres sur le patrimoine de Rennes Métropole auprès des assureurs, permettent à la collectivité de ne pas en supporter les conséquences financières. Les dépôts de plainte effectués et les constitutions de partie civile participent à la défense de ses intérêts financiers. Les prestations de conseils aux services en matière d'assurances poursuivent ce même objectif.

La commande publique regroupe le conseil juridique et méthodologique dans la conduite des procédures et des achats de la collectivité. L'expertise nécessaire en la matière permet aux élus et à la hiérarchie de bénéficier d'une assistance sécurisée dans ce domaine potentiellement sensible et d'être accompagnés dans la mise en œuvre d'une politique de développement durable utilisant la commande publique responsable et innovante comme levier.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.40 M€	3.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Défendre la collectivité dans ses contentieux
- Souscrire des contrats d'assurances et gérer des sinistres
- Piloter la commande publique
- Assurer le bon fonctionnement de la vie démocratique

En 2024

- + Poursuivre l'harmonisation et la simplification des procédures de Rennes Métropole et de la Ville de Rennes, et la démarche de dématérialisation des procédures, notamment des signatures (élus et fonctionnaires)
- + Déployer la première phase (instances) de l'outil métier Airsdélibs
- + Maintenir une présence active dans le Réseau régional des juristes territoriaux (RJTO), regroupant les services juridiques des collectivités et EPCI de l'ouest (Rennes, Nantes, Angers, Saint Briec, Vannes, Brest, les quatre départements bretons, les régions Bretagne et Pays de Loire)
- + Poursuivre la sensibilisation des agents et des élus au respect des règles déontologiques
- + Souscrire et gérer des contrats d'assurance construction :
 - Consulter les assureurs pour souscrire un marché d'assurance construction de type "Collective Complémentaire Responsabilité Décennale" (CCRD) pour 2 opérations de construction dont le montant est supérieur à 15 000 000 € HT : les réserves muséales et le nouvel entrepôt de bus
 - Obtenir une prolongation de garantie pour l'assurance construction de type "Tous Risques Chantier avec Montage-Essai" souscrite pour l'opération de réhabilitation de l'UVE après négociation avec l'assureur de RM et son réassureur
- + Contribuer activement aux différents réseaux d'acheteurs (RESECO et France urbaine)
- + Travailler activement à des projets communs avec les 7 grandes collectivités bretonnes (4 départements, la région, Brest Métropole et Rennes Métropole)
- + Poursuivre et rendre plus visible auprès des entreprises la publication du tableau de programmation des achats
- + Acquérir des outils permettant un suivi optimisé des données issues des achats
- + Poursuivre en 2024 le travail d'actualisation du Schéma de promotion des achats responsables (SPAR), dans le contexte de la loi « Industrie verte » ayant apporté des obligations supplémentaires en terme d'achats et d'indicateurs de suivi (économie de la fonctionnalité, décarbonation et sobriété)

Chiffres clés 2023

Point d'étape sur la mise en œuvre du Pacte de gouvernance, suivi des inscriptions dans les **63** instances de travail : comités de pilotage, groupes de travail, groupes-projet, réseaux d'échange ;

Ouverture du nouvel extranet aux **1100** élus et agents de Rennes Métropole et des communes, sessions d'accompagnement hebdomadaires

7 conférences des Maires, **9** conférences des DGS

Coordination étroite avec les communes : Alertes Maires et Alertes DGS

24 rencontres des comités de secteur

9 Ateliers Métropolitains

Plus de **400** agents métropolitains et municipaux aux formations dur l'Intercommunalité

Fonds de concours de soutien à l'investissement communal :

7,5 M€ programmés sur 2023 dont 5,2 M€ déjà alloués à des projets à performance énergétique soit 13 projets

Contrat de solidarité territoriale :

15M€ pour le Contrat de Solidarité Territoriale (CST) entre Rennes Métropole et le Département sur 2023-2028

La raison d'être du secteur

Ce secteur concerne les actions portées dans le cadre de l'animation de l'intercommunalité, de "la Métropole des proximités" et de l'appui aux communes.

- Piloter la mise en œuvre du pacte de **gouvernance**, animer les instances de gouvernance, affirmer le rôle de chaque instance dans le processus décisionnel, renforcer l'information sur les activités des instances de travail ;
- Coordonner la **relation aux communes** et accompagner l'**exercice des compétences métropolitaines** en coopération étroite avec les communes ;
- Accompagner la **mise en réseau des communes**, appuyer les coopérations avec et entre les communes ;
- Développer l'association des **1 107 élus municipaux** des communes aux réflexions et projets métropolitains par un cadre de mobilisation dédié ;
- Optimiser la **relation aux usagers** des services métropolitains, outiller les Mairies dans leur rôle d'interface et de relais ;
- Piloter le **fonds métropolitain de transition énergétique et de soutien à l'investissement communal (FMTE)** qui poursuit deux objectifs :
 - Contribuer à l'aménagement du territoire afin de soutenir les projets d'équipements de proximité des communes qui accueillent de nouveaux habitants et participent ainsi aux objectifs du PLH et dans le respect des orientations du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ;
 - Favoriser la dimension transition énergétique avec des bonus qui se déclenchent en fonction d'objectifs écologiques.

La mise en place de ce dispositif a été décidé en juin 2018 et à la demande de la conférence des maires, un comité d'engagement a été mis en place.

- Contrat de Solidarité Territoriale (CST) :

Signature avec le Département de la 4^{ème} génération de Contrat de solidarité territoriale 2023-2028 doté de 15M€ pour Rennes Métropole, répartis entre un volet Investissement à 11,7 M€ (pour les 7 secteurs hors Rennes) et un volet Fonctionnement de 3,3 M€

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

0.50 M€	0.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

5.80 M€	7.60 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Animation de l'intercommunalité et proximité
- Fonds de concours métropolitain de soutien à l'investissement communal

En 2024

- Accompagner la **mise en œuvre du Pacte de gouvernance** : animation de la Conférence des Maires et de la Conférence des DGS, suivi et articulation des commissions et instances de travail (comités de pilotage, groupes de travail, groupes-projet, réseaux d'échange) conformément aux principes adoptés par le Conseil métropolitain ; animation des **comités de secteur**
- Coordonner la **relation aux communes** et accompagner l'exercice des compétences métropolitaines en coopération étroite avec les communes
- Administrer le **nouvel extranet** et accompagner les élus et services municipaux et métropolitains pour leurs usages : encadrer et outiller les usages collectifs, accompagner les besoins spécifiques, former les nouveaux utilisateurs
- Poursuivre l'organisation des "**Ateliers métropolitains**" : des temps d'échanges et de rencontres mobilisant les élus et acteurs locaux, nourrissant les réflexions prospectives et le dialogue sur les enjeux du territoire ; organisation de la **Convention annuelle des élus municipaux**
- Animer le cadre de réflexion pour le **partage de l'ingénierie, les coopérations et mutualisations** avec et entre les communes (formations pour les agents communaux, temps d'échange, mise à disposition d'outils mutualisés...)
- Poursuivre la **formation des agents** métropolitains et municipaux sur l'intercommunalité et la relation aux communes pour renforcer la culture commune et fluidifier le fonctionnement entre les services métropolitains et municipaux
- **Mettre en place le nouveau dispositif de Fonds métropolitain de transition écologique et soutien à l'investissement communal (anciennement Fonds de concours) sur 2024-2026 :**
 - Nouveau dispositif 2024-2026 doté d'une enveloppe de 7,5M€ par an
 - Accompagnement des communes à l'appropriation du nouveau dispositif
 - Utilisation de grilles d'analyse multicritères autour de la transition énergétique et environnementale (TEE), ce qui enclenche des éco bonus environnemental, avec 5 thématiques pour déterminer le taux d'accompagnement des projets : transition énergétique, impact carbone du bâti, mobilités actives, adaptation au changement climatique et biodiversité/milieus
 - Poursuite de l'utilisation d'une grille d'analyse spécifique pour les projets à enjeux de biodiversité

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- Mise en œuvre du nouvel extranet avec les principes du Numérique Responsable et de sobriété énergétique, des espaces de travail partagés et contributifs
- **Fonds de concours métropolitain de transition énergétique et de soutien à l'investissement communal**
 - 13 projets bénéficient du bonus performance énergétique en 2023 :
 - ⇒ soit 5,2 M € de crédits attribués
 - 3 projet entre dans la catégorie des projets à enjeux de biodiversité

Egalité femmes-hommes

- + Sur 448 élus inscrits dans les commissions métropolitaines : 44 % de femmes et 56 % d'hommes

Chiffres clés 2023

Open Data :

- **3 millions** d'appels pour 18 000 utilisateurs
- **52 réutilisations** déclarés
- **515** jeux de données
- **15** communes publient elles-mêmes, données de toutes les communes via d'autres sources

Réseau LoRa :

- **65** antennes déployées sur l'ensemble du territoire
- **3 500** capteurs enregistrés sur le réseau
- **30** cas d'usages (directions RM et une dizaine de communes)

Information Géographique :

- Portail géographique : **1 384** (1200 en 2022) utilisateurs élus et agents de la métropole et des communes
- **634** thèmes de données publiés
- **170** millions d'appels aux services carto (WMS WMTS)
- **272** agents formés (274 en 2022) au portail géographique
- **100** projets en cours (en développement et maintenus)
- **61** agents formés au logiciel QGIS (37 en 2022)
- **95** prestations réalisées (tous types de demandes) (**112** en 2022)
- **495** dossiers de diffusions numériques (475 en 2022)
- **toutes les** communes sont couvertes en données de précision topo RTGE
- **166** km de réseaux intégrés (règlement + synthèse) au RTGE sous-sol
- **150** chantiers en levé topo Atlas 1/200 + ZAC dont la mise à jour RTGE de Saint Sulpice, Brécé, Acigné et Noyal Chatillon sur Seiche et les REV (Rennes/Le Rheu; Rennes/Chartres de Bretagne; Rennes Noyal Chatillon sur seiche)
- **109 043** points levés intégrés dans la base RTGE

La raison d'être du secteur

La numérisation accélérée des services publics se fait dans un contexte d'émergence de nouveaux standards en termes de personnalisation des services, de réponse en temps réel. Elle doit aussi répondre à des objectifs de diminution des émissions de gaz à effets de serre et de consommation énergétique et d'optimisation de la gestion des actifs (réseaux, foncier, finances). Enfin, elle doit intégrer pleinement les enjeux d'inclusion et d'égalité, en ne laissant aucun habitant loin de ces nouveaux services, au risque de laisser perdurer ou se reproduire le non-recours aux aides, ou l'inégalité d'accès aux services publics. Dans ce contexte, une gestion fine des données produites par la collectivité dans l'exercice de ses missions, mais également des données utiles pour la mise en œuvre des services publics et provenant d'autres sources, s'avère nécessaire. Une telle gestion doit être conduite dans la perspective d'une démocratie numérique où la gestion des données et la production des services est transparente et compréhensible par tous, et où les finalités des services numérisés et l'accès aux droits numériques fondamentaux sont effectifs pour l'ensemble des citoyens.

Ainsi, la gestion et l'exploitation des données constitue une base pour répondre aux nouveaux enjeux posés à la métropole, que ce soit en terme de transition démocratique avec la mise en œuvre de nouveaux espaces de concertation et d'échanges publics ou de transition énergétique et écologique par la compréhension et l'étude des phénomènes et des trajectoires pour le territoire.

Le secteur "gestion et développement des données territoriales" vise deux objectifs :

- Renforcer et développer le système d'information géographique de la collectivité avec l'acquisition, la mise à disposition et la valorisation de données,
- Développer un service public métropolitain de la donnée (SPMD) afin de faciliter le partage, la circulation, l'exploitation des données du territoire à l'usage des acteurs publics, des entreprises privées, des chercheurs et des associations et collectifs de citoyens.

L'existence d'une politique publique de gestion de la donnée territoriale s'inscrit dans la continuité des pratiques développées par Rennes Métropole en matière de constitution, d'entretien et d'exploitation de données comme la base de données source de la modélisation en 3D du territoire depuis 2000, l'open data depuis 2010, l'acquisition mutualisée avec les partenaires réseaux de données règlementaires topographiques depuis 2017, ou encore d'équipements visant à assurer à la collectivité une maîtrise de ses données (réseau RMT, réseau LoRa, logiciels métiers en co-développement etc.) ou le développement du portail de partage de données, Rudi.

Les actions

Organiser la gouvernance des données du territoire et mettre en œuvre les outils d'acquisition, de gestion et d'exploitation de ces données :

- Gérer, actualiser et modéliser les données
- Mettre en œuvre, gérer et assurer la maintenance des systèmes d'information des données
- Open data : collecter, cataloguer, diffuser et visualiser les données publiques produites par les services de la Ville de Rennes et de Rennes Métropole et soumises à la loi sur l'open data ; organiser des espaces et temps de débats et de réflexion sur les questions du partage et de l'usage des data du territoire.
- Développement et exploitation d'outils et d'infrastructures et en particulier du portail Rudi, de la Datafactory et du projet City Orchestra
- Acquisition de données et d'outils
- Partenariat, gouvernance, pilotage du SPMD, animation de démarches partenariales

Depuis fin 2023, l'élaboration de la Stratégie Data est en cours avec l'appui d'une AMO, pour adoption par le conseil métropolitain en 2024.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

2.50 M€	2.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

3.80 M€	4.60 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.90 M€	2.00 M€
---------	---------

Gestion et développement du système des données territoriales

Secteur

En 2024

Actions du programme Données Territoriales

3 grands types d'actions : sur les données topographiques, les données générales et les outils

1) Les données topographiques

- L'acquisition initiale des données à grande échelle du Référentiel Topographie Grande Échelle (anciennement RMTR) s'est achevée en 2023. Cette phase d'acquisition va être complétée par des mises à jour sur les secteurs déjà relevés et de nouveaux relevés sur des zones d'intérêt récentes. Une convention, de mise à jour des données, est négociée et doit être validée par les instances fin 2023
- Sur la partie matériel, le remplacement d'une station totale, outil de travail quotidien des agents, est programmé en 2024

2) Les données générales. Ce chapitre reprend les acquisitions de données de référence et différents projets de recherche et de valorisation de données ainsi que la poursuite de la constitution du jumeau numérique :

- Le jumeau numérique du territoire qui consiste à interconnecter/ mettre en relation les différentes données du territoire. Il se crée progressivement au fur et à mesure de nouveaux cas d'usage
- L'adaptation au changement climatique fait l'objet d'une convention avec l'Université Rennes 2 (Laboratoire LETG) dont l'objectif est d'assurer un suivi sanitaire de la végétation arborée en milieu urbain via une thèse réalisée avec cette université
- Un projet de recherche avec le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) pour la consolidation et diffusion du démonstrateur ZAN "Zéro artificialisation nette" va être poursuivi par un cas d'usage du projet City Orchestra (voir § en dessous)
- Une mise à niveau majeure de la base de données 3D support de nombreuses analyses pour les services, via un marché de restitution 3D des bâtiments, a été lancée en 2023. Une tranche importante de cette opération interviendra en 2024
- L'acquisition de données de trafic pour l'information des usagers et la réalisation d'études ou expérimentations de nouveaux services de mobilité
- Le lancement d'une nouvelle orthophotographie et prises de vues aériennes avec un étalement sur 2 années

3) Les outils d'acquisition de gestion et de valorisation des données

- a) Constitution d'une chaîne de traitement des données indispensables à la mise en œuvre de la stratégie Data avec les projets et études suivants :
 - La DataFactory, permettant le stockage, traitement et la visualisation de données de type big data, de provenance de capteurs, qui s'oriente vers une Version 2 plus adaptée aux usages et aux contraintes de cybersécurité
 - Évolutions du Portail géographique dont l'objectif est la diffusion sous forme brute ou applicative des différentes données (plus de 1 200 utilisateurs parmi les agents et élus de Rennes Métropole et des communes, le nombre de données publiées augmente toujours progressivement)
 - Rudi qui entre dans une phase d'expansion des usages en interne et de développements nouveaux en vue d'être répliqué dans d'autres territoires (cf ci-dessous)
 - La plateforme de coopération exploitant le jumeau numérique, permettant de concevoir suivre et évaluer les politiques publiques à destination des élus et agents de la collectivité et également du grand public. Un nouveau marché similaire sera conclu afin de prendre en charge des cas d'usages complémentaires décrits dans le projet City Orchestra

L'ensemble de cette chaîne et notamment son projet d'exploitation finale des données, le Jumeau Numérique et sa plateforme d'exploitation, se placent dans l'axe de développement de la transition démocratique au vu de ses usages de concertation grand public à partir des données

b) Les autres outils de la Stratégie Numérique, entre autres :

- La réalisation de projets demandés par les services et validés dans la cadre de la stratégie numérique responsable
- Le lancement du remplacement de l'outil nécessaire aux travaux topographique et au maintien de la base de donnée
- La poursuite du projet de Tableau de Bord des Opérations d'Urbanisme URBAMAP, avec la prise en compte de petites évolutions et la mise en œuvre de maintenance
- L'acquisition et le déploiement d'une infrastructure pour les projets BIM
- La mise à niveau et la gestion de la cybersécurité dans l'ensemble des projets
- Des réflexions et réalisations sur divers outillages pour le PLUi, les DT/DICT, la gestion des arbres ...

1. Des travaux et un accompagnement sur la mise en place d'une Stratégie de la Donnée
 - clarification des principes de gestion des données par la collectivité
 - travail sur l'organisation de la fonction data en interne (avec les directions métiers)
 - acculturation à la gestion des données : formations, actions de sensibilisation, accompagnement à l'usage et à la valorisation des données

L'objectif est de proposer l'adoption par les conseils métropolitain et communal d'une stratégie data complémentaire à la stratégie Numérique responsable et trouvant ses déclinaisons opérationnelles dans la gestion des projets data par la collectivité
2. Le projet City Orchestra, en réponse à l'appel à projet Territoires intelligents et durables, programmé sur 3 ans, avec 17 autres partenaires et un budget de 7,870 millions d'€, se propose de développer des solutions au service de la transition écologique. Gouvernance territoriale de la donnée et répliquabilité seront des points forts du projet qui s'organisera autour de 4 cas d'usages : Qualité de l'air, Zéro artificialisation nette, Adaptation au changement Climatique et Efficacité énergétique, et d'un orchestrateur de données qui connectera les différents outils de la chaîne de traitement des données (voir § ci-dessus)
3. L'interface des données Rennaises (Rudi). Le soutien de l'Union européenne à ce projet est achevé depuis mi 2023, mais certains travaux vont être poursuivis en 2024, notamment afin de permettre la répliquabilité de Rudi dans d'autres territoires
4. Open data
 - réflexion en cours sur les modalités de poursuite de l'open data s'engage, avec la perspective de mieux intégrer l'open data dans le paysage des outils de gestion de la donnée, de renouveler les fonctionnalités du site open data pour mieux répondre aux besoins et aux attentes de ses usagers, et d'assurer au mieux la continuité et la fluidité de la chaîne de la donnée avec les autres outils de gestion – en lien avec la stratégie Data (cf ci-dessus)
 - poursuite du travail engagé avec les communes sur la publication de leurs données, notamment dans les champs de l'énergie, des espaces verts et des élections, ainsi que dans d'autres domaines le cas échéant
5. Autres actions
 - le réseau LoRa métropolitain, qui entre en 2024 dans une phase de consolidation de son offre de services aux directions de la métropole et aux communes
 - le service Data, le SIG et la DSN proposeront aux directions et services de la métropole de mobiliser de l'expertise sur la gestion de données au service de leurs projets : expertise juridique sur le droit des données dans leurs contrats (délégation, concession, prestation...) expertise en analyse de données, en valorisation et utilisations professionnelles et grand public, expertise sur les sources de données, ainsi que de premières propositions de recours à l'intelligence artificielle

Impacts territoriaux de la politique publique

Climat et transition écologique

- + 477 thèmes de données Rennes Métropole (du portail géographique) sur 563 au total entrent dans la catégorie de celles décrites par la directive Européenne INSPIRE, entrée en vigueur le 15 mai 2007 et qui vise à favoriser l'échange des données au sein de la Communauté européenne dans le domaine de l'environnement pris dans un sens large
- + 11 communes participent au groupe de travail métropolitain sur le thème des données Espace vert (8 en 2022) et 9 sur la thématique gestion de l'énergie des bâtiments communaux. Ces travaux sont la poursuite du projet France Relance "Open Data dans les communes"
- + L'ensemble des communes est désormais couvert en données de précision Topographique

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Chiffres clés 2023

Coopérations territoriales :

- **16** EPCI, dont Rennes Métropole, poursuivent leur engagement dans un **Contrat de coopération** visant à développer **18** actions communes sur **4** thématiques (mobilités, transitions écologiques, aménagement et développement économique, tourisme)

Partenariats avec le Québec :

- **3** projets partenariaux accompagnés par l'Etat et la Métropole sur 2021-2022

Évaluation de la politique de la structuration de la filière cybersécurité :
Évaluation cyber-sécurité :

- 14** entretiens de cadrage, **5** focus groups, **4** questionnaires à des bénéficiaires variés

Baromètre de la Perception des Transitions :

- 2** ateliers avec les habitants de Rennes Métropole, **1 500** métropolitains interrogés par téléphone

Politiques temporelles :

- **2** conférences du temps : *temps du début de la vie et temps et transitions* ; **450** personnes
- **45** espaces de coworking recensés sur le site "bureaux à rallonge" et **1** charte commune en cours de finalisation

Conseil de développement de la métropole de Rennes composé d'une centaine de membres représentant **70** organisations et une dizaine de citoyen.ne.s volontaires

Contractualisations :

18,6 M€ pour les projets du territoire métropolitain dans le cadre de l'ITI Feder 21-27

300 000 € de DSIL pour Rennes Métropole
10 M€ au titre du Fonds vert 2023

La raison d'être du secteur

Le pilotage de la stratégie métropolitaine repose notamment sur :

- l'évaluation et le suivi de nos politiques publiques (dont le Baro'Métropole, Baromètre de la Perception des Transitions et l'Enquête de Perception des Habitants dans les quartiers prioritaires.)
- l'Audiar (sa fonction prospective et ses observatoires) et ses études dans le cadre du programme de travail de l'Agence intégrant notamment les demandes exprimées chaque année par Rennes Métropole,
- le Bureau des temps (pour l'appréhension temporelle de nos politiques publiques).

La politique d'appui au développement des territoires se traduit notamment par la gestion et l'accompagnement des projets métropolitains s'inscrivant dans les diverses contractualisations (Département, Région, État, Europe) et dans le CMRTE (Contrat Métropolitain de Relance et de Transition Écologique) qui est le fruit de la négociation globale avec tous ces acteurs.

La stratégie métropolitaine est partagée à différentes échelles :

- Le Pays de Rennes (SCOT)
- L'aire urbaine, avec le Contrat de coopération, établi entre la Métropole et les 15 intercommunalités qui composent l'aire d'attraction de Rennes
- Différents dispositifs contractuels (Département, Région, État, Europe)
- Grands territoires : coopération avec St-Malo, Nantes, Brest et dans le cadre du Pôle Métropolitain Loire Bretagne.
- Le Québec

D'autres outils ou réseaux sont également investis par Rennes Métropole : Chaire « Territoires et mutation de l'action publique », Intercommunalités de France (ADCF), France urbaine, Réseau Si tous les ports du Monde, la Société Française de l'évaluation (SFE), l'Association des Maires de France (AMF).

Le partenariat avec le **Conseil de développement** de la Métropole de Rennes permet d'associer les acteurs socio-économiques du territoire à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques métropolitaines.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

3.70 M€	3.70 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.10 M€	0.10 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Prospective, évaluation, politiques temporelles et coopérations
- Coopérations et Partenariats
 - Prospective, évaluation et politiques temporelles
 - Conseil de développement

En 2024

→ **Prospective, évaluation, politiques temporelles et coopérations**+ **Coopérations et partenariats**Coopérations métropolitaines

- **Contrat de coopération 2022-2027** : poursuite de la dynamique de coopération interterritoriale avec les 15 intercommunalités de l'aire d'influence de Rennes sur les 4 volets thématiques définis : mobilités, transitions écologiques, tourisme, aménagement et développement économique suite à l'adoption du contrat en octobre 2022
 - ❖ **Mise en œuvre des 18 actions** validées par le comité de Pilotage réunissant les 16 EPCI, le préfet de la Région Bretagne, le président du Conseil Régional de Bretagne et le Président du Conseil Départemental d'Ille et Vilaine
 - ❖ **Organisation en 2024 d'un nouveau comité de pilotage politique plénier des Présidents des intercommunalités partenaires**, afin de dresser un bilan intermédiaire, de prendre acte de la restitution des premiers livrables et de projeter des pistes de nouvelles orientations pour la coopération
- **Poursuite des coopérations métropolitaines avec Nantes Métropole, Brest Métropole et Angers Métropole dans le cadre du Pôle Métropolitain Loire-Bretagne**, avec la réorientation des travaux du Pôle autour d'une nouvelle feuille de route dédiée aux transition et à la solidarité, placée au cœur d'un nouveau rendez-vous Alliance des Territoires à Brest
- **Poursuite des coopérations engagées avec Nantes** sur des sujets stratégiques dans les domaines de **l'accessibilité, de la ville durable**, du **tourisme** (Parcours touristique Mont-St-Michel, Nantes, Rennes, St-Malo) et de la présence commune aux salons de promotion économique
- **Poursuite des coopérations engagées avec Saint-Malo Agglomération** sur l'économie, l'innovation et la recherche (Lab Rennes Saint-Malo, Le Pooool), le rayonnement et l'attractivité du territoire (parcours touristique, partenariat sportif, Québec...)
- Poursuite du partenariat stratégique avec le Québec, via notamment :
 - + **le cofinancement** (avec Saint-Malo Agglomération et Destination Rennes) **d'un poste de chargé de développement** positionné au Québec afin d'accompagner les acteurs économiques, associatifs et culturels dans leurs projets de collaboration avec des acteurs québécois
 - + l'accompagnement des projets labélisés dans le cadre de **l'appel à projets franco-québécois de coopération décentralisée (FFQCD)** pour la période 2023-2024 :
 - "La transformation du patrimoine d'hier au service des lieux culturels de demain"
 - "Accompagnement des entreprises vers l'innovation vertueuse" en partenariat avec "Le Pooool"
 - "Alliance franco-québécoise pour le jeu vidéo" en partenariat avec les Associations "3 Hit Combo" et "Atlangames"
 - + **la Mission Québec en avril 2024** : mission institutionnelle, économique et académique à Québec et Montréal, notamment adossée à la Semaine NumeriQC de Québec
- + **Politiques contractuelles** :
 - **Contrat métropolitain de relance et de transition écologique (CMRTE)** :
Signature de la version du CMRTE intégrant la participation financière du Conseil Départemental
 - **Programme opérationnel Régional** :
 - ⇒ Suivi du Programme Opérationnel Régional 2021-2027 FEDER/FSE+
 - ⇒ Mise en place de l'ITI FEDER 2021-2027 sur les thématiques de la mobilité urbaine durable, du numérique responsable, des énergies renouvelables et de la biodiversité

Suivi du dispositif lié au renouvellement du Fonds Vert

- **Dotation de Soutien à l'Investissement Local pour les projets de Rennes Métropole**

Répartition des crédits de DSIL affectés à Rennes Métropole

Évaluation et suivi des politiques publiques dans le cadre du programme pluriannuel de l'évaluation

- Poursuite de l'évaluation sur l'accompagnement numérique
- Lancement de l'évaluation de la Courrouze
- Lancement de l'évaluation sur le dispositif Eco-Travo

Politiques temporelles

- **Temps et mobilité :**
 - ⇒ **Lissage des hyperpointes du métro ligne b** : travail partenarial avec Keolis et 18 établissements scolaires et universitaires pour lisser les hyperpointes
- **Développement du coworking sur les territoires :**
 - ⇒ structuration d'un réseau réunissant les espaces de coworking à l'échelle du contrat de coopération (Bureaux à rallonge)
 - ⇒ investigation de la mobilisation des espaces de coworking comme lieux ressources au service de l'inclusion sociale et professionnelle
- **Mobilisation des données de mobilité** : analyse temporelle de l'enquête Fréquence + et actualisation du portrait temporel de territoire
- **Temps et aménagement :**
 - ⇒ **Intensification des usages des espaces et des bâtis**
 - ⇒ **Séminaire** : organisation d'un séminaire sur l'aménagement temporel
- **Sensibilisation et valorisation** dont organisation des conférences du temps

Réseaux des Villes :

Rennes Métropole continue à **être présente dans de nombreux réseaux de partenariats** : Assemblée des Communautés de France, réseau "Si tous les ports du monde", association internationale des maires francophones (AIMF)

Conseil de développement : animation du partenariat avec le Conseil de développement de la métropole de Rennes : coordination et suivi des collaborations avec Rennes Métropole, mobilisation du Codev via des groupes de travail ou d'autres formats de contribution, co-animation du comité partenarial, association du Codev à la dynamique des Ateliers métropolitains

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- Avec les 10 Millions € de crédit REACT EU alloués à Rennes Métropole (enveloppe Feder pour réparer les dommages liés à la crise et préparer une relance résiliente, écologique et numérique), financement de :
 - 7 REV
 - 2 rénovations thermiques
 - 1 passerelle vélo-piétons
 - Des infrastructures pour les bus électriques
 - Des études pour le projet trambus

Le projet d'extension du Crématorium de Vern-sur-Seiche, bénéficiant de 700 000 € de DSIL, intègre des prescriptions techniques avec pour objectif de préciser les attendus en termes de performances énergétiques et environnementales du nouveau projet d'aménagement du crématorium. Ces prescriptions répondent aux intentions formulées par les élus des deux collectivités de la Ville de Rennes et Rennes Métropole en termes d'exemplarité et retranscrites aujourd'hui dans le Plan d'Action en faveur de

l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC) de la Ville de Rennes et le plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) pour Rennes Métropole arrêté par le conseil métropolitain en avril 2018. Plus particulièrement, le projet prévoit :

- 10 stationnements pourvus de charge pour véhicules électriques
- une application de la réglementation environnementale RE2020 : performance énergétique, diminution de l'impact climatique et confort d'été
- une production d'énergie électrique pour tendre vers une autoconsommation du site
- une amélioration de la performance énergétique du bâtiment existant faisant suite à un audit énergétique

Envoyé en préfecture le 28/12/2023
Reçu en préfecture le 28/12/2023
Publié le
ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

Les projets accompagnés par le Fonds vert sont, par nature, en faveur de la transition écologique et environnementale du territoire

- 18 actions du contrat de coopération s'intégrant toutes dans les enjeux de la Transition énergétique et numérique

Egalite femmes-hommes

- + Membres du Conseil de développement : 40% de femmes, 60% d'hommes

Chiffres clés 2023

4 réunions du réseau d'échanges des communes
5 réunions du groupe-projet dispositifs métropolitains de participation citoyenne (au 11/10)

7 réunions de la Coordination Participation Citoyenne (au 11/10)

1 instance citoyenne créée "Assemblée citoyenne" – 2 réunions

1 "Printemps citoyen" organisé du 24 mai au 24 juin :
- 59 animations mises en lumière
- 3 animations portées par Rennes Métropole
- 9 animations réalisées par l'ALEC dans le cadre de la Convention avec Rennes Métropole

4 concertations lancées :
- Révision PCAET
- Nouvelle Station d'Épuration à Bruz
- ZFE
- Stratégie données et intelligence artificielle

2 réunions du réseau de la concertation

La raison d'être du secteur

Associer les acteurs associatifs, les collectifs, les citoyennes et les citoyens aux principales politiques publiques et projets menés ou impulsés à l'échelle métropolitaine grâce à des outils de participation citoyenne adaptés.

La participation citoyenne métropolitaine conjugue vision stratégique, transparence, expertise technique et capacité d'innovation en portant également, en interne, l'appropriation du changement par les agents.

Ce travail se mène en intégrant l'impact et les opportunités de la transition numérique, qui modifie les modalités de la concertation publique territoriale.

Il s'agit de déployer des outils coopératifs qui ont été définis dans la première Charte métropolitaine de la participation citoyenne : animation de l'Assemblée citoyenne, jurys citoyens, droit d'interpellation, formations, évaluation citoyenne et co-construction des grands projets structurants.

La Fabrique citoyenne du climat permet de déployer des outils de participation et de mobilisation citoyenne pour les projets de lutte contre le dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité, en lien avec la politique Climat.

La citoyenneté est également encouragée en favorisant le partage d'expérience entre les communes.

Budget 2023 Budget 2024

Dépenses de fonctionnement

0.30 M€	0.50 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions

- Piloter la stratégie de concertation
- Mettre en œuvre des démarches de concertation sur les projets et les politiques publiques métropolitaines
- Coordonner les démarches de participation métropolitaine
- Accompagner les services et élus dans leur stratégie de concertation
- Favoriser le partage d'expériences entre communes
- Construire la montée en compétence des agents

En 2024

+ Charte métropolitaine de la participation citoyenne

La Charte métropolitaine de la participation citoyenne, élaborée par la Convention métropolitaine de la citoyenneté et adoptée fin 2022, a posé un cadre ambitieux d'association des habitants de la Métropole aux projets et politiques publiques. Une instance citoyenne de suivi et d'animation de la mise en œuvre de la Charte, l'Assemblée citoyenne, composée de citoyennes et citoyens tirés au sort a été créée. Des formations des élus, agents et citoyens seront mises en œuvre sur ces questions de participation citoyenne. Un droit d'interpellation sera mis en place

+ Fabrique citoyenne du Climat

Plusieurs volets de la Fabrique citoyenne du climat vont être déployés en 2024 :

- Sensibilisation et mobilisation au travers de la deuxième édition du Printemps citoyen. Le souhait est de faire de la transition écologique le fil rouge de cet événement participatif, qui fait le relais des animations et événements proposés par les communes et associations du territoire
- Mobilisation et concertation au travers de la révision du Plan climat : une concertation ambitieuse autour de la production de nouveaux récits va être ouverte aux habitants
- Un nouveau dispositif pour donner du pouvoir d'agir va être créé d'ici la fin d'année 2024, sous la forme d'un appel à projet

+ Animation de l'outil numérique de participation mutualisé auprès des communes

4 communes ont souhaité se doter de l'outil numérique utilisé par la Métropole, sous forme d'une mutualisation. Des formations ont été dispensées. En 2024, il est souhaité ouvrir cette mutualisation à d'autres communes et d'échanger sur cet outil

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

La Fabrique citoyenne du climat a pour objet central la sensibilisation, la mobilisation et la mise en action des citoyens autour des questions de transition écologique. L'objectif est de faire territoire avec les habitants autour de ces questions, dans l'objectif de faciliter le passage à l'action. Il est souhaité proposer quelques animations participatives et temps forts lors du Printemps citoyen, en plus des ateliers de concertation autour de la révision du PCAET

Egalité femmes-hommes

L'inclusion étant un des trois grands piliers de la Charte métropolitaine de la participation citoyenne, une attention particulière sera mise sur l'accès égalitaire des femmes et des hommes dans les démarches participatives (garde d'enfant pour les réunions de concertation pour favoriser la participation des femmes). La parité est un objectif de recrutement des membres de l'Assemblée citoyenne

Le service a suivi une formation spécifique à cette question. Il a été décidé de travailler un support d'affichage des règles de la concertation et sur des techniques d'animation inclusives pour garantir une prise de parole équitable via la mesure du temps. Celles-ci pourront être diffusées dans les Directions via le Réseau interne de la concertation

Envoyé en préfecture le 28/12/2023

Reçu en préfecture le 28/12/2023

Publié le

ID : 035-243500139-20231221-C23_177-DE

